

cahiers

LEON TROTSKY



COMMUNISME, TROTSKYSME EN INDE

Gour Pal □ Questions sur l'histoire du Mouvement trotskyste en Inde.— Le martyrologe du Revolutionary Communist Party. □ **Pierre Broué** □ Notes sur l'histoire des oppositions et du mouvement trotskyste en Inde dans la première moitié du XX^e siècle. □ Documents.

21

mars 1985

Revue trimestrielle ★ Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis à jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière, Jean P. Joubert, responsable des Cahiers.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Jean P. Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble

ABONNEMENT :

Particuliers :

France : 4 n^{os} (1 an) 170 F — Etranger : 250 FF ou \$ 30 U.S.

France : 8 n^{os} (2 ans) 350 F — Etranger : 500 FF ou \$ 55 U.S.

Institutions :

France : 4 n^{os} (1 an) 200 F — Etranger : 300 FF ou \$ 35 U.S.

France : 8 n^{os} (2 ans) 400 F — Etranger : 600 FF ou \$ 65 U.S.

Tous les anciens numéros sont disponibles.

Collection complète sur demande : n^{os} 1 à 20 : 500 F (port compris).

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de :

JOUBERT - CLT (et si possible par mandat pour l'étranger).

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Jean P. Joubert

Publié avec le concours de l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

cahiers LEON TROTSKY

N° 21

MARS 1985

SOMMAIRE

Présentation	3
ARTICLES	
Gour Pal — Questions sur l'histoire du Mouvement trotskyste en Inde	5
Gour Pal — Le Martyrologe du revolutionary Communist Party . Pierre Broué — Notes sur l'histoire des oppositions et du mouve- ment trotskyste en Inde dans la première moitié du XX ^e siècle ...	8 11
Quelques repères chronologiques	45
DOCUMENTS	
Sherman Stanley — Rapport sur l'Inde (12 mars 1939)	48
Léon Trotsky — Lettre ouverte aux travailleurs de l'Inde (25 juillet 1939)	55
Comité de formation du B.L.P.I. — Les Classes en Inde et leurs rôles politiques (fin 1941)	62
IV ^e Internationale (C.E.I.) — Manifeste aux Ouvriers et Paysans de l'Inde (26 septembre 1942)	76
Rupsingh — Le Combat d'août 1942	91
Suren Morerji — Le « Programme constructif » : stratégie de sabotage (1945)	96
K. Tilak (Leslie S. Simon Goonewardene) — Le Plan Wavell et le Congrès (2 juillet 1945)	105
B.L.P.I. — Rapport sur les fusillades policières de Calcutta (13 février 1946)	111
H. Mahadevan — Le Mahatma Gandhi, père du capitalisme indien (mars 1948)	116

Courrier

Pierre Broué — Une lettre du 21 janvier 1985 119

LES DEPARTS

Jean Beaussier (1912-1984)	120
Alfonso Leonetti (1895-1984)	122
Georges Paget (1904-1984)	124
Yannis Theodoratos	126
Spyros Zafiratos (1900-1984)	127

Présentation

Les Cahiers Léon Trotsky entament leur 8^e année avec ce 21^e numéro. La fidélité de nos lecteurs, les encouragements, petits mots ou lettres plus longues, qui accompagnent bien des chèques, attestent que nous avons su progresser et intéresser, que nous avançons vers notre objectif d'une revue historique du mouvement ouvrier, militante et sérieuse, intéressante et digne de confiance, novatrice et sûre qui mériterait pleinement son patronage. Après avoir tâtonné pendant quelques numéros, nous nous sommes orientés vers les numéros axés sur un thème, homogénéisant le travail demandé au lecteur et permettant une vraie discussion entre les rédacteurs dont les avantages sont évidents même s'ils ne sont pas proclamés. Nous pensons aussi avoir au moins partiellement réussi à élargir le champ de nos recherches et utilisé l'exceptionnel instrument d'analyse dont nous disposons à travers les écrits de Trotsky pour tenter d'éclairer certains aspects de l'histoire du XX^e siècle qui subissent aujourd'hui encore l'empreinte des préoccupations conservatrices des maîtres de ce monde et de leurs auxiliaires de toutes couleurs.

Nous n'abandonnons pas pour autant ce qui semblait être notre vocation première, la culture des terres vierges, l'histoire appliquée aux « marges », mouvements révolutionnaires et continents déshérités au premier chef. C'est cette préoccupation-là qui nous a tournés vers les Indes entrées dans l'horizon politique de Trotsky peu de temps avant son assassinat et où la IV^e Internationale — mais qui le sait aujourd'hui ? — a cru voir commencer en 1942 sa révolution d'Octobre à elle — ou du moins le premier maillon de cette révolution mondiale attendue.

Nous avons éprouvé bien des déceptions. Quelques rebuffades d'abord, des refus de nous donner accès à des dépôts d'archives constitués mais maintenus fermés, l'assurance tranquille de vieux responsables d'organisations qui n'ont jamais connu de véritable répression, qu'ils avaient détruit toutes leurs archives, le silence enfin, pur et simple, des plus cyniques ou des plus indifférents. Et nous n'avons non plus gagné personne dans la recherche de collaborateurs nouveaux.

Le numéro que nous présentons donc finalement n'est pas à la hauteur de notre ambition la plus haute, mais nous espérons pourtant qu'il intéressera nos lecteurs. Dans deux textes aussi brefs que remarquables, que nous devons à la gentillesse de l'historien américain Robert J. Alexander, le vieux militant Gour Pal qui, du Communist Party of India au Revolutionary Communist Party of India puis aux différentes formations se réclamant de la IV^e Internationale, a suivi un itinéraire qui fut commun à toute une avant-garde pourtant historiquement dispersée, témoigne de ce qu'était le militantisme en Inde et s'interroge sur la vanité de tant d'efforts pour construire un parti révolutionnaire dans ce creuset à révolutions que semblait être l'Inde. Dans un article qu'il a tenu à intituler « Notes », Pierre Broué a esquissé une histoire des oppositions communistes puis du mouvement trotskyste en Inde avec un regard sur les socialistes du Congrès : il s'agissait de faire le point sur l'état de nos connaissances avec toutes les lacunes documentaires et obstacles divers. Le cadre ainsi tracé intéressera aujourd'hui et sera utile demain à ceux qui auront su déterrer d'autres sources et surtout mieux connaître le cadre.

On relèvera particulièrement le poids du mouvement nationaliste en Inde sur le mouvement ouvrier naissant, la difficulté de ce dernier à assurer son indépendance sans se couper des sources principales de son recrutement, les jeunes nationalistes, la crise permanente du C.P. of India, toujours disloqué de nouveau par la politique stalinienne et ne réussissant finalement à s'implanter sérieusement dans les usines qu'à travers la guerre et une union sacrée qu'il appliqua sans nuances. On notera enfin, comme une de ces ironies dont l'histoire ne manque pas, que le Congress Socialist Party, qui aurait pu être la matrice d'une organisation socialiste, n'a rompu avec l'organisation de la bourgeoisie indienne que pour abandonner aussi vite le socialisme, laissant dans le désarroi les militants « entristes » et « non-entristes » de toutes nuances, et ouvrant ainsi l'époque de la « scission permanente » au seuil de laquelle Pierre Broué s'est prudemment arrêté.

Le petit nombre d'articles permettait au moins de proposer des documents que le lecteur de 1985 ignore et où il apprendra. Documents de l'extérieur comme le rapport de Stanley à Trotsky, la Lettre ouverte de Trotsky, en 1939, le Manifeste de la IV^e Internationale en 1942. Documents indiens, programmatiques comme les « thèses » du comité de formation du B.L.P.I. en 1941, polémiques, notamment contre Gandhi (Morerji et Mahadevan), rapports, comme celui qui est signé Rupsingh sur « les événements d'août 1942 » ou l'anonyme sur la répression à Calcutta en février 1945, articles de la presse trotskyste et notamment du dirigeant du B.L.P.I. K. Tilak (le Ceylanais Leslie S. Simon Goonewardene).

Gour Pal

Questions sur l'histoire du mouvement trotskyste en Inde

L'histoire du mouvement trotskyste en Inde est l'histoire d'un demi-siècle de lutte de classes de ce sub-continent. Il nous faut cependant admettre que ce mouvement a souffert de trois maux chroniques. Ce sont son incapacité à :

- dépasser sa composition petite-bourgeoise, n'arrivant pas à avoir une majorité d'origine prolétarienne pour se fondre complètement dans les masses militantes de prolétaires et d'ouvriers agricoles ;
- unifier tous les petits groupes trotskystes en un parti national ;
- maintenir leur dimension, leur force, leur emprise sur des parties du peuple et sa lutte, au moins au même niveau, sinon les accroître.

Ceci ne cherche pas à suggérer que les trotskystes indiens n'ont pas profondément plongé dans les luttes révolutionnaires des masses ou le mouvement ouvrier. Tant de camarades ont jusqu'à présent consacré leur vie entière, jusqu'à leur dernier souffle, à la lutte de classe et beaucoup ont jusqu'à maintenant travaillé avec un rare courage, l'oubli d'eux-mêmes et un dévouement singulier.

Mais il reste qu'après qu'ils aient versé leur propre sang et mené plus d'une bataille héroïque des ouvriers, des paysans pauvres et des ouvriers agricoles, ils ne sont pas parvenus à maintenir ou développer la continuité de leur mouvement, ce qui a eu pour résultat que leurs camarades militants ouvriers n'ont pas augmenté et que le nombre de ceux qui sont entrés dans le parti a été négligeable. Et le parti n'a pas non plus été capable d'unir tous les trotskystes et les anti-staliniens potentiellement trotskystes militant dans des poches de lutte isolées, pour organiser une véritable force nationale.

La plupart des insuffisances du mouvement trotskyste ont, entre autres facteurs, leur origine dans :

- a) L'atroce pauvreté des camarades et le manque de fonds du parti pour leur permettre la mobilité minimale et leur donner des conditions pour développer un appareil adéquat pour l'agitation, la propagande et

l'organisation à l'échelle nationale, afin de pouvoir organiser avec succès des luttes sur une grande échelle.

b) La petite-bourgeoisie urbaine, pour ne pas parler de la paysannerie, et même la classe ouvrière en Inde (avec son cordon ombilical rural à peine coupé) ont de fortes racines culturelles féodales, de sorte qu'elles deviennent facilement la proie de la propagande-publicité à coup d'argent et du prestige du Congrès bourgeois et de ses laquais (P.S.P., S.S.P., C.P.I., C.P.I.(M), etc.).

c) Un manque de personnalités de premier plan avec un dévouement et une vision marxiste révolutionnaire, et un génie d'organisation.

On peut obtenir une idée de cette situation tragique à partir d'une estimation grossière selon laquelle près de 80 % (précisément les meilleurs et les plus dévoués) des révolutionnaires trotskystes en Inde sont devenus prématurément invalides, et que 30 % d'entre eux sont morts de tuberculose, ayant versé le sang même de leur vie, goutte à goutte, se surpressurant dans leur désir anxieux de sortir de situations désespérées. Nous pouvons fournir une longue liste de nos camarades qui sont morts de phtisie, la plupart du temps sans avoir pu obtenir un lit d'hôpital.

Une question muette se dresse à travers le cours de l'histoire du mouvement trotskyste dans tant de canaux, de façon plus poignante en Inde : pourquoi tant de camps chez les trotskystes, alors que les lois de la survie enseignent que, le camp ennemi étant formidable, son influence aurait dû les unir plus étroitement ?

Serait-ce parce que la majorité des trotskystes ont été plus actifs sur le plan théorique que dans le mouvement dans les rues, préférant une parfaite unanimité dans les positions théoriques à s'accommoder de différences mineures dans un parti et permettre à un mouvement de masse collectif qu'ils développaient, de débattre et de trancher sur ces questions mineures ?

Aucun doute, les trotskystes se devaient d'être, de tous les politiques, les plus impitoyablement conscients sur le plan théorique.

Une autre raison de ces tendances maximales à la division dans leurs rangs pourrait être que les groupes trotskystes ne pouvaient fusionner leur identité petite-bourgeoise dans les masses prolétariennes-semi-prolétariennes, de sorte que n'ayant pas d'occasions de se mouvoir dans de puissants courants d'action de masse, leur stagnation a engendré chez eux le sectarisme et les a conduits à toujours couper les cheveux en quatre ?

Mais il y a eu un autre facteur très important de cette atomisation organisationnelle.

Dialogue, consensus, action unie — clés du développement d'un parti national unifié — présupposent d'autant plus impérieusement dans un vaste sub-continent comme l'Inde d'immenses ressources financières que les groupes trotskystes indiens n'ont jamais eues.

Et, sur le plan individuel, les trotskystes ne pouvaient pas toujours quitter définitivement leurs maisons de la classe moyenne et leur milieu pour devenir un individu dans les masses prolétariennes (qui, en Inde, sont des pauvres sans aucune sécurité), de sorte que, sur une longue course, la majorité de ces individualités pas-toujours-vaillantes, malgré leur dévouement, sont restés liés à leur atmosphère classe moyenne. Et, comme on le sait, un demi-cercle n'est pas du tout un cercle. Ainsi frustrés, ayant perdu leur efficacité et leur capacité de frapper que même l'idéalisme le plus élevé ne pouvait sauver, des centaines d'entre eux, littéralement, ont abandonné le parti et la politique en même temps.

Ainsi un parti trotskyste est-il devenu un symbole, un temple ou une église, auquel venaient des centaines qui, après avoir offert du fond de leur cœur leur dévouement, s'en retournaient et passaient leur chemin.

Gour Pal

Le Martyrologe du Revolutionary Communist Party

Qui a conservé une trace de la sueur et du sang des communistes révolutionnaires, et même du nombre de ceux qui se sont martyrisés en silence en donnant leurs vies ? Il est impossible de faire le compte des petits hommes qui firent les sacrifices les plus grands en offrant non leur vie mais des choses plus précieuses que la vie elle-même, non dans l'exaltation d'un moment dangereux et glorieux, sous le regard de milliers d'autres, mais en travaillant inconnus, sans relâche, inutilement même, jour après jour à tourner la roue de la grise routine.

C'étaient des hommes comme *Kanai Pal*, qui jeta dans le mouvement tout ce qu'il avait, même son propre corps : il se cassa la colonne vertébrale en trois morceaux pour éviter d'être arrêté et pour œuvrer pour la rébellion d'août, qui perdit un doigt en affrontant une charge policière au *lathi* dans une manifestation de réfugiés, qui s'évada de la partie de l'hôpital gardée par la police au risque de sa vie parce que la paralysie avait sérieusement gagné, qui, emprisonné et frappé un nombre incalculable de fois, a combattu jusqu'à son dernier souffle, mort de nombreuses maladies graves, anémie, paralysie, désordre rénal, pression artérielle maximale...

C'était *Soumyendra Nath Tagore*, qui, en dépit de ses sérieuses limitations comme son sang bleu le plus distingué, de sa nature extrêmement confiante, de sa formation culturelle bourgeoise supérieure, se priva impitoyablement de la carrière la plus élevée, mena la vie orageuse d'un révolutionnaire prolétarien, combattant farouchement toute déviation et traînant son propre corps épuisé de travail, sous-alimenté, perforé de tuberculose, sans jamais l'épargner, pour développer un parti et un mouvement prolétariens qui ne se développèrent guère, éprouvant ce sentiment d'amertume et s'acharnant encore à la routine jusqu'à la venue de la mort, après des mois de coma...

C'était *Sudhir Dasgupta* qui mourut jeune à l'hôpital après avoir tant travaillé pour le parti, laissant une femme et un travail inachevé. L'histoire identique du surmenage, du manque de nourriture et de repos, pour *Gopinath Pramanick*, dirigeant ouvrier de Santipur, après des séjours répétés en prison, mort de tuberculose sans avoir pu être soigné.

L'histoire du combattant surmené de tant de batailles syndicales, *Haridas Gupta*, squelette avec la peau sur les os, après avoir été un champion des poids et haltères, charriant pendant des décennies le fardeau inouï de son travail et de la tuberculose, et comptant aujourd'hui ses derniers jours n'est que la répétition de celle de la vie du fameux dirigeant du R.C.P.I. du Bengale du Nord, *Kshemesh Chatterji*, comme celle de son fondateur *Sudhir Dasgupta*, de *Prabhat Sen* et *Tarapada Gupta* qui, souffrant toute leur vie de maladies incurables, n'ont pas fléchi un seul jour pendant un demi-siècle et dont l'existence même n'a fait qu'un avec le parti.

En nous souvenant de *Radha Gobinda Sarkar*, dirigeant du mouvement paysan de Khairasol (dans le district de Burbhum) depuis 1936, qui dirigea la révolte paysanne en août 1942, souffrit des mauvais traitements en prison pendant trois longues années et mourut en octobre 1946, nous n'oublions pas *Haren Bose*, un des fondateurs du parti et de son mouvement paysan, qui a combattu avec acharnement chaque jour des cinquante dernières années, livrant d'innombrables combats paysans dans le district de Nadia et qui, maintenant, célibataire, gît abattu, sans secours, souffrant d'asthme, de tension artérielle et autres maladies incurables.

Et les ouvriers comme *Dulal Bose* (Ranaghat) qui n'a peut-être pas fait beaucoup de choses spectaculaires, mais a été rendu aveugle par la police dans le cours de la lutte d'août et ne vit encore que par et pour les activités du R.C.P.

Derrière eux tous vivent d'autres membres du R.C.P.I. bien que dans l'histoire de ce dernier seulement (beaucoup ont disparu irrémédiablement de la mémoire aussi), comme *Satish Mukherji*, le jeune dirigeant des combats armés contre la police dans le district de Mymensing (actuellement au Bangla-Desh), le 8 mars 1943, assassiné plus tard par des voyous à la solde des capitalistes. Et *Sasadhar Guha*, dirigeant de l'Union postale du Bengale et de l'Assam, dont l'épuisement et la tension extrêmes dans la direction de la fameuse grève de 1946, quand il forma le nouveau conseil des ouvriers, au moment de la trahison de l'ancien, ont provoqué la mort par tuberculose en août 1947. Et *Jatin Biswas*, le dirigeant des paysans militants du R.C.P. de Nadia, empoisonné par les agents du *zamindar* alors qu'il était jeune, en 1938. Et *Sanat Dutta*, fils d'une famille riche, avec un enviable physique d'athlète, qui rejoignit le R.C.P.I., participa au fameux raid du DumDum Basirhat, et mourut peu après sa libération à la suite des tortures atroces et des longues rigueurs de l'emprisonnement...

Et les autres martyrs, *Nepal Chatterji* et *Tarapada Modak*, tués par la police, le 29 août 1942, dans le cours de la lutte d'août. Et *Shikar Murmu*, dirigeant au Santal du R.C.P. et des luttes paysannes de Balurghat qui établirent pour un bref moment en 1942 l'autorité du Panchayat Raj (Gouvernement des Soviets) de l'Inde libre sur toute la subdivision et,

ayant échappé à l'arrestation pendant cinq longues années dans des conditions épouvantables, est mort le 22 juin 1947 sans s'être rendu au gouvernement britannique... Et *Prodyot*, *Nirode* et *Pratul*, militants du R.C.P. jugés dans l'affaire de DumDum Basirhat, abattus dans le camion de la prison le 27 décembre 1949 alors que, dans le trajet de la prison au tribunal, ils avaient, dans leur tentative d'évasion, désarmé les gardes dans le camion...

Et *Bijoy Hazra*, mort de l'explosion d'une bombe dans la préparation de la lutte armée décidée pour juillet 1949. Et *Bihari Mondol* et *Satish Mistri*, militants R.C.P. de Jhingebad qui furent abattus par la police le 25 janvier 1954 au cours de leur combat contre la prise des terres par la clique de la police des jotedar profitant de l'abolition des lois sur les *zamindari*. Et les trois militants du parti inconnus de Dongajora qui, sous la direction de *Dibakar Haldar*, ont donné leur vie, en avril 1939, sous la fusillade policière en essayant d'empêcher l'arrachage du paddy qu'ils avaient eux-mêmes fait pousser.

Et, bien sûr, les deux héros ouvriers inconnus qui ont donné leur vie dans la fusillade policière de 1939, en combattant pour le droit syndical élémentaire de faire grève lors de la grève chez Bata C° dirigée par le R.C.P. Aussi les huit mineurs de charbon abattus dans les houillères Murudulih-Bhatudih, le 17 juin 1947, dans la grève historique des mineurs pour le droit élémentaire de reconnaissance de leur syndicat dirigé par le R.C.P., (l'Hindustan Khan Mazdoor Sangh) et de simples salaires minimaux.

Et nous n'avons pas oublié le militant ouvrier du R.C.P., *Salim* ni ses militants étudiants *Amulya Barua* et *Anand Fukan* qui, bien que pas engagés directement dans la lutte des ouvriers et des paysans, alors qu'ils essayaient d'apaiser une foule frénétique au cœur des émeutes d'août 1946, furent tués par elle à Howrah et Calcutta, qui, en mourant, étaient certains de mourir pour ceux qui les tuaient et que, malgré cela, leur idéal de fraternité socialiste prospère et pacifique serait un jour réalisé par leur parti.

Nous n'avons pas la prétention de savoir — et d'ailleurs personne ne sait — combien ont donné leur vie, vivants ou morts, et combien de milliers ont donné le meilleur d'eux-mêmes, en fait à quel point les générations du Bengale et de toute l'Inde dans le second et le troisième quart du XX^e siècle, ont contribué à dresser la lutte de classes, avec le R.C.P. à sa tête et ses compagnons de route dans une lutte inlassable, ni si et dans quelle mesure ils affecteront l'avenir de la vie politique indienne.

Pierre Broué

Notes sur l'histoire des oppositions et du mouvement trotskyste en Inde dans la première moitié du XX^e siècle¹

Le développement spectaculaire de la section de Ceylan de la IV^e Internationale, le fameux Lanka Sama Samaja Party, puis sa participation à un gouvernement de type « Front populaire » dans les années soixante et sa rapide dégénérescence ont focalisé l'attention des observateurs du mouvement en Inde. Or la naissance et le développement de ce parti ne constituent qu'un épisode d'une histoire infiniment plus riche et complexe.

En réalité, les premiers éléments d'un mouvement révolutionnaire clairement et consciemment anti-stalinien plongent leurs racines dans le parti communiste indien lui-même. On sait avec quel acharnement l'impérialisme britannique s'attacha à empêcher la création dans sa colonie indienne d'une section de l'Internationale communiste. Le P.C. indien fondé en octobre 1920 par l'envoyé de Moscou, l'ancien dirigeant natio-

1. La documentation sur cette question n'est pas très accessible en France. La base et le point de départ de ce travail se trouvent dans deux études inédites dont des textes dactylographiés se trouvaient dans la possession du professeur R.J. Alexander, de la New Rutgers University, qui a bien voulu nous les communiquer. L'un est Gour Pal, *Indian Trotskyism and the Revolutionary Communist Party* n.d., 108 pages, paginé en A, B, C, D., texte très dense sur des feuilles dactylographiées à simple interligne, format 21 x 35, et Raj Narain Arya, *Trotskyist Movement in India*, n.d. même type de texte et même format. Dans la période qui nous intéresse, Pal était un des dirigeants du R.C.P. où il était entré dans les années trente alors qu'il était encore lycéen, et Arya, venu du P.C., membre d'une des premières organisations trotskystes du continent indien le MTPL. Gour Pal consacre le gros de son travail à une étude extrêmement détaillée du R.C.P.I., tout à fait précieuse et irremplaçable. Les deux malheureusement ne consacrent pas plus d'une dizaine de pages à eux deux au mouvement trotskyste proprement dit. Bien que leur éclairage et le cadre qu'ils apportent aient été très utiles, ce premier travail n'aurait pas été possible sans le recours à la presse trotskyste internationale, indienne (*Permanent Revolution*, *Bolshevik-Leninist*, *Samasamajist*, *Spark*, *New Spark*, *New Horizon*) américaine (*The Militant*, *Fourth International*) et anglaise (*Socialist Appeal*, *Workers International News*) et de façon générale aux collections de presse de la B.D.I.C. de Nanterre et du British Museum. Pour les archives, on a eu recours à celles du S.I. de la IV^e Internationale (archives personnelles).

naliste M.N. Roy, fut de courte durée et le procès pour « conspiration » contre les premiers dirigeants communistes (l'affaire de Cawnpore) réussit à freiner considérablement le développement d'une organisation communiste ainsi décapitée. C'est probablement dans cette situation qu'il faut chercher l'une des raisons de la politique du groupe dirigeant du parti, autour de M.N. Roy, lié à la « droite » allemande (Brandler) et russe (Boukharine) et à l'enthousiasme avec lequel ils ont accepté la ligne officielle d'intégration aux formations nationalistes, en Inde le parti du Congrès — comme, au même moment, le P.C. chinois était entièrement subordonné à la ligne du Guomindang en Chine.²

S.N. Tagore

La première voix oppositionnelle qui se fait entendre est celle de Soumyendra Nath Tagore, neveu du poète, un des premiers militants gagnés au communisme. Il était entré en 1925 dans le Swarajya Labour Party de Calcutta, en même temps que les autres militants communistes de la région : ce parti, qui publiait l'hebdomadaire *Langal*, se donnait comme objectif l'indépendance de l'Inde par le mouvement de masses non-armé. Lors de sa première conférence, tenue à Krishnagar en 1926, il avait décidé de se transformer en Workers and Peasant Party of Bengal. Le célèbre romancier Naresh Sengupta en fut élu président et Soumyendra Nath Tagore l'un des deux secrétaires. Il joua dans cette période un rôle déterminant dans la constitution des noyaux ouvriers pour le début d'un travail de masses d'organisation et de mobilisation. Il semble aussi avoir joué un rôle déterminant dans le ralliement au communisme et à l'action des masses d'un certain nombre de ces « terroristes révolutionnaires », c'est-à-dire des éléments qui étaient partisans d'un recours à l'action armée et qui avaient largement étendu leur influence dans le Nord du pays depuis le début des années vingt.³

Au VII^e Plénum de l'I.C., en 1927, M.N. Roy continue à défendre la ligne d'une politique d'union avec le parti du Congrès. Mais au même moment, Soumyendra Nath Tagore remet au secrétariat politique de l'I.C. un rapport qui le contredit. Il souligne en effet un inflexionnement dans la politique britannique, désireuse désormais de promouvoir en Inde une industrialisation limitée permettant, à la fois, un élargissement du marché et l'utilisation par le capital britannique de la main d'œuvre bon marché de la colonie. Pour lui, cette politique conduit la bourgeoisie

2. Sur cette période de l'histoire du P.C. de l'Inde (C.P.I.), on consultera, outre l'étude de Gour Pal, G.D. Overstreet & M. Windmiller, *Communism in India*, U.C. Press, 1960, et M.R. Masani, *The Communist Party of India*, Londres, 1954.

3. Cf. Bipan Chandra « The ideological development of the revolutionary terrorists in Northern India in the 1920's », pp. 163-189, in B.R. Nanda, *Socialism in India*, Delhi, 1972.

indienne, inspiratrice du mouvement nationaliste, à rechercher un compromis avec Londres et, en tout cas, à s'opposer résolument à tout mouvement révolutionnaire. Sa conclusion est que l'industrialisation de l'Inde, jointe à la crise agraire que ni l'impérialisme, ni le capitalisme indigène, étroitement lié aux grands propriétaires, ne sauraient résoudre, ouvrent la voie à la révolution socialiste : c'est le prolétariat, porté au pouvoir par elle qui réalisera les tâches démocratiques et fera de la révolution nationale en Inde une partie intégrante de la révolution mondiale. Ainsi le dirigeant indien se trouve-t-il exprimer des positions très proches de celles de Trotsky alors engagé dans une polémique sévère contre la politique chinoise de Staline-Boukharine soumettant le P.C.C. au Guomindang.⁴

Or c'est à cette époque que le jeune dirigeant indien est appelé à suivre à Moscou les cours de l'école internationale Lénine. Moins heureux que ses camarades chinois à la même époque, il ne réussit pas, en dépit de tous ses efforts, à se procurer les textes même de Trotsky. Convaincu par l'avalanche des accusations que Trotsky a commis une infraction à la discipline de l'I.C. et de son parti, il se refuse pourtant à endosser les caractérisations qui sont alors présentées par les vainqueurs. Lors de l'assemblée générale des élèves de l'École Lénine convoquée pour y condamner Trotsky dans les termes rituels, il prend la parole à deux reprises pour contester les affirmations de la résolution proposée contre laquelle il vote — un acte, on s'en doute, de grand courage qui lui vaut d'être traduit devant la commission de contrôle de l'I.C.⁵

Il semble que c'est grâce à l'intervention de Boukharine qu'en dépit de cette menace, il ait pu participer du 17 juillet au 1er septembre 1928 au VI^e congrès de l'Internationale communiste à Moscou. Nous ignorons si, comme d'autres délégués, il a trouvé dans son dossier la « Critique du projet de programme de l'Internationale communiste » et discuté avec les militants trotskystes qui, dans le congrès même, ont interviewé pour Trotsky plusieurs responsables étrangers, dont Thorez et Togliatti. On sait qu'un délégué indonésien, intervenant sous le nom de parti d'« Alfonso », prononça à la tribune une critique de Boukharine qui était aussi un exposé de la conception trotskyste de la révolution chinoise.⁶ Tagore, lui, critiqua le rapporteur Kuusinen qui sous-estimait, selon lui, le niveau de l'industrialisation en Inde, s'opposa vigoureusement à la dissolution proposée par lui du Workers and Peasants Party, qu'il voulait conserver

4. Gour Pal, *op. cit.*, pp. D/2, D/3, Arya, *op. cit.*, p. 2.

5. Gour Pal, *op. cit.*, pp. D4, D5.

6. Nous ignorons si ce délégué indonésien, qui était lié au Néerlandais Sneevliet s'appelait Mohamed Tohir, comme l'indique Vilem Kahan, ou Dakhjoedin comme Sneevliet l'écrivit à Trotsky dans les années trente.

comme vivier de recrutement pour le parti clandestin, et revendiqua le passage du P.C. indien du contrôle du C.P.G.B. à celui de l'I.C.⁷

Tagore est sur le chemin du retour en Inde quand lui parviennent, à Berlin, les informations concernant le tournant vers la « troisième période » désormais ouvertement engagé au X^e Plénum de l'I.C., ainsi que ses implications en Inde. Déjà profondément choqué par la politique de sabotage du Front unique ouvrier qui fait des social-démocrates des « social-fascistes » et l'adversaire n° 1, il découvre en outre que l'orientation nouvelle implique le rejet sommaire de toute forme de collaboration avec le Congrès en Inde, y compris le syndicat All India Trade Union, qu'il contrôle par l'intermédiaire de ses militants : des alliés de la veille sont qualifiés sommairement d'« agents britanniques » ou d'« opportunistes aux phrases gauchistes ». La décision est prise de dissoudre le Workers and Peasants Party, ce qui achève de jeter le P.C. clandestin dans un isolement dramatique et sans espoir.⁸ Soumyendra Nath Tagore comprend qu'il ne peut immédiatement rentrer aux Indes. Il va rester en Allemagne plusieurs années, publiant le journal *Red Hindustan* qui critique sévèrement la politique stalinienne en Allemagne comme en Inde et s'emploie aussi, avec quelque succès d'ailleurs, à susciter l'organisation et les moyens matériels de la défense de ses camarades inculpés en Inde dans l'affaire de la « conspiration ». Gravement malade, atteint de tuberculose, ce qui l'oblige à plusieurs séjours prolongés en sanatorium, puis emprisonné pendant plusieurs mois dans l'Allemagne hitlérienne sous l'accusation absurde d'avoir essayé d'assassiner Hitler, il écrit plusieurs livres qui sont publiés aux Indes par les maisons d'édition proches du P.C. mais ne trouve aucun éditeur pour celui qui définit l'hitlérisme et démontre la responsabilité de l'I.C. stalinienne dans sa victoire sans combat sur le mouvement ouvrier allemand.⁹ Finalement sorti d'Allemagne en novembre 1933, Soumyendra Nath Tagore va rendre visite à Romain Rolland qui s'est fait dans le monde le héraut de la « non-violence » de Gandhi et tente vainement de le convaincre du caractère réactionnaire de la politique du Mahatma et de son hostilité foncière aux revendications et au mouvement révolutionnaire des masses. Cet entretien va servir de préface au livre qu'il publie en France en 1934 sous le titre de *Gandhi* et qui est sans doute le réquisitoire le plus achevé qui puisse être dressé, d'un point de vue marxiste, contre le Mahatma.¹⁰

7. Gour Pal, *op. cit.*, p. D/5.

8. *Ibidem.*

9. *Ibidem.*, pp. D5, D6.

10. Soumyendra Nath Tagore, *Gandhi*, nrf. Gallimard, 1934, 248 p. Rappelons que « Mahatma » était un titre décerné à Gandhi et attestant de sa sainteté.

La Communist League of India

A son retour aux Indes, Soumyendra Nath Tagore s'efforce d'expliquer à ses camarades du C.P.I. qu'il retrouve après sept ans d'absence, les raisons de ses doutes et de ses réserves à l'égard du « parti ». Vainement. Il ne trouve pas chez eux le moindre écho. Il en conclut donc que la pratique de l'Internationale communiste a décomposé le parti indien comme elle l'avait fait auparavant du parti communiste allemand, et que l'un et l'autre, sans l'avoir certes voulu, sont passés du côté de l'ordre bourgeois. Sans avoir le moindre contact avec les trotskystes, il en vient donc, comme eux, à se poser la question d'un « nouveau parti communiste » et s'y attelle avec son abnégation sans limites et ses exceptionnelles capacités.¹¹

Il pense que le matériel humain existe dans deux courants différents mais en réalité complémentaires et d'ailleurs souvent liés. Le premier est celui de ceux que l'on appelle, faute peut-être d'un terme plus adéquat, les « partis terroristes » ou encore « terroristes révolutionnaires », mais dont le lecteur français comprendra mieux ce qu'ils sont si on lui parle de « révolutionnaires armés », ces combattants qui ont surgi les armes à la main sur les marges des campagnes de désobéissance civile et en représailles contre les violences des forces de l'ordre, ces combattants du peuple dont beaucoup ont connu en prison des militants communistes, ont été conquis par les ouvrages de théorie marxiste, mais ont été rebutés par le comportement autant que par la politique du parti communiste stalinien. Deux organisations étudiantes du Bengale, respectivement dirigées par Sengupta et Subhas Chandra Bose, liées aux « partis terroristes », ont fait en 1932-1933 une démarche décevante auprès du P.C. Elles se tournent vers un jeune universitaire marxiste, le Dr Blupendra Nath Dutta qui, tout en les mettant en garde contre le C.P.I., les aide dans la mise sur pied de cercles d'études et de conférences de formation.¹² Peu après l'arrivée de Tagore dans son pays, il le met en contact avec deux dirigeants étudiants, Prabhat Sen et Sudhir Dasgupta.¹³ Au mois de mai 1934, Tagore crée avec ses nouveaux contacts un « comité d'initiative » en vue de la fondation d'un nouveau parti communiste. La « Communist League of India » est créée dans un congrès constitutif, le 1er août, avec un comité central de sept membres dont Gyan Dasgupta est le secrétaire général, remplacé l'année suivante par Prabhat Sen, lui-même cédant la place à Soumyendra Nath Tagore au gré des arrestations et des condamnations, plutôt lourdes, voire des plongées dans la clandestinité qui interdisent l'activité « légale ». Depuis l'automne 1934, la Ligue publie

11. Pal, *op. cit.*, D6, D7.

12. *Ibidem.*, p. D12.

13. *Ibidem.*

l'hebdomadaire *Gana-Vani*, dont le titre a été repris précisément à ce Workers and Peasants Party dont S.N. Tagore avait été le dirigeant jusqu'en 1927.¹⁴

Au rythme de ses congrès (le premier en 1934 et le second en 1940), et de ses conférences (1935, 1936, 1937, 1938, 1939), la C.L.I. qui prend en 1939 le nom de Communist Party of India — pour ne pas laisser au parti stalinien le monopole du mot « communiste » — devient en 1940 le Communist Party (Revolutionary) et finalement le Revolutionary Communist Party of India (R.C.P.I.), le nom sous lequel elle passera à la postérité. De congrès en conférence, elle élabore et précise son programme à travers des textes programmatiques : « Pour être anti-impérialiste, il faut être anti-congrès », en 1935, « Révolution démocratique bourgeoise en Inde » en 1936, « Front unique ou trahison » en 1938, « Front populaire contre le front du peuple » en 1940 enfin. Tagore, qui se défend d'être trotskyste, tout en rendant aux mérites de Trotsky un hommage éclatant, a fortement subi son influence et celle de la théorie de la révolution permanente.¹⁵

Le Revolutionary Communist Party

Le programme du parti adopté en 1935 souligne que, « du fait de son apparition tardive, la bourgeoisie indienne a déserté la révolution démocratique : c'est donc nécessairement la classe ouvrière qui constitue la force déterminante de la révolution en Inde. [...] C'est à travers le parti politique du prolétariat que la classe ouvrière et la paysannerie [...] prendront part et dirigeront la révolution nationale. Mais la classe ouvrière et la paysannerie doivent devenir d'abord une force politique indépendante ». Les tâches que se fixe la C.L.I. sont :

- « 1. L'accélération de l'organisation communiste indépendante de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la classe moyenne.
2. L'organisation et le développement de l'organisation de classe indépendante de la paysannerie sur la base de la lutte de classes, de l'opposition intransigeante au capitalisme rural et à l'impérialisme et du maintien de leur indépendance idéologique et politique.
3. Le développement du mouvement anti-impérialiste sur la ligne de la lutte des classes pour élever le rythme, la profondeur et la force du mouvement.
4. L'organisation d'un véritable bloc de la gauche à l'intérieur du Congrès, afin d'approfondir et d'aggraver le conflit entre la direction contre-révolutionnaire et sa base anti-impérialiste et de gagner cette

14. *Ibidem*.

15. Arya, *op. cit.* pp. 5-9.

dernière à la plateforme anti-impérialiste authentique développée à l'extérieur du Congrès... »¹⁶

Soumyendra Nath Tagore, tout en rompant, peu après son arrivée, toutes les relations avec le C.P.I. qui refuse toute discussion, n'a pas pris position ouvertement par rapport à l'I.C. Il y viendra très rapidement quand il s'agit de tirer le bilan de la politique du Front populaire en France et en Espagne ainsi que de la théorie de la guerre « antifasciste ». Sa première préoccupation a été de commencer à construire le nouveau parti en recrutant avant tout dans le milieu ouvrier : installé à Kidderpore, près de Calcutta, il commence à recruter parmi les marins et les travailleurs des transports, puis, élargissant sa plate-forme, commence une campagne à l'échelle du continent pour la libération des prisonniers politiques : en mai 1935, à la suite d'un discours très violent qu'il prononce au cœur de Calcutta, il est condamné à une année de prison.¹⁷ Dès son arrivée, il a commencé les négociations avec la All Union Trades Union Congress où se retrouvent des dirigeants liés au groupe de Roy, à l'aide socialiste du Congrès et des syndicats indépendants comme celui que Subhas Chandra Bose, l'ancien leader étudiant, a fondé aux grandes usines Tata.¹⁸ Tagore a fait en Allemagne l'expérience des « syndicats rouges » et il n'en veut pas. Il souhaite cependant des garanties qu'il va obtenir du A.I.T.U.C., que ce dernier ne prendra pas d'affiliation internationale, qu'il reconnaît le principe de la lutte des classes et insiste pour la tenue régulière d'élections dans les syndicats qui lui sont affiliés.¹⁹

C'est cependant le succès que rencontre la C.L.I. au sein des étudiants qui va lui permettre un travail d'organisation gigantesque en direction des ouvriers. Après la conquête ou la constitution d'organisations syndicales provinciales d'étudiants, les militants de la C.L.I. sont suffisamment nombreux pour se lancer dans les quartiers populaires dans une campagne de syndicalisation qui leur permet en quelques années de créer, de développer, d'inspirer et de diriger de très importants secteurs artisans et ouvriers, cependant que d'autres militants ex-étudiants, comme Harrenda Nath Bose, commencent à organiser avec succès une campagne d'organisation des paysans auxquels les landlords répondent par l'assassinat et la terreur.²⁰

Définitivement instruite sur la politique stalinienne par l'expérience de la guerre d'Espagne et du gouvernement français de Front populaire, la C.L.I. n'est pas prise au dépourvu par l'approche de la guerre dans laquelle l'entrée de la Grande-Bretagne entraîne forcément sa colonie

16. Pal, *op. cit.* p. D13A.

17. *Ibidem*, p. D13.

18. *Ibidem*.

19. *Ibidem*, p. D13A.

20. *Ibidem*, p. D16.

indienne. Le lendemain de la déclaration de guerre, une réunion du comité central élargie aux responsables de districts se tient à Calcutta, Circus Avenue, et se prononce, compte tenu du fait que la guerre ne peut être qu'un accélérateur de contradictions, pour la préparation du renversement par la force de la domination britannique, à travers un plan soigneusement élaboré tant au point de vue d'organisation qu'au point de vue technique.²¹ Alors que le C.P.I., pris de cours et totalement désarçonné par les conséquences du pacte germano-soviétique, garde le silence pendant... trente-quatre jours, Soumyendra Nath Tagore, au nom de son parti, fait une déclaration, dès le 4 septembre 1939, dans laquelle il affirme que la guerre est « une guerre impérialiste de rapine pour la redistribution du monde colonial entre les puissances et appelant les travailleurs indiens à refuser de donner un homme, un sou, un outil ou une arme aux fauteurs de guerre impérialistes et tout faire pour transformer la « guerre impérialiste en guerre civile ».²² Il est immédiatement arrêté et emprisonné en vertu du Defence of India Act.

Il n'est pas le seul. Alors que la grande majorité des dirigeants du Congrès se retrouvent autour de l'idée qu'il ne faut pas « abuser de la situation » et souhaiter que, dans l'intérêt de leur guerre contre « le fascisme » et pour « la démocratie », les maîtres britanniques fassent les concessions nécessaires, une fraction d'entre eux exprime la colère de la petite-bourgeoisie nationaliste. Son porte-drapeau est un ancien dirigeant étudiant, Subhas Chandra Bose, qui avait été élu à l'unanimité en 1938 président du parti du Congrès lors de sa session à Haripura. A ce poste, il s'était valu l'hostilité résolue de Gandhi pour son mot d'ordre : « Par la non-violence ou non, liberté à tout prix ! », avait été élu en 1939, à la majorité simple, contre les amis de Gandhi et avait dû finalement démissionner devant le refus de coopérer de ces derniers. Bose venait de constituer le « Forward Bloc » et se lança, dès la déclaration de guerre, dans une campagne de meetings destinés à mobiliser les Indiens contre la guerre, ce qui lui valut d'être lui aussi rapidement arrêté en vertu du Defence of India Act.²³

Dans le même temps également, les « socialistes du Congrès », comme disait avec un certain mépris S.N. Tagore, se prononçaient également contre la guerre.

Le Parti socialiste du Congrès

L'attitude du Parti socialiste du Congrès face à la guerre ne peut être séparée de l'homme qui s'est longtemps identifié à lui, l'un de ses princi-

21. *Ibidem*, pp. D24, D25.

22. *Ibidem*, p. D25.

23. *Ibidem*.

paux fondateurs en même temps que son dirigeant le plus populaire, Jayaprakash Narayan, « J.P. ».

Né en 1902 dans une famille de paysans moyens, il a fréquenté le collège et l'a quitté en 1921, pour répondre à l'appel lancé par Gandhi de boycotter les institutions britanniques d'éducation comme le collège de Bihar où il se trouvait alors. Décidé cependant à poursuivre ses études, il est parti aux Etats-Unis, arrivant en Californie en octobre 1922, faisant à peu près tous les métiers avant d'être diplômé et de devenir assistant. C'est aux Etats-Unis que ce jeune Indien rencontre le marxisme bien qu'il ne rejoigne pas le parti communiste américain, que dirige alors Jay Lovestone, il se considère désormais « comme un communiste ». De retour en Inde, il est rapidement écœuré par le parti communiste alors occupé à dénoncer les « traîtres » Gandhi et Nehru, emprisonnés par l'occupant. Convaincu, selon ses propres paroles, que « dans les pays coloniaux, les communistes ne doivent en aucune circonstance s'isoler de la lutte pour l'indépendance même si la direction est aux mains de la bourgeoisie », il rejoint le Parti du Congrès et se voit bientôt confier le département des relations de travail, puis, avec l'interdiction en 1932 dans le cadre du Mouvement de Désobéissance civile, du All India Congress Committee, se voit confier le secrétariat général de l'organisation clandestine. Il est rapidement arrêté.²⁴

C'est en prison, dans la prison centrale de la Nasik Road, qu'il forme le groupe qui va donner naissance au Parti socialiste du Congrès. Le nouveau parti naît d'une double déception. D'une part, sur la façon dont, une fois de plus, Gandhi a mis fin à une campagne de désobéissance civile qui avait mobilisé dans le pays des millions d'hommes et de femmes. D'autre part, à la suite de l'échec de la grève d'avril 1934, suivi par la mise hors-la-loi du parti communiste indien, qui révélait ainsi son incapacité. Deux tendances s'opposent pourtant parmi les prisonniers, tous à la fois socialistes et nationalistes ardents. Le groupe qu'anime M.R. Masani est au fond un groupe social-démocrate de gauche, proche de l'I.L.P., dans lequel son leader a milité des années durant. Narayan, lui, est « marxiste et révolutionnaire ». C'est au front unique avec le P.C. indien qu'il veut consacrer les forces du parti naissant qui cristallise autour de lui le mécontentement de couches très larges et pas seulement prolétariennes. Les bases du parti sont posées à Patna en mai 1934. Quelques mois plus tard se tient à Bombay son congrès constitutif, avec un programme en quinze points comportant « la répudiation de la dette publique, le transfert du pouvoir aux masses des producteurs, le développement planifié de l'économie, la socialisation des industries-clés, le monopole d'Etat du

24. Minoo Masani, « Jayaprakash Narayan », *Encounter* n° , 197, pp. 12-13. J.P. Narayan est mort en 1979.

commerce extérieur, l'organisation de coopératives de production, distribution et crédit, l'élimination des princes et grands propriétaires et la confiscation sans indemnité de leurs terres. »²⁵

Mais Narayan, comme tous les militants influencés par Lovestone, Brandler et l'opposition de droite, n'est pas clair sur le stalinisme. Dans une première phase — jusqu'en 1936 — les propositions trop générales du Parti socialiste du Congrès sur le thème de « l'unité des socialistes » ne rencontrent de la part du C.P.I. que sarcasmes et insultes. Puis, avec le tournant de l'I.C., les propositions socialistes se font plus précises pour forcer la main aux communistes et les motiver pour un front unique. Le congrès socialiste de Meerut en effet leur propose non seulement le front unique de parti à parti, mais décide d'ouvrir ses propres portes à des adhésions individuelles de militants communistes pour préparer ainsi les « conditions de l'unification »...²⁶ L'occasion est magnifique pour le C.P.I., illégal et isolé par sa propre politique sectaire, ses attaques répétées contre le mouvement nationaliste et particulièrement sa « gauche », la chance unique de déboucher sur le terrain des masses, non seulement dans le C.S.P. lui-même, mais dans les organisations qu'il contrôle, syndicats et unions paysannes, et même parti du Congrès lui-même. Le conflit vient bientôt au grand jour à la suite de la découverte de circulaires secrètes du C.P.I. : c'est de justesse qu'à la conférence de Lahore en 1938, le vote sur deux listes de candidats donne la majorité à Narayan contre une liste contrôlée par le C.P.I.²⁷

Lors de la déclaration de guerre cependant, la position que Narayan fait adopter au Congress Socialist Party est tout à fait claire : il réitère une position qu'il a toujours défendue : contre toute guerre imposée à l'Inde par la puissance coloniale qui la domine. Pour des déclarations très semblables à celles de S.N. Tagore, Jayaprakash Narayan est arrêté quelques jours après.

Le Revolutionary Socialist Party

L'année 1940 voit naître un autre de ces groupes « centristes », en rupture avec l'Internationale communiste et ne faisant plus confiance au Congrès, totalement ignorant en revanche de l'existence et de l'activité des trotskystes à l'échelle nationale et internationale. Il s'agit du prolongement des prétendus « terroristes », en réalité « révolutionnaires armés » dont une partie avait, dans les années vingt, rejoint le parti communiste et une autre, dans les années trente, les partisans de S.N. Tagore.

Ce courant de combattants nationalistes qu'a incarné au début du

25. B.R. Nanda, « Socialisme in India, 1919-1939. A Retrospect », *op. cit.*, p. 11.

26. M.R. Masani, *op. cit.*, pp. 67-68.

27. *Ibidem*, p. 71.

siècle un groupe comme le fameux groupe Anushilan,²⁸ a été très impressionné par la révolution russe dans un premier temps et s'est tourné vers le socialisme : la fameuse Hindustan Revolutionary Army est devenue en 1928 Hindustan Revolutionary Socialist Army, avec l'appui enthousiaste du terroriste Bhagat Singh.²⁹ Ses cadres, en prison, réfléchissent, lisent, discutent, et se convertissent au communisme, sans pour autant se décider à franchir le pas vers le parti qui en porte l'étiquette. Quand le gros des détenus est libéré, à partir de 1935, le tournant du C.P.I., à la suite de l'I.C., vers la politique de Front populaire qui, sous couleur d'« antifascisme » et de lutte contre l'impérialisme japonais, préconise des « réformes » graduelles de la domination britannique, n'est pas particulièrement favorable à l'intégration de ces combattants.³⁰

Ceux-ci, particulièrement bien implantés au Bengale, décident alors de constituer leur propre parti : ce sera le Revolutionary Socialist Party, constitué en mars 1940, au fond presque exclusivement par des « révolutionnaires professionnels », des hommes qui sortent de prison et ne vont pas tarder d'y retourner.³¹ Le premier secrétaire général du parti nouveau est un vétéran : Jogesh Chandra Chatterji, membre du groupe Anushalin en 1906, gagné au socialisme depuis 1924.³² Ces « cadres » n'ont pas de « masses » avec eux. Mais c'est en fait le cas de la plupart des groupes révolutionnaires qui se constituent en ces années — et toute la situation permet alors de penser que les masses, bientôt, afflueront vers ces formations.

Les premiers « trotskystes »

Comme le C.S.P., comme le R.C.P. et comme le R.S.P., dès sa naissance officielle, les formations trotskystes naissent, elles aussi sous le signe de la marche à la guerre, puis de la répression en vertu du Defense of India Act. Deux formations au moins, avant 1940, se réclament, semble-t-il, du trotskysme et surtout de la IV^e Internationale, fondée, comme on sait, lors de sa conférence internationale de septembre 1938.

28. Nous renvoyons ici à Bipan Chandra (n.3) ainsi qu'à Tridid Chaudhury, *The Story of the Revolutionary Socialist Party* que nous n'avons pas pu consulter.

29. Bipan Chandra, in B.R. Chanda, *op. cit.*, pp. 175-185. Bhagat Singh était un jeune terroriste punjabi qui avait été condamné à la prison à vie en 1929 pour avoir lancé une bombe dans le bâtiment de la Législature. Pendant qu'il était en prison, il fut jugé une seconde fois pour le meurtre d'un fonctionnaire britannique, condamné à mort et pendu, le 23 mars 1931. Il avait beaucoup lu en prison et était devenu un marxiste convaincu. Le C.P.I., après sa mort, fit de lui un martyr dont la mémoire est restée très populaire en Inde.

30. Arya, *op. cit.*, p. 5.

31. *Ibidem*, p. 5.

32. *Ibidem*, et B. Chandra, *loc. cit.*, pp. 175 sq.

Ces groupes sont nés en ordre dispersé. Celui qui semble s'être constitué le premier s'appelle le Mazdoor Trotskyist Party. Il est né dans l'Uttar Pradesh, de l'action de quelques militants communistes en rupture avec le stalinisme. Chandra Vadan Sukla a été l'un des dirigeants du C.P.I. à Gujerat, puis à Bombay, au temps de la « troisième période ». Il a critiqué les procès de Moscou, a été accusé de « trotskysme » et est devenu trotskyste ; c'est aussi ce qui est arrivé à Onkar Nath Shastri, également cadre du P.C., mais à Kanpur, qui, lui, a critiqué la ligne « sectaire » et s'est retrouvé plongé dans la lecture de Trotsky. Ces hommes s'organisent, recrutent, par exemple le jeune Raj Narain Arya, à Kanpur, ou le cadre du R.S.P. de Calcutta, Mahadeb Bhattacharya.³³ Ils ne sont qu'une poignée de cadres, mais peuvent espérer trouver des troupes.

L'autre formation, née peut-être un peu avant mais constituée formellement un peu après le Mazdoor Trotskyist Party, est le Bolshevik Mazdoor Party, formellement constitué seulement en 1939 à l'initiative d'un militant qui a été au cours de la décennie précédente lié au mouvement trotskyste en Afrique du Sud, M.G. Purdy.

Cet homme, que nos sources britanniques appellent Murray Gow Purdy et nos sources indiennes Murgauon Purdy Singh, a travaillé en Afrique du Sud où il est peut-être arrivé avec ses parents émigrés, est devenu, si on l'en croit, « trotskyste » en 1928, alors qu'il était membre du parti communiste d'Afrique du Sud. Il a été secrétaire du syndicat des ouvriers blanchisseurs en 1934. Son activité dans la Bolshevik-Leninist League et l'International Workers Club l'a désigné à la vindicte des autorités coloniales qui lui ont rendu la vie impossible et l'ont décidé à s'expatrier. Sa légende indienne veut qu'il ait quitté l'Afrique du Sud comme marin sur un bateau et qu'il soit allé combattre en Espagne : mais l'épisode est peu vraisemblable puisqu'il n'en souffle mot dans la lettre où il se présente au dirigeant trotskyste américain Max Shachtman.³⁴

Dans cette lettre datée de décembre 1938, il ne mentionne pas l'existence autour de lui d'une organisation, mais seulement d'éléments sympathisants. Il manifeste également une vive hostilité à des personnages qui, dit-il, se présentent en Inde comme des « trotskystes », N.M. Jain (J. Kotelawalla) et le Dr. Chitnis, « des riches » qui ne sont pas marxistes, écrivent que Trotsky est responsable de la répression à Cronstadt et ne se disent trotskystes que parce qu'ils veulent éditer Trotsky par snobisme et pour se « lancer ». En 1939, il a autour de lui un groupe qui s'oriente vers la gauche du Congrès mais s'intéresse également à la caste,

33. Arya, *op. cit.*, p. 8, Pal, *op. cit.*, p. D1.

34. Lettre de M.G. Purdy à Shachtman et Cannon, « Exile Papers », Houghton Library, décembre 1938.

ce « sous-prolétariat » des parias, les intouchables³⁵ : il semble avoir pris alors le titre de parti, ce qui est une incontestable exagération. Il semble pourtant qu'il ait dans ses rangs des hommes qui ont une certaine importance sinon par leur passé militant du moins par leur implantation syndicale. Sitaram B. Kolpe, journaliste de talent, a des responsabilités dans la All India Union of Journalists (dont il deviendra président). Parmi les autres militants connus du groupe Purdy, Gour Pal, alors membre du R.C.P., mentionne plusieurs responsables syndicaux connus, Muralidhar Parija, de l'Engineering Workers Union, les dirigeants syndicaux Shanta Ben Joshi et Mallikarjun Rao.³⁶ Tous ces hommes sont évidemment persécutés dès le début de la guerre, puisque leur organisation, fidèle aux principes de la IV^e Internationale, voit dans la guerre de 1939 une guerre impérialiste pour un repartage du monde et dans l'impérialisme britannique l'ennemi principal.

Parallèlement à ces formations et initialement sans lien avec elles, apparaît à Calcutta un groupe né de l'évolution politique d'étudiants nationalistes en contact, dans leurs syndicats, avec des militants du R.C.P. ou des communistes royistes qui les ont familiarisés avec les idées et les livres marxistes. La Revolutionary Socialist League a été fondée sous l'impulsion d'un ancien militant du parti du Congrès, Kamalesh Banerji. Né dans une grande famille, étudiant dans un collège de Calcutta, il a commencé à militer en 1930 dans une association étudiante bengali proche des « partis terroristes ». Il a joué un rôle important dans l'organisation de la campagne de désobéissance civile de 1932, ce qui lui a valu, cette même année, six mois de prison. A sa libération, il a milité activement dans le parti du Congrès et dans la Radical Students League animée par les Royistes. C'est à ce moment qu'il a commencé à lire des ouvrages marxistes et à chercher une issue dans le socialisme. Réticent vis-à-vis du stalinisme, il s'en est détourné définitivement avec les procès de Moscou et trouve dans *La Révolution trahie* les réponses à ses questions sur l'U.R.S.S. Ayant rompu avec le Congrès en 1936, il tente en 1937 avec le trotskyste indien d'Angleterre Ajit K. Roy de constituer un premier noyau trotskyste à Calcutta. Début 1939, il s'efforce de faire connaître les idées de Trotsky dans la presse indienne et de publier un organe trotskyste. En 1939, il joue le rôle déterminant — avec Indra Sen — dans la fondation à Calcutta, de la Revolutionary Socialist League.³⁷ Il essaie alors de prendre contact avec les autres noyaux trotskystes de l'Inde et de Ceylan. Ces militants se disent « trotskystes » et se réclament de la IV^e Internationale, et il semble bien qu'ils soient en

35. Pal, *op. cit.*, p. B8.

36. *Ibidem.*

37. Pal, *op. cit.*, p. B2, Arya, *op. cit.*, p. 8.

contact avec ses organismes et notamment avec sa section britannique par l'intermédiaire de leur compatriote Ajit K. Roy qui sera pendant la guerre, en Grande-Bretagne, l'un de ses dirigeants.³⁸

D'autres trotskystes de cette région du monde se lancent d'ailleurs au même moment à la recherche de sympathisants et de compagnons d'idées, notamment en fréquentant les sessions du Congrès et les réunions de ses éléments « de gauche » : ce sont les militants trotskystes de Ceylan qui animent alors le Lanka Sama Samaja Party et qui vont bientôt trouver et nouer le contact désiré.

Le « groupe T » et le Lanka Sama Samaja Party

L'aventure du trotskysme à Ceylan — qui a, elle, trouvé son historien³⁹ — a commencé par un séjour en Europe d'étudiants appartenant à quelques-unes des riches familles du pays. Leslie S. Simon Goonewardene a étudié à Londres, est devenu avocat à Gray's Inn, a suivi les cours de la London School of Economics. Don Philip Hupasinghe, dit « Philip » Gunawardena (les noms des deux hommes peuvent facilement être confondus par un Européen) a étudié pendant dix ans aux États-Unis, notamment à l'université du Wisconsin, où il a connu Jayaprakash Narayan. Colvin R. de Silva a fait à Londres des études supérieures de droit et d'histoire. Ces jeunes gens ont connu tous les groupes marxistes des universités britanniques et Colvin de Silva et Leslie Goonewardene au moins ont été en contact avec le premier groupe d'opposition de gauche britannique, la Marxist League, dont l'un des deux animateurs était d'ailleurs un militant indien H. J. Aggrawala.⁴⁰

38. En ce qui concerne Ajit K. Roy, il existe une contradiction entre deux de nos sources principales. *New Spark* le présente en effet en 1947 comme un Indien qui a passé dix-sept ans en Grande-Bretagne. Gour Pal écrit, *op. cit.*, p. B2, que Roy « était allé en Angleterre ostensiblement pour faire des études, mais essentiellement pour mettre le B.L.P.I. en contact avec la IV^e » — ce qui ne peut évidemment s'être produit en 1930, voire avant. Mais une lettre du B.L.P.I. (la section indienne de la IV^e Internationale), signée de K. Tilak, adressée au S.I. le 11 novembre 1946, précise que Kamalesh Banerji a tenté, en 1937 environ, « Avec A.K. Roy et d'autres » de constituer à Calcutta un noyau. On peut donc supposer que Roy, après avoir vécu en Grande-Bretagne est revenu en Inde, a milité avec Banerji et ses amis et qu'ils ont ensuite décidé qu'il était préférable qu'il retourne en Grande-Bretagne, ce qui faciliterait une liaison indispensable.

39. George Jan Lerski, *Origins of Trotskyism in Ceylon*, Hoover I.P., 1938.

40. Leslie S. Simon Goonewardene, d'une famille de très riches planteurs, avait fait ses études à Ceylan aux collèges St-John puis St-Thomas. Etudiant en Grande-Bretagne, à Gray's Inn, il était devenu avocat en 1933. Il utilisera à partir de la période de guerre le pseudonyme de K. Tilak. Don Philip Hupasinghe dit Philip Gunawardena avait étudié à Ananda puis Trinity College avant d'aller aux États-Unis. Colvin Reginald De Silva (né en 1907), d'une famille riche, avait fait ses études à St-John, puis au Royal College et au Ceylon University College, ensuite à King's College, puis Loncoln's Inn et obtenu son Ph.D à Londres. Hans Raj Aggrawala (1906-1932) était également étudiant à Londres et il avait fondé avec Francis A. Ridley la Marxist League ; tous deux devaient renoncer après que Trotsky eut très sévèrement critiqué leur première tentative de doter d'un programme leur organisation.

Ils sont à peine une demi-douzaine de jeunes intellectuels révolutionnaires revenus dans leur pays au début des années trente et que les amateurs de sensationnel et les passionnés de l'infiltration appelleront « le groupe T » (T comme Trotsky évidemment). Leur première position dans le mouvement ouvrier organisé à Ceylan est le syndicat des ouvriers de la Wellawatte Mills qui ont choisi comme président l'avocat Colvin de Silva. C'est là que se déroule, entre février et juillet 1933, une grève dure qui l'emporte finalement en dépit de l'opposition acharnée du patron du mouvement ouvrier de l'île jusqu'à cette date, A.E. Goonesinghe dont la défaite fut éclatante.⁴¹ En outre, une campagne bien menée contre la commémoration officielle du 11 novembre à Ceylan mène à la création la même année, à l'initiative de la South Colombo Youth League, du mouvement Suriya Mal qu'ils contrôlent, mouvement anti-impérialiste qui devient le premier centre ceylanais de propagande pour l'indépendance (la *suriya mal* est la tulipe qu'arborent ses partisans).⁴² En 1934-35, au moment des épidémies et des inondations, ils organisent les secours, parcourent les campagnes, aidant, soignant, dénonçant et... découvrant avec étonnement l'écho qu'ils suscitent. L'annonce d'une élection au Conseil d'Etat en 1936 les décide. Ils sont une vingtaine, le 18 décembre 1935, à fonder un nouveau parti, socialiste (ou de l'égalité) de Ceylan, le Lanka Sama Samaja Party dont le manifeste répertorie vingt-deux revendications répondant aux besoins immédiats des masses populaires. Colvin R. de Silva est élu président.⁴³ Le L.S.S.P. décide de présenter aux élections quatre candidats : le Dr. A.S. Wickremasinghe et Leslie Goonewardene sont battus, mais N.M. Perera et D.P.R. Gunawardena sont élus en mars 1936.⁴⁴ Le nouveau parti a le vent en poupe. En 1936, il n'a encore qu'une trentaine de militants.⁴⁵ Au début de 1937, il en compte 700 et son journal, *Samasamajaya* tire à 8 000, le maximum de sa capacité d'impression. Bientôt suivent un organe pour les jeunes, *The Young Socialist*, un organe en anglais,

41. Lerski, *op. cit.*, pp. 149-150.

42. *Ibidem*, pp. 16-17.

43. *Ibidem*, p. 29.

44. *Ibidem*, p. 34. Le Docteur S.A. Wickremasinghe (né en 1901) avait fait des études de médecine qu'il avait complétées par une spécialisation en Grande-Bretagne. Il était l'animateur du groupe londonien du L.S.S.P. et vraisemblablement lié au parti communiste britannique. Il devait être exclu du L.S.S.P. en janvier 1940 — pour sa solidarité avec la III^e Internationale — et fonda ensuite le parti socialiste unifié qui fut l'ancêtre du P.C. de Ceylan. Quant à Nanayakkapathiga Martin, plutôt appelé N.M. Perera (1906-1979), il avait fait ses études secondaires à St-Thomas et Ananda à Ceylan, puis ses études supérieures en Grande-Bretagne à la London School of Economics. Il avait un double doctorat, en philosophie et en sciences et un B.A. d'économie. En 1935 il enseignait en qualité de « lecturer » à University College à Ceylan.

45. Lerski, *op. cit.*, p. 144.

Samasamajist, un hebdomadaire en tamil, *Samartharmam*.⁴⁶ Il compte 3 000 membres environ en 1940.

Les deux jeunes députés vont utiliser de main de maître la tribune parlementaire que leur offre le Conseil d'Etat. Dès le premier jour, en considération des calamités qui s'abattent sur les campagne et du chômage, N. M. Perera propose de donner le repas gratuit pour les enfants à l'école,⁴⁷ une proposition qui est adoptée comme le seront ultérieurement la suppression du chef de village, l'abolition des taxes indirectes, l'usage des langues indigènes dans les tribunaux municipaux, l'introduction du ceylanais dans la fonction publique, l'abolition des taxes d'irrigation et les mesures contre le chômage.⁴⁸ Ils se font les champions des minorités, en particulier des Tamils, des immigrés indiens, de l'emploi de la langue populaire dans tous les tribunaux et à l'école primaire. Leurs interventions dans le domaine de l'instruction sont retentissantes, ainsi que leur campagne contre la peine de mort et le régentement des prisons. Lors du débat sur le projet de réforme constitutionnelle, les députés samasamajistes se prononcent pour l'abolition des fonctions de Gouverneur et la remise du pouvoir au Conseil d'Etat élu, ce qui leur vaudra de décrocher le soutien d'un certain nombre de collègues libéraux ou démocrates.⁴⁹

Pendant ce temps, le L.S.S.P. lui-même se transforme. La conférence de décembre 1936 reprend à son compte des revendications plus avancées que les 22 points, du monopole du pétrole à l'indépendance nationale en passant par la journée de 8 heures.⁵⁰ Mais, comme le souligne George Lerski, sa prise de position sur la guerre d'Espagne est plus significative encore.⁵¹ Des cours de marxisme sont mis en place. Une populaire oratrice du Parti socialiste du Congrès indien, Mme Kamaladevi, est invitée à Ceylan : le 1er avril 35 000 personnes l'écoutent dans un meeting en plein air présidé par Colvin de Silva, sous une immense pancarte « Comment détruire la puissance de l'impérialisme ». En 1937, le L.S.S.P. organise une formidable campagne « droits de l'homme » contre l'expulsion de l'île d'un citoyen britannique accusé d'avoir trop fraternisé avec les coolies dans les plantations de thé.⁵² Il lance une campagne de recrutement, dirige une nouvelle grève victorieuse dans une entreprise pétrolière, encore contre Goonesinghe, puis apporte son appui à la grève victorieuse des 80 ouvriers de la Vasseurs's Coconut Mills de

46. *Ibidem*, pp. 113 à 149.

47. *Ibidem*, p. 38.

48. *Ibidem*, pp. 38-50.

49. *Ibidem*, p. 102.

50. *Ibidem*, p. 113 à 117.

51. *Ibidem*, p. 119.

52. Mark Antony Lester *Bracegirdle*, un Anglais venu d'Australie, était membre de la direction du L.S.S.P. et incontestablement lié au P.C. Il fut expulsé en mai 1937. Sur « l'affaire », cf. Lerski, *op. cit.*, pp. 113-143.

Toluwagoda.⁵³ Mais les autorités coloniales contre-attaquent et plusieurs grèves échouent devant la résistance patronale et la répression. Lors de la seconde conférence annuelle, le 28 décembre 1937, le L.S.S.P. adopte une position plus nettement révolutionnaire dans son opposition à l'impérialisme et son analyse des classes en lutte, mais ne fait toujours aucune référence à Trotsky, pas plus d'ailleurs qu'il ne louange le « génial Staline ». Il est pourtant incontestable que le déroulement des procès de Moscou, ainsi que la lecture de *La Révolution trahie* eurent une grande influence sur les dirigeants du parti à partir de 1936. C'est en 1938 que des contacts suivis ont été établis avec la Revolutionary Socialist League, puis le Socialist Workers Party, respectivement sections britannique et américaine de la IV^e Internationale, mais la rupture ouverte avec le stalinisme n'apparaît dans la presse qu'après le pacte germano-russe, après que D.P.R. Gunawardena ait déclaré, le 5 septembre 1939, au Conseil d'Etat :

« Cette guerre est une guerre entre deux impérialismes, l'impérialisme fasciste allemand et les impérialismes français et britannique. C'est aussi une guerre pour la division et la redivision des colonies et semi-colonies. Nous refusons d'être un parti de la guerre impérialiste quelle qu'elle soit. Nous sommes contre toutes les guerres impérialistes et l'exploitation. La lutte de classes ne s'arrête pas parce qu'un pays est en guerre. »⁵⁴

Après plusieurs mois de polémique externe et interne — notamment contre la majorité du groupe londonien du L.S.S.P. dirigée par le Dr. Wickramasinghe, le comité exécutif adopte en décembre 1939 la résolution décisive :

« Puisque la III^e Internationale n'a pas agi dans l'intérêt du mouvement ouvrier révolutionnaire international, tout en exprimant sa solidarité avec l'Union Soviétique, le Lanka Sama Samaja Party déclare qu'il n'a plus de confiance en la III^e Internationale. »⁵⁵

Comme l'écrivait Leslie Goonawardena, « c'était peut-être la première fois que des trotskystes excluaient des stalinien et non pas l'inverse »⁵⁶ : les exclus fondent le parti socialiste unifié, prélude au P.C., qui naîtra en 1943. La vague de grèves qui secoue l'île dans le début de l'année 40, la propagande acharnée contre la guerre à laquelle se livrent les Samasamajistes scellent leur sort : le 18 juin Colvin de Silva est arrêté, en même temps que N.M. Perera et D.P.R. Gunawardena. Edmund Samarakkoddy est arrêté le 19.⁵⁷ Le L.S.S.P. riposte par un meeting et une manifestation

53. Lerski, *op. cit.*, p. 145.

54. *Ibidem*, p. 206.

55. Leslie S. Goonewardena, *A Short History of the L.S.S.P.*, p. 15.

56. *Ibidem*.

57. Lerski, p. 237

qui sont brisés avec violence par l'intervention de la police. Onze autres dirigeants, dont la trésorière Selina Perera, sont arrêtés et le parti mis hors d'état de fonctionner.⁵⁸ Il sera pourtant capable de tenir, le 21 avril 1941, une conférence clandestine avec quarante-deux délégués, en présence de Leslie Goonawardene.⁵⁹ A cette date, le L.S.S.P. était vraiment entré dans la mouvance trotskyste.

Contacts avec Trotsky

Jusqu'à la fin des années trente, les contacts avaient été réduits au minimum. Les trotskystes anglais semblent avoir gardé un contact avec un journaliste de Bombay, I.K. Yagnik, éditeur de *The Advocate*, qui publiait à la demande des articles dans son hebdomadaire en guise de forum et publia ainsi les principaux articles de Trotsky dans cette décennie.⁶⁰ Nous avons vu que Purdy prit contact avec le S.W.P. en 1938. La même année, Selina Perera, épouse de N.M. et trésorière du L.S.S.P., se rendait en Grande-Bretagne et y établissait un contact avec les trotskystes britanniques qui étaient en pleine réunification sous l'influence de Cannon envoyé au Congrès mondial par le S.W.P. Elle passait ensuite un mois à New York en contact avec les dirigeants du S.W.P. et se faisait bêtement interdire le passage de la frontière mexicaine faute d'un document facile à obtenir, lorsqu'elle tenta de rendre visite à Trotsky qui regretta de n'avoir pas eu avec elle l'entretien espéré.⁶¹ Trotsky disposait de pas mal d'informations lorsqu'il lança en juillet 1939 sa « Lettre ouverte aux Travailleurs de l'Inde ». ⁶² Au sein du S.W.P., un jeune responsable actif et dynamique, Stanley Sherman, se passionnait pour l'Inde, dépouillait sa presse, cherchait les contacts.⁶³

L'année 1939 voit se dessiner déjà une première esquisse de regroupement. La Revolutionary Socialist League de Calcutta est née de la liaison entre K. Banerji et A. K. Roy, donc les trotskystes britanniques aussi. Le Mazdoor Trotskyist Party de M.G. Purdy est prêt à parler d'unification. Le Bolshevik Mazdoor Party qui vient de se constituer en Uttar Pradesh accepte la perspective d'une fusion et délègue Chandra Vadan Sukla pour tenter de rallier, à Calcutta, les militants du R.C.P. groupés autour de Gour Pal à une éventuelle fusion. Ce n'est pourtant pas ce intéresse les responsables américains du moment : Stanley Sherman

58. *Ibidem*, pp. 239-241.

59. *Ibidem*, p. 248.

60. *Ibidem*, p. 163.

61. Les lettres en question sont dans les « Exile Papers » à la Houghton Library, celles de S. Perera sont du 17 et du 24 novembre 1939, celles de Trotsky des 4 et 24.

62. Cf. annexes.

63. Sherman Stanley était le pseudonyme de Stanley Plastrik (1915-1981), également dit Henry Judd qui devait, vers la fin de sa vie animer la revue *Dissent*.

déplore, pour sa part, ce qu'il appelle le « sectarisme » de la R.S.L., le fait qu'elle se soit constituée en organisation indépendante.⁶⁴

Depuis 1938, des contacts, d'abord purement épistolaires, existent entre le parti socialiste du Congrès et le S.W.P. Max Shachtman entretient une correspondance avec Masani qui est disposé à publier des articles de Trotsky.⁶⁵ Le secrétaire du C.S.P., Yussuf Meherally, au cours d'un voyage aux Etats-Unis, rencontre Shachtman et envisage avec lui une collaboration régulière de Trotsky à la presse de son parti.⁶⁶ C'est sous la juvénile pression de Stanley Sherman que Trotsky, après bien des réticences, se décide à écrire sa « Lettre ouverte aux Travailleurs de l'Inde », achevée le 25 juillet 1939. Il y rappelle les enseignements de l'époque contemporaine, l'incapacité de la bourgeoisie nationale à mener à bien la lutte pour l'indépendance, développe plus longuement la signification de la guerre et les conséquences pour les colonies britanniques notamment du tournant « antifasciste » de l'Internationale communiste. L'ensemble est un appel passionné à l'indépendance de classe du prolétariat indien dans sa lutte contre l'impérialisme. Trotsky ne se fait pas d'illusion mais reconnaît que « dans sa phase initiale, le parti révolutionnaire ne sera sans doute qu'une petite minorité ». Mais il souligne la nécessité de la constitution, dans tous les centres industriels, de « groupes de travailleurs se plaçant sous le drapeau de la IV^e Internationale », filtrant soigneusement les candidats intellectuels, militant dans les syndicats, les sociétés d'éducation, le parti socialiste du Congrès et, de façon générale, toutes les organisations de masse.

La crise du S.W.P. à partir de la fin de 1939, puis sa scission de 1940 et la formation du Workers Party dirigé par Shachtman et dans les rangs duquel milite Stanley Sherman, remettent bien des choses en question. C'étaient Shachtman et Sherman qui détenaient les liaisons et il est exclu, en ce début de guerre, que les Indiens puissent entrer en contact directement avec Trotsky — d'ailleurs assassiné en août 1940. Sherman, dans un bulletin intérieur du W.P. daté d'août 1940 annonce le ralliement à Shachtman des trotskystes indiens et crie victoire : si le fait est exact — et le S.W.P. le conteste formellement — ce ne sera que de faible durée. Au cours des années suivantes, il semble bien que l'unique contact régulier des Indiens avec le reste du monde ait été celui qui s'est établi entre la Revolutionary Socialist League de Calcutta et le R.C.P. britannique au sein duquel se trouve Ajit K. Roy. Au cours de la guerre, marins anglais, puis américains, militants trotskystes mobilisés, prendront quelques contacts utiles. Dans l'ensemble, R.C.P. et S.W.P. reçoivent d'Inde la

64. Cf. la lettre de Stanley Sherman à Trotsky le 12 mars 1939, ci-dessous.

65. Lettre de S. Stanley du 20 décembre 1938, Houghton Library.

66. *Ibidem*.

documentation essentielle et la revue *Fourth International* pourra ainsi publier les textes programmatiques qui lui parviennent avant le grand soulèvement de 1942.⁶⁷

Le Bolshevik-Leninist Party of India

Une légende tenace veut que les militants de Ceylan soient venus implanter le « trotskysme » sur le continent indien et que le Bolshevik-Leninist Party of India (B.L.P.I.) qui apparaît en 1942 comme section officiellement reconnue de la IV^e Internationale ne soit que l'appendice indien du L.S.S.P. de Ceylan. Mais, en dépit des apparences, ce n'est qu'une légende.

La vérité est que le déclenchement de la guerre et l'existence de liens avec les trotskystes britanniques à partir de 1939 ont pesé dans la voie d'une unification d'autant plus nécessaire que la guerre, avec son cortège de misères, la décomposition des mécanismes économiques les plus élémentaires — il suffit de rappeler l'atroce famine qui frappa l'Inde, faisant des millions de victimes — ne pouvait que provoquer sur un rythme plus ou moins accéléré le mûrissement d'une situation pré-révolutionnaire. C'est de ces exigences qu'est né le B.L.P.I.

La première conférence dans cette voie se tient en mars 1941 ; les délégués de trois organisations se réclamant de la IV^e Internationale s'y retrouvent et ce sont les groupes que nous avons vu précédemment à l'œuvre, la Revolutionary Socialist League du Bengale de Kamalesh Banerji et Indra Sen, le Bolshevik-Leninist Party d'Uttar Pradesh et du Bihar, de Shastri et Sukla, et le Lanka Sama Samaja Party, représenté par des délégués de Ceylan.⁶⁸

Le Mazdoor Trotskyist Party de M.G. Purdy s'est finalement retiré à cause de l'orientation « pro-C.S.P. » qu'il reproche aux autres. La conférence adopte plusieurs textes programmatiques fondamentaux et décide de créer une direction provisoire, le Comité pour la formation du Bolshevik-Leninist Party of India. Après un va-et-vient de groupe à groupe et des discussions et amendements nouveaux, on trouve une base d'accord suffisante pour que soit annoncée en mai 1942 la création du nouveau parti : le B.L.P.I. est alors doté d'un « comité central provisoire ».⁶⁹

L'origine de la légende sur le « débarquement » des militants de Ceylan tient évidemment à ce que le L.S.S.P. avait alors une notoriété que n'avaient pas ses camarades du continent, au fait que certains de ses membres aient été partie prenante dans la fondation, à ce que, enfin, la direction du nouveau parti se soit trouvée, au cours des années suivantes

67. Voir ci-dessous.

68. *Permanent Revolution*, juillet/septembre 1943.

69. *Ibidem*.

et jusqu'en 1948 aux mains de militants originaires de Ceylan puisque le secrétaire général du B.L.P.I. a été pendant cette période, sous le nom de K. Tilak, Leslie S. Simon Goonewardene. Le L.S.S.P. n'a pas pour autant cessé son activité, en dépit des obstacles que l'autorité coloniale lui oppose. Une direction de rechange fonctionne, après les arrestations : Robert Gunawardena, William de Silva, Victor Karalasingham et S.C.C. Anthony Pillai. A deux reprises, les prisonniers de Colombo quittent leur cellule de prison, avec la complicité de leurs gardiens, passent la nuit en discussions avec leurs camarades et regagnent la prison à l'aube. Pourtant l'extension des opérations militaires en Asie, la chute de Singapour en février 1942 et la menace directe de l'offensive japonaise amènent un durcissement de la politique britannique et une répression plus sévère. Le 13 mars sont annoncées simultanément la venue en Inde de la mission de Sir Stafford Cripps et l'interdiction du L.S.S.P. Il semble que c'est à cette date que les emprisonnés et leur parti décidèrent de franchir le pas. Dans la nuit du 5 avril 1942, Colvin de Silva, Philip Gunawardena, N.M. Perera et Edmund Samarakkody s'évadent de leur prison en emmenant leur gardien de service.⁷⁰ Seul Samarakkody demeure à Ceylan pour renforcer la direction de rechange dans une illégalité de plus en plus difficile. Les trois autres ont décidé de rejoindre le continent indien pour y contribuer à l'organisation des révolutionnaires et la préparation du combat.

Quand les trois fugitifs arrivent en Inde, ils se dirigent vers Calcutta. Le B.L.P.I. existe déjà formellement. Une « conférence de fondation » a réuni au début de 1942 les groupes adhérents au comité de formation, Sen et Banerji comme Sukla et Shastri, le groupe d'Anant Mandekar à Bombay et un groupe déjà installé à Calcutta de militants de Ceylan : Selina (Shila) Perera, Bernard Soysa, Leslie et Vivienne Goonewardene, Doric de Souza et quelques autres, qui se sont installés dans un quartier de banlieue de Calcutta et qu'on appelle, du nom de ce quartier, « le groupe d'Entally ».⁷¹ L'arrivée des dirigeants de Ceylan constitue bien entendu un renfort considérable. Peu après arrivent d'autres renforts, S.C.C. Anthony Pillai, le Tamil, et Victor Karalasingham, par exemple, qui s'installent à Madras où ils vont jouer un rôle considérable.⁷² Mais la répression, elle, ne traîne pas non plus à partir de la publication du premier numéro du journal du nouveau parti, au titre inspiré de l'*Iskra* de Lénine, *Spark* (L'Étincelle).

La fondation du B.L.P.I. a résulté d'un accord qui n'a pas pour autant gommé toutes les difficultés. Ainsi le groupe de Purdy, l'un des

70. Lerski, *op. cit.*, p. 260.

71. Pal, *op. cit.*, p. B1.

72. *Ibidem*.

premiers à s'être réclamé du trotskysme en Inde, se tient-il à l'écart du B.L.P.I. qu'il qualifie de « parti petit-bourgeois centriste » à qui il reproche en particulier de trop penser au travail à l'intérieur du C.S.P., donc du Congrès lui-même.⁷³ L'heure n'est pourtant pas aux polémiques entre groupes — ni même à la discussion interne. Les dirigeants du B.L.P.I. ont prévu une conférence nationale en mars 1942 pour homogénéiser les rangs du parti fondé par un accord de sommet. Mais la police les marque de si près qu'ils ne pourront parvenir à la tenir. Quand les premiers délégués arrivent en effet à Calcutta où la conférence est prévue comme devant se dérouler dans un foubourg ouvrier, les autorités coloniales déclenchent rafles et perquisitions, arrêtent plusieurs militants dont Kamlesh Banerji, et il faut abandonner le projet, trop risqué dans ces conditions.⁷⁴ A la place de la large conférence prévue se tiendra à Bombay, quelques semaines plus tard, une réunion restreinte.⁷⁵ En fait, le groupuscule qu'est encore le B.L.P.I. n'a guère eu le temps ni la possibilité pratique de se préparer à la tempête qui se déchaîne en août 1942.

La lutte d'août

Les dirigeants du Congrès ont été dans l'ensemble d'accord — le Forward Bloc de Subhas Chandra Bose excepté — pour ne pas engager pendant la durée de la guerre de combat qui risquerait de mettre sérieusement en difficulté la Grande-Bretagne engagée dans la guerre. Mais cette position est difficile à tenir sur une longue course. Le gouvernement Churchill, qui a semblé disposé à négocier, avec l'envoi de la mission Cripps au moment des grandes victoires japonaises, a durci sa position et la déception, dans le pays, a été grande après l'échec de ces négociations. C'est sous la pression de la base et malgré bien des réticences des autres dirigeants du Congrès que Gandhi s'est décidé à lancer la campagne anti-britannique sous le mot d'ordre de « Quittez l'Inde ». ⁷⁶ La riposte de l'autorité coloniale, l'arrestation de l'état-major du parti du Congrès, déchaîne la colère des masses.

73. *Ibidem*, p. B7.

74. *Ibidem*, p. B2.

75. *Ibidem*.

76. Le gouvernement Churchill envoyait le travailliste Sir Stafford Cripps, porteur de propositions, valables pour l'après-guerre, de faire de l'Inde un Dominion doté d'une Assemblée constituante, chaque province restant libre de n'y pas entrer. Gandhi avait dit qu'on proposait à l'Inde « un chèque post-daté sur une banque en faillite ». Puis il avait lancé son fameux mot d'ordre « Quittez l'Inde », précisant, malgré les réserves des autres dirigeants et notamment de Nehru : « Nous devons libérer l'Inde ou mourir dans cette entreprise ». Le 7 août 1942, le comité pan-indien du Congrès avait fait sienne la proposition de campagne sur ce thème. Les masses indiennes semblent avoir pris la formule au sérieux. Quand elles apprirent, le 9 août, l'arrestation de tous les dirigeants du Congrès, elles se soulevèrent. Gandhi, lui, entama un jeûne de protestation de trois semaines contre les violences de ceux qui exigeaient sa libération.

Août 1942 semble le début d'une révolution que la direction de la IV^e Internationale salue comme l'équivalent dans la seconde guerre mondiale de la révolution russe dans la première.⁷⁷ Elle commence par une énorme explosion qui ébranle jusqu'aux fondements de la domination britannique et mobilise des couches très nombreuses de la population. Bien que la classe ouvrière dans certaines régions — Bombay par exemple — ait observé une certaine réserve ou se soit cantonnée comme à Jamshedpur au terrain des revendications nationales, les grèves aboutissent à des manifestations et parfois des combats armés. Dans les villes, la petite bourgeoisie est prête à se battre, les étudiants parcourent les usines, haranguent les cortèges. Bientôt, c'est au tour des paysans d'entrer en mouvement, d'un bout à l'autre de l'Inde, et leur lutte va se prolonger pendant des mois par des explosions locales et l'activité des partisans armés dont les groupes sont constitués dans les villages et appuyés par eux. Gour Pal, militant trotskyste d'aujourd'hui et ancien du R.C.P., se souvient et écrit :

« Dénuée de tout, déshumanisée par des siècles d'une exploitation féroce sans précédent dans l'histoire de l'humanité, la nation abusée se battit héroïquement, sans savoir comment elle devait se battre, avec quoi, sur quelle ligne et pour quel objectif. A la grande joie des maîtres impérialistes et de leurs suppliants dirigés par les Gandhi-Jawaharlal, ils ont combattu pratiquement les mains nues et sont tombés. Des centaines d'hommes ont été abattus dans les rues comme des chiens, des dizaines de villages ont été incendiés, des femmes violées par centaines et les enfants transpercés à la baïonnette. Atomisées dans les poches éparpillées de la résistance, leurs luttes ne pouvaient être ni coordonnées ni centralisées ; pourtant ils combattaient toujours et formèrent les *Bidyut Bahinis* (corps d'éclaireurs, détachements de la mort) et des *Patri Sarkars* (gouvernements parallèles) dans une zone importante du district de Minapore au Bengal, ainsi que dans des dizaines d'endroits au Bihar, en Uttar Pradesh et au Gujrat. Ils ont pris d'assaut plusieurs prisons du Bihar et de l'Uttar Pradesh et libéré les dirigeants politiques (les dirigeants du Congrès cependant, au lieu de prendre la tête des masses insurgées, ont appelé la police et se sont faits arrêter). Malgré les sacrifices les plus grands, donnant tant d'exemples d'héroïsme et de sacrifice, les rebelles et les révolutionnaires furent finalement battus ».⁷⁸

C'est que le mouvement d'août 1942, explosion révolutionnaire sans précédent en Inde à une telle échelle et premier tocsin de la révolution pendant la seconde guerre mondiale, n'avait pas de direction susceptible de le conduire à la victoire. Ce qui pouvait être sa chance historique — le fait que la direction du Congrès soit tout entière sous les verrous — n'était pas une condition suffisante. Les cadres moyens de l'appareil du parti du Congrès ont tenu et résisté au mouvement de masses qui les

77. L'analogie est présente à chaque instant dans le manifeste du C.E.I. du 26 septembre 1942.

78. Pal, op. cit., p. D26.

débordait spontanément. Dans les usines, le Communist Party of India, légalisé après des mois de suppliques, récompensé ainsi de l'appui enthousiaste qu'il apportait à la guerre qu'il baptisait désormais « guerre du peuple »,⁷⁹ a mis toute son influence — réelle — dans la balance pour ramener les ouvriers au calme, à l'ordre et au travail pour la guerre, pour empêcher ou pour arrêter les grèves. Ce n'est pas par hasard que bien des jeunes, parlant de « la trahison d'août », entendent par là le rôle joué en 1942 par ce parti. Les dirigeants du Congress Socialist Party qui n'ont pas été arrêtés ou se sont évadés ne semblent pas avoir compris l'importance du travail politique et d'organisation dans les usines et ne font rien pour unifier un mouvement dont finalement les bastions cèdent les uns après les autres. Dans un premier temps, ils concentrent toute leur attention sur la conquête de la rue, évidemment coûteuse en vies humaines et sujette à de brusques reflux, puis, quand les forces de l'ordre ont repris en mains les villes, sans comprendre que le rapport de forces ainsi modifié impose une réévaluation, se lancent à fond dans la guérilla paysanne.

Le B.L.P.I., le R.S.P., le R.C.P. et toutes les autres formations révolutionnaires se lancent sans hésiter dans le mouvement d'août et s'efforcent de le chevaucher, d'y jouer un rôle, sinon moteur, du moins coordinateur. L'entreprise pourtant est au-delà de leurs forces. Ce n'est qu'occasionnellement qu'ils réussissent à conquérir — et pas pour longtemps — une influence importante dans un secteur donné. Tout s'effondre après la disparition du militant qui a réalisé la percée. C'est que la répression est aussi féroce que systématique. Toutes ces organisations sont finalement décapitées et mises hors d'état de fonctionner à l'échelle du pays : une situation qui durera jusqu'à la fin de la guerre. Soumyendra Nath Tagore, déjà emprisonné pour un an en septembre 1939, est de nouveau en prison quand éclate le mouvement d'août.⁸⁰ Il va, de ce fait, y rester jusqu'en 1945. Gour Pal, arrêté en 1939, s'est évadé, mais repris, il est durement traité en prison, après « la lutte d'août », pour n'être libéré qu'en 1945.⁸¹ Jayaprakash Narayan, emprisonné dès 1939, s'évade le 8 novembre 1942 avec quelques compagnons, arrive au Népal où il est accueilli à coups de fusil, repasse la frontière et se fait prendre à nouveau le 17 septembre 1943. Enfermé à Fort-Lahore, il n'est pas torturé, mais simplement privé de sommeil, car on veut lui faire « avouer » qu'il est un

79. On peut se reporter à Overstreet & Windmiller, *op. cit.*, pp. 194-204 pour un récit des résistances à ce mot d'ordre dans les cadres du C.P.I. et notamment ceux qui étaient alors en prison et sur le point d'être jugés et condamnés pour leur action contre la « guerre impérialiste ». Le C.P.I. s'était prononcé pour l'acceptation des propositions britanniques lors de la mission Cripps. Il fut légalisé en juillet 1942, en même temps que le vice-roi faisait libérer les premiers de ses membres emprisonnés.

80. Pal, *op. cit.*, p. D45.

81. *Ibidem*, pp. D28, D29, D45.

agent japonais.⁸² Purdy, lui, est arrêté en 1942 et, après quelques jours de liberté à la suite d'une évasion, il ne quittera plus la prison jusqu'à son expulsion comme « étranger » en 1947.⁸³ Kamallesh Banerji, membre du C.C. provisoire du B.L.P.I. et l'un des artisans de l'unification, est arrêté en vertu du Defence of India Act, pour un « discours séditionnel » au Scottish Churches College, en septembre 1942. Sans être jugé ni condamné, il restera en prison jusqu'en octobre 1945.⁸⁴ Un autre membre du noyau, Indra Sen, est arrêté au lendemain de la « lutte d'août », puis interné dans sa région d'origine, loin de Calcutta. Il réussit plus tard à s'évader et à gagner Bombay où il va éditer *Spark* (L'Étincelle),⁸⁵ cependant que la nouvelle direction, animée par le groupe d'Entally à Calcutta, publie, elle, *Permanent Revolution* et *Bolshevik-Leninist*.

Le B.L.P.I. va recevoir de nouveaux coups en 1943. C'est à la suite d'une dénonciation générale faite en juillet de cette année par un membre du C.P.I. infiltré dans ses rangs⁸⁶ que des perquisitions ont lieu dans plusieurs villes où des noyaux trotskystes sont actifs. Leslie Goonewardene, qui était le principal dirigeant du parti, réussit à échapper aux recherches, bien que la police ait commencé par se rendre à son domicile, mais d'autres sont arrêtés. A Madras, Lionel Cooray et R.S.V. Senanayake sont arrêtés. A Bombay, la police réussit à remettre la main sur deux fugitifs importants, les anciens dirigeants du L.S.S.P. D.P.R. Gunawardena et N.M. Perera, les deux députés évadés de la prison centrale de Ceylan en 1942. Les deux hommes sont renvoyés sous bonne escorte à Ceylan, comparaissent le 8 février 1944 devant le tribunal de Kandy où ils font une déclaration politique qui ne manque pas d'allure.⁸⁷ Dans l'intervalle, ils ont été déchus de leur mandat électif pour absences répétées et injustifiées. Ils sortiront finalement de prison en juin 1944.

On aurait tort de sous-estimer l'impact des coups portés aux organisations révolutionnaires, et en particulier au B.L.P.I., par la répression des autorités coloniales. L'emprisonnement d'un S.N. Tagore, pour le R.C.P., ou du leader du C.S.P. Jayaprakash Narayan, celui de la majorité des cadres du B.L.P.I. et du R.S.P. ont de lourdes conséquences. Quand les dirigeants ainsi retirés de la circulation retrouvent la liberté et

82. Minoo Masani, *loc. cit.*, p. 14.

83. Pal, *op. cit.*, p. B8. La presse a fait écho aux aventures de M.G. Purdy. Après son expulsion d'Inde, on le retrouve à Londres où l'on perd sa trace en 1947.

84. Arya, *op. cit.*, p. 8 ; Pal, *op. cit.*, p. B2.

85. Pal, *Ibidem*.

86. *Permanent Revolution*, juillet-septembre 1943. En 1946, le journal trotskyste anglais *Socialist Appeal* (mi-décembre 1946) cite une déclaration d'un ex-membre du C.C. du C.P.I., Soli Batliwala, affirmant que les membres du P.C. avaient dénoncé nombre de militants « subversifs » en 1942, à la police politique, la C.I.D.

87. *The Militant*, 14 octobre 1944.

au moment où les organisations durement frappées et difficilement préservées sous l'état de guerre peuvent commencer à se recomposer, les conditions générales en Inde pour l'indépendance, avec en particulier, le développement fantastique de l'antagonisme religieux, les émeutes communalistes et la perspective d'une partition pour satisfaire la revendication de la Ligue musulmane de la création d'un Etat musulman indépendant, le Pakistan, ont profondément changé...

La crise d'après-guerre

Les années d'après-guerre voient un tumultueux développement du mouvement ouvrier, une radicalisation des masses qui aurait pu en toute logique favoriser le développement des organisations révolutionnaires, même si l'on tient compte du fait que le C.P.I. avait, grâce à son attitude « patriotique » pendant la guerre après 1941, utilisé sa légalisation et les circonstances pour conquérir des positions — notamment syndicales — au détriment de ses adversaires emprisonnés ou clandestins.

Deux facteurs se combinent pour donner à cet après-guerre un caractère explosif. La répression d'abord. Le gouvernement britannique entend en effet punir comme des « collaborateurs de l'ennemi » les volontaires nationalistes qui ont suivi Subhas Chandra Bose dans l'aventure de l'Indian National Army qui a combattu au côté des Japonais.⁸⁸ Cette répression est à l'origine des troubles les plus graves de 1946 et notamment de la série de mutineries qui éclatent dans la Royal Indian Air Force — et dans lesquelles beaucoup voient « la révolte du *Potemkine* » de la révolution indienne. En outre, la fin de la guerre donne le signal de la libération de milliers de jeunes militants arrêtés en 1942, qui brûlent de rancœur contre « la trahison » de leur mouvement et trouvent à l'extérieur une ambiance propice à leurs appels à l'action. Les conditions économiques se détériorent. L'indice du coût de la vie, de 100 en août 1939, est passé à 934

88. Subhas Chandra Bose (1897-1945) avait été l'un des animateurs, avec Nehru de l'aile gauche du Congrès ; son bref passage à la présidence du Congrès l'avait amené à un conflit très âpre avec Gandhi et l'appareil. Animateur du Forward Bloc, il avait préconisé l'action immédiate pour l'indépendance en utilisant les difficultés britanniques. Arrêté, il avait profité d'une libération médicale pour quitter l'Inde. D'Allemagne, il avait lancé des appels au peuple indien pour se soulever contre les Britanniques. Il avait ensuite fondé à Singapour sous l'égide de l'Armée japonaise un « gouvernement provisoire de l'Inde libre », puis constitué une armée indienne (Indian National Army) recrutée parmi les prisonniers de guerre et qui devait combattre pour la libération de l'Inde avec les Japonais. Il avait trouvé la mort le 18 août 1945 dans un accident d'avion. Peut-être l'attitude de Gandhi, lançant le mot d'ordre « Quit India » avait-elle quelque relation de concurrence avec l'action de Bose, son ennemi juré, à l'époque ? En tout cas, le gouvernement britannique mit le feu aux poudres en prétendant juger les gens de l'I.N.A. pour « rébellion » contre le roi d'Angleterre et empereur des Indes, ce qui ne pouvait que mobiliser en leur faveur l'opinion indienne. Condamnés à la relégation à vie, les premiers inculpés furent rapidement graciés dans un désir d'apaisement.

en août 1944 ; les premières fermetures d'usines s'annoncent, des cheminots sont licenciés en masse. A la pénurie dans les villes s'ajoutent disettes et même famines dans les campagnes (la grande famine de 1943 avait, selon Krishna Menon, fait six millions de victimes au Bengale). D'avril 1945 à avril 1946, on dénombre 1 087 grèves entraînant plus d'un million de grévistes, un chiffre sans précédent. Plusieurs grèves générales se produisent dans villes ou régions : 1 960 000 grévistes en 1946, 2 215 000 en 1947.

Contentons-nous d'évoquer quelques-uns des principaux événements de cette période fertile en grandes luttes ouvrières : l'annonce, à la mi-mars 1946, du licenciement de 260 000 travailleurs du rail et de 150 000 ouvriers du jute donne le signal. Le 21 juillet 1946 commence la grève générale des postes et télégraphes élargie le 29 en grève générale de solidarité à Calcutta et dans tout le Bengale. Elle est suivie de la grève des employés de l'Imperial Bank. Les cheminots de l'Inde du Sud se mettent en grève le 24 août contre les licenciements et le gouvernement riposte en faisant tirer à Golden Rock et en procédant à 4 000 arrestations en une seule journée. Il y a des grèves violemment réprimées dans les houillères, dans l'électricité, chez les fonctionnaires, une grève générale à Ceylan, où N.M. Perera est arrêté, en novembre. A Calcutta encore, le 21 janvier 1947, une manifestation d'étudiants devant le consulat français, durement réprimée — il s'agit de la « guerre d'Indochine » qui commence — provoque une grève générale de protestation le 5 février 1947. Ce mouvement se marque dans des centaines de meetings, rassemblements, manifestations de masse. De nouvelles insurrections éclatent à la campagne et des paysans attaquent les dépôts qui engrangent les récoltes, exigent ou réalisent le partage. On sait — et ce n'est pas l'objet de l'article que de traiter de cet aspect capital de l'histoire indienne — que la riposte britannique à ce mouvement social puissant fut le mouvement « communaliste », préparé de longue date, l'action des séparatistes de la Ligue Musulmane de M. Jinnah et la riposte des réactionnaires communalistes hindous, l'exacerbation d'une haine religieuse soigneusement entretenue et alimentée aboutissant finalement aux émeutes religieuses et au « Grand Massacre » de Calcutta, le 16 août 1946, préface de cette partition du pays qui rejeta sur l'adversaire religieux de chacun la responsabilité des maux qui accablaient dans ce pays les pauvres gens de toutes confessions.

L'un des premiers signes de la faiblesse interne du B.L.P.I. et de la fragilité des principes de certains de ses dirigeants est la crise qui éclate en juillet 1944 après la libération de Philip Gunawardena et de N.M. Perera. Aussitôt remis en liberté en effet, les deux anciens dirigeants du L.S.S.P. s'engagent dans une lutte fractionnelle acharnée dont l'objectif est de toute évidence de retrouver pour leur ancien parti, devenu « unité de Ceylan » du B.L.P.I. une indépendance d'organisation. Refusant de reconnaître les décisions des conférences du L.S.S.P. de 1943 et 1944,

les deux députés déçus, auréolés du prestige que leur a valu leur détention comme leur spectaculaire cavale, mettent en accusation ce qu'ils appellent la « bureaucratie » du comité régional, dirigé par Bernard Soysa, dont ils exigent la « réorganisation », fondent le journal *Samasa-majaya* dans lequel ils annoncent publiquement leur intention de combattre « la bande de bolcheviks de salon camouflés dans l'unité régionale du B.L.P.I. ». ⁸⁹ Leur opération réussit, puisque, dans un premier temps, avec la réunification, l'« unité de Ceylan » retrouve le titre de L.S.S.P. et les anciens dirigeants leurs postes responsables. Mais il ne s'agit que d'une trêve et bientôt on assistera à une nouvelle scission.

Nous connaissons moins le détail des choses sur le continent indien. Dès 1943, une scission du B.L.P.I. — ou un regroupement de ceux des éléments trotskystes qui ont refusé l'unification en son sein — donne naissance à un Bolshevnik-Leninist Party dissident. Du 26 au 31 décembre 1943 se tient une conférence nationale qui regroupe les représentants de ce dernier et les dirigeants de l'ancien Bolshevnik Mazdoor Party autour de Sukla et Shastri. Le B.M.P.I. ainsi reconstitué se proclame également membre de la IV^e Internationale et sa seule « véritable » section indienne. Il publie *Bolshevnik-Leninist* en anglais et *Age Kadam* (En avant !) en hindi. ⁹⁰ Le B.L.P.I., dépossédé par lui du titre de son journal anglais, lance alors *The New Spark*.

Malgré ces dissensions et crises, il semble que le B.L.P.I. ait disposé au lendemain de la guerre d'un certain nombre de positions. Lorsque les prisonniers politiques sont libérés et quand l'activité politique peut renaître, il réussit à gagner plusieurs dizaines de militants qui sont déjà eux-mêmes des cadres ouvriers ou étudiants et qui ont milité jusque là dans le parti du Congrès, voire le R.C.P. ou le R.S.P. ou simplement des organisations de masse. Gour Pal mentionne à cette étape notamment le dirigeant étudiant Hiren Rakshit, l'ancien dirigeant du C.P.I. et leader des luttes paysannes Naren Biswas, le théoricien marxiste Keshab Bhattacharya, le dirigeant des mineurs de charbon du Bengale occidental Jagdish Jah. Le B.L.P.I. contrôle plusieurs syndicats à Calcutta et dans sa ceinture industrielle, notamment dans les usines de jute Kardah, aux usines de papier Tittagash et Bengal, à celles des tissus Tribeni, ainsi que le syndicat des papetiers et celui des pompiers. A Madras, le Tamil S.C.C. Anthony Pillai, qui est venu de Ceylan, a conquis des positions solides chez les ouvriers des tramways, puis dans la Buckingham & Carnatic Mills, ce qui va lui permettre de fonder la Madras Labor Union, une des plus fortes organisations syndicales du pays, dont il est le président — un leader déjà prestigieux et redouté des autorités. ⁹¹

89. Lettre de la Ceylon Unit du B.L.P.I. 28 février 1945, archives du S.I.

90. Pal, *op. cit.*, p. 87.

91. Tous les détails sont donnés sur les militants et usines ci-dessus *ibidem*, p. B3.

Lorsque Kamallesh Banerji sort de prison, à la fin de 1945, le B.L.P.I., cédant aux instances du secrétariat international de la IV^e Internationale, l'envoie en Europe pour le représenter dans l'organisme dirigeant international. Connu jusque là sous le pseudonyme de « Mahmoud », Banerji devient « Ali » au S.I. ⁹² sous son véritable nom, il est un journaliste réputé, correspondant en Europe du prestigieux *Amrita Bazar Potrika* de Calcutta, l'homme qui obtient le premier interview du maréchal Tito après la rupture russo-yougoslave de 1948. Ce n'est pourtant qu'un chassé-croisé, car Ajit K. Roy, qui avait été pendant la guerre l'un des dirigeants — à un moment secrétaire général — de la section britannique, le R.C.P., revient en Inde en 1947. Après une spectaculaire tournée dans le pays — il réunit 14 000 auditeurs dans un meeting à Madura, ⁹³ — il devient secrétaire de la région du Bengale du B.L.P.I.

Une « construction » qui piétine

Comment construire rapidement, au rythme auquel s'annonce, selon les dirigeants, la crise révolutionnaire ? Le B.L.P.I. compte certes dans ses rangs des dirigeants ouvriers qui ont l'audience de dizaines de milliers de travailleurs chacun, mais il est plutôt un réseau qu'un vrai parti, un réseau de cadres, pas un parti de masse et même pas un parti d'avant-garde : selon Gour Pal, il ne compte en 1946, sans Ceylan évidemment, que 72 militants, tous dirigeants ouvriers ou étudiants. ⁹⁴ Dès le retour de Roy en 1947, une première tentative de regroupement a lieu avec le R.C.P., organisation tenue pour « centriste » par les trotskystes, certes, mais dont les dirigeants ont maintenu l'indépendance de classe et la force combattante, et qui compte, elle aussi, dans ses rangs, militants et cadres écoutés dans la classe ouvrière et la jeunesse. Une délégation du B.L.P.I. conduite par Ajit Roy et Indra Sen rencontre celle du R.C.P., formée de Sudhir Dasgupta, Tarapada Gupta et Gour Pal. L'accord ne se fait pas. Le R.C.P. n'est pas en principe hostile à l'adhésion à la IV^e Internationale d'un parti unifié, mais il désire connaître tous les textes, principes et positions avant de s'engager. En outre, il a tiré des combats d'août 1947 la nécessité de mettre l'accent sur la construction de soviets, les *panchayets*, qui doivent être bâtis tout de suite en tant qu'organismes de combat. Le B.L.P.I. refuse tout appel à construire des soviets dans une situation qui n'est pas encore celle d'une crise révolutionnaire et qualifie la tactique du R.C.P. de « gauchiste » et « aventuriste ». ⁹⁵ Les négociations ayant échoué, chaque organisation reprend son propre chemin jalonné de crises et de scissions.

92. Lettre au S.I. de K. Tilak, secrétaire général du B.L.P.I., 11 novembre 1946 annonçant la désignation de « Mahmoud », archives du S.I.

93. *New Spark*, janvier 1947, n° 2.

94. Pal, *op. cit.*, p. B3.

95. *Ibidem*, pp. B2, B3.

La première qui frappe le B.L.P.I. se produit évidemment à Ceylan : Gunawardena et N.M. Perera s'en sont pris à l'un de leurs principaux adversaires, Doric de Souza, et « Philip » l'accuse ni plus ni moins d'être un agent de la police britannique.⁹⁶ Un jugement du parti, pour lequel Kamalesh Banerji est venu en personne, est refusé par la majorité de la direction du L.S.S.P. qui rejette de ses rangs les « bolcheviks » de de Souza.⁹⁷ Avec l'indépendance de Ceylan, la question est réglée puisque le L.S.S.P. est affilié de façon indépendante à la IV^e Internationale et puisque le départ de Gunawardena permet le retour de ses anciens adversaires. B.L.P.I. et L.S.S.P. cheminent désormais de façon indépendante et le premier ne dissimule pas qu'il tient le second pour un parti foncièrement opportuniste.⁹⁸

L'un des principaux espoirs pour la « construction du parti » demeure le C.S.P., dans lequel les trotskystes ont de tout temps travaillé « en fraction » et au sein duquel ils ont recruté plusieurs de leurs cadres. L'idée est que l'audience du C.S.P. est telle que, s'il se décidait — ce qui n'est pas impossible — à rompre avec le parti du Congrès, c'est-à-dire à affirmer son indépendance de classe, il deviendrait aussitôt le centre de ralliement de la classe ouvrière avec son avant-garde réelle. Lettres ouvertes, adjurations dans la presse sont les armes publiques du B.L.P.I. pour nourrir la pression de la base sur les dirigeants socialistes et les décider à faire un pas auquel ils songent évidemment depuis 1942 au moins, mais qu'ils ne se décident pas à sauter.

Les militants trotskystes marquent de leur empreinte les grandes luttes ouvrières de 1947 et 1948 ; ainsi en 1947 à Bombay, Anant Mandekar, dans celle des 6 000 ouvriers de la New Kaiser-i-Hind Mills, ainsi au même moment à Madras S.C.C. Anthony Pillai, leader du mouvement syndical de la région, dans celle de la Buckingham & Carnatic Mills, où 14 000 grévistes réclament une allocation pour le logement.⁹⁹ Le premier est arrêté pour « incitation à commettre des actes de violence » et

96. Voir « An Analysis of the Judgment », *Samasamajist*, 1er juin 1947, faisant le bilan des accusations portées de part et d'autre. Doric de Souza est accusé d'avoir fait porter aux clandestins de l'Inde une lettre de l'officier du C.I.D. Wijesooniya et donc d'être « un agent de la police » — accusation que le jugement du parti rejette catégoriquement.

97. Voir la résolution du 1er mars 1947 dans le même numéro du *Samasamajist*, la conférence du L.S.S.P. convoquée par N.M. Perera et Philip Gunawardena votant en outre un texte qui « exige la dissolution du comité central non représentatif, irresponsable et sectaire du B.L.P.I., dont trois membres sur cinq sont de Ceylan et dont le secrétaire est perpétuellement en congé du parti » !

98. Contentons-nous d'une bonne formule, relevée dans « Report on Ceylon » d'H.A. Vardhan, *New Spark*, n° 7, 3 avril 1948 : « La découverte que l'unique façon de sauver le gâteau et de le manger constitue la réalisation théorique la plus élevée du L.S.S.P. jusqu'à présent ».

99. *Socialist Appeal*, mi-avril 1947.

« des actions contraires à la sécurité publique », ¹⁰⁰ le second, le 28 mars, arrêté et inculpé d'avoir « fomenté une grève illégale, défié l'autorité du gouvernement et bafoué la loi » : une grève de protestation de plus de 100 000 travailleurs de la ville répond à cette provocation. Anthony Pillai est cependant expulsé... vers Ceylan (dont il reviendra d'ailleurs pour être triomphalement élu l'année suivante conseiller municipal de Madras).¹⁰¹ Le *Times* de Ceylan s'excuse pour « l'exportation de bolcheviks » dont son pays se rend coupable. La police perquisitionne à Calcutta dans les locaux du B.L.P.I., arrête plusieurs dirigeants de ce parti, dont Indra Sen...¹⁰² Certains dirigeants trotskystes sont bien, incontestablement, des dirigeants de masse, mais leur parti ne se développe pas pour autant. En 1948, par exemple, il ne parvient pas, malgré ses espoirs, à convaincre et gagner S.N. Tagore qui vient d'être exclu du R.C.P.¹⁰³ et une correspondance aigre-douce se prolonge avec le B.M.P.I. en vue d'une « réunification » dont chacun ne la conçoit qu'à son profit exclusif.¹⁰⁴

L'« entrisme »

Pourtant un événement important, attendu depuis des années, se produit en 1948 : le divorce entre le parti du Congrès et les socialistes de Jayaprakash Narayan. Le transfert du pouvoir des Britanniques au Congrès indien et à la Ligue musulmane pose autant de problèmes au grand parti nationaliste bourgeois qu'à ses partenaires socialistes. Parti désormais au gouvernement, le Congrès peut-il conserver dans ses rangs des « socialistes » qui ne peuvent désormais que constituer la force d'opposition principale au régime qu'il veut instituer ? « Socialistes » dans une Inde « indépendante », les amis de J.P. peuvent-ils demeurer au sein d'un parti dont ils n'ignorent pas qu'il est le porte-parole direct de la bourgeoisie indienne, désormais installée aux leviers de commande ? La partition du pays, les massacres qui lui font le sanglant cortège que l'on sait, la désillusion apportée à tous, et particulièrement aux plus ardents, par cette indépendance de frime, tout cela facilite une rupture inscrite dans l'ordre des choses de la nouvelle situation. A son congrès de Nasik et sans

100. *Socialist Appeal*, mars et juin 1947. Anant Mandekar, lycéen et militant clandestin en 1942, avait rejoint le B.L.P.I. après les journées d'août et travaillait à Bombay comme employé dans la New Kaiser-i-Hind Mills. Il était le président du comité d'usine et avait dirigé la grève. Il allait bénéficier d'un non-lieu et être libéré le 6 décembre 1947.

101. *Ibidem*, novembre 1948. L'élection avait eu lieu le 30 octobre 1948, candidat dans la « division 32 », Anthony Pillai avait obtenu plus de 5 000 voix sur 7 000 votants.

102. *Ibidem*, juin 1947.

103. « Split in the R.C.P.I. », *New Spark* n° 2, 15 mai 1948, contient notamment cette phrase : « Les portes du B.L.P.I. sont grand ouvertes au camarade Tagore et à son groupe ».

104. *Internal Bulletin* of the B.L.P.I., 1947.

pourtant avoir dressé le bilan de l'activité passée au sein du parti au pouvoir, le C.S.P. décide de se constituer en parti socialiste indépendant, candidat à la direction de l'opposition de gauche. Pour les trotskystes du B.L.P.I., une telle initiative ne peut, en dépit de ses limites de parti, que valoir à l'ancien C.S.P. un énorme prestige et l'afflux de tous ceux qui entendent bien continuer le combat malgré « l'indépendance » et la partition : la tentation est grande pour les trotskystes indiens de ressusciter l'ancienne tactique « entriste » — qui vient précisément d'être réaffirmée avec des accents quasi-principiels par une résolution du deuxième congrès de la IV^e Internationale, en 1947.

L'affaire ne se règle pas sans mal. Sur la question de son entrée dans le nouveau Socialist Party, le B.L.P.I. tient successivement deux conférences nationales. La première, qui se tient à Madras, repousse les propositions d'entrée, mais réclame l'intervention dans cette question de la direction internationale ; la seconde refuse l'entrée, à quelques voix de majorité. C'est pourtant le contraire qui se produira : tenté par l'expérience — pourtant fâcheuse pour tant d'autres dans le passé — d'un parti « all-inclusive » incorporant les différents courants du mouvement socialiste en général, le S.P. fait aux trotskystes des conditions d'entrée que ces derniers apprécient comme particulièrement favorables, et le B.L.P.I. se laisse tenter. A la fin de 1948, tous les militants du B.L.P.I. sont entrés dans le S.P. sur le continent ; à Ceylan, les « bolcheviks » — anciens du B.L.P.I. — rejoignent le L.S.S.P. Ils y occupent des responsabilités locales, voire régionales, conquièrent des postes, des responsabilités syndicales, la direction d'importants journaux.

Pourtant l'événement tant attendu par les trotskystes indiens, la conquête par les « socialistes du Congrès » de leur « indépendance de classe », loin de marquer la naissance d'une organisation révolutionnaire en tant que parti ouvrier de masse, signifie le commencement de la fin, tant pour le Socialist Party que pour ceux qui le rallient. En 1952 en effet, le ralliement soudain de Narayan à un gandhisme à peine « rénové »,¹⁰⁵ puis la lourde défaite — et la terrible désillusion — subie aux élections législatives¹⁰⁶ sonnent le glas du S.P. et de la confiance de

105. Jayaprakash Narayan était, en 1972, président du syndicat des employés des postes et c'est en cette qualité qu'il avait conclu, à la suite d'une grève, un accord qui ne fut ni écrit ni respecté par le ministre. Narayan entama alors une grève de la faim de trois semaines, pénitence pour punir sa propre négligence. Il rejoignit ensuite le mouvement Bhoodan, qui préconisait la *sarvodaya*, regroupement des hommes décidés à se consacrer volontairement à la vérité et à la non-violence, au fond la forme particulière selon laquelle il revint à la religion hindouiste et rallia Gandhi après sa mort. Il fut néanmoins encore persécuté par Indira Gandhi.

106. Ces élections constituèrent un triomphe pour Nehru, chef du gouvernement depuis l'Indépendance, et pour le parti du Congrès qui obtint 362 sièges au Parlement central sur 489 et la majorité dans tous les Etats, sauf quatre.

ses dirigeants en son avenir. A la suite de discussions plus ou moins secrètes, le S.P. décide de fusionner avec le K.M.P.P. de Kripalani,¹⁰⁷ formation petite-bourgeoise gandhiste dissidente du Congrès, pour former un parti qui n'est plus un parti vraiment socialiste malgré son nom de parti socialiste du peuple (Praja Socialist Party). Et ils conservent avec eux aussi bien un Ajit Roy qu'un Anthony Pillai !¹⁰⁸ Ce n'est pas le lieu de retracer ici les efforts accomplis dès cette époque pour « réunifier » les rangs trotskystes après les lourdes pertes subies par le passage au S.P. et sa « trahison », après les invraisemblables opérations entristes de type divers où se dépense un capital militant considérable. Indiquons simplement que les autres formations qui, dans l'arc-en-ciel politique indien, se réclamaient de l'extrême-gauche, n'ont pas connu un sort meilleur. Finalement, le S.P. est mort de la capitulation de Narayan et le R.C.P., privé de S.N. Tagore, de la capitulation de l'homme qui l'avait entraîné dans les aventures militaires les plus gauchistes, Pannalal Dasgupta qui rallie finalement... le Congrès.¹⁰⁹

107. Acharya B.J. Kripalani, vétéran du Congrès, représentait en quelque sorte sa « gauche » après la rupture du C.S.P. et s'opposait à la « droite » du sardar Vallabhai Patel, Nehru étant à la fois le centre et le pouvoir. C'était au premier chef contre Patel que Kripalani avait décidé de constituer en décembre 1950 le Congress Democratic Front (Front démocratique du Congrès) dont le but était « de débarrasser le Congrès de l'influence corruptrice de la politique du pouvoir et de le rendre plus démocratique et plus utile ». Nehru l'avait d'abord toléré comme contrepoids à Patel, mais, à la mort de ce dernier, avait insisté auprès de ses dirigeants pour qu'ils décident eux-mêmes sa dissolution. Kripalani ne l'avait pas accepté ; quittant le parti du Congrès, il allait alors fonder un nouveau parti, le Kisan Mazdoor Praja Party (parti du peuple ouvrier et paysan), K.M.P.P., se présentant comme partisan du « retour » à l'« idéal » gandhiste. C'est à la suite de négociations menées secrètement entre Kripalani d'un côté, Asoka Mehta et Jayaprakash Narayan de l'autre, qu'une réunion commune des deux directions — A. Kripalani et Acharya Narendra Deva pour le K.M.P.P. et Rammanohar Lohia et Asoka Mehta pour le C.S.P. — tenue à Lucknow les 24 et 25 août 1952, avait décidé la fusion des deux formations. Les réactions au sein de l'ancien S.P. ne se bornèrent pas au réflexe immédiat de protestation des trotskystes « entrés ». L'organe du S.P., *Janata*, publie le 4 janvier 1953 un article d'un des fondateurs du parti, Babu Sampurnanand, intitulé « Le Socialisme trahi ». L'une des réactions avait été, en grande partie à l'initiative des trotskystes, la conférence des « membres loyaux du parti » tenue à Bombay le 27 septembre 1952, sous la présidence de Tulsi Boda, secrétaire de l'All Indian Federation Textile Workers, avec la présence ou la solidarité apportée par des militants aux noms familiers, S.C.C. Anthony Pillai, Shila Perera, Indra Sen, S. Amarnath, Rajendra Trivedi et Hector Abhayavardhan, à partir de cette date éditeur à Madras de *Socialist Vanguard* qui a rendu compte de cette conférence dans son numéro d'octobre 1952.

108. Pal, *op. cit.*, p. 84. Notons tout de même la solidarité manifestée par Anthony Pillai à la conférence des « membres loyaux » (cf. n. 107) qui contredit l'affirmation de Pal.

109. Pal, *op. cit.*, p. D55, raconte cette capitulation finale après des pages d'un réquisitoire sévère contre celui qui fut son principal adversaire et, selon lui, le mauvais génie de son ancien parti, le R.C.P.I.

On nous excusera de nous en tenir là. Ces notes n'avaient pas la prétention de pouvoir retracer vraiment l'histoire du mouvement trotskyste en Inde, ni de constituer un dossier pour un bilan politique de cette question. Il est évident que l'ensemble des formations de l'avant-garde en Inde, qu'elles aient été ou non « entristées », se sont heurtées au problème qu'elles n'ont pas pu résoudre de l'indépendance de classe des travailleurs sous la forme concrète du lien avec la bourgeoisie indienne par l'intermédiaire du parti du Congrès. Une étude comparative avec la Chine serait sans aucun doute instructive. Pour le reste, cette esquisse n'avait d'autre ambition que de rendre plus faciles et donc de susciter d'autres études, sur la base d'archives d'État ou d'organisations plus étendues.

Quelques repères chronologiques

- 1934**
 Mai
 - Fondation à Patna du Congress Socialist Party.
 - Tagore fonde la Communist League of India (futur Revolutionary Communist Party)
- Juillet
 - Le parti communiste de l'Inde (C.P.I.) est déclaré hors-la-loi.
- 1935**
 Août (2)
 - India Act, avec une nouvelle Constitution votée par le Parlement britannique.
- Décembre (18)
 - Fondation à Ceylan du Lanka Sama Samaja Party.
- 1936**
 Mars
 - N.M. Perera et D.P.R. Gunawardena, du L.S.S.P. élus députés à Ceylan.
- 1937**
 Juillet
 - Elections générales et décision de former des Ministères du Congrès.
- Décembre
 - 2^e conférence du L.S.S.P. qui adopte un programme plus avancé.
- 1938**
 Janvier
 - Subhas Chandra Bose élu président du parti du Congrès à l'unanimité.
- Juillet (25)
 Septembre (3)
 - Lettre ouverte de Trotsky aux travailleurs de l'Inde.
 - Conférence de fondation de la IV^e Internationale.
- 1939**
 Janvier
 - S.C. Bose réélu président du Congrès malgré Gandhi.
- Mars
 - Bose obligé de démissionner.
- Juillet
 - Formation du « Forward Bloc » par Bose.
- Septembre (3)
 - Le Vice-Roi annonce que l'Inde est en guerre.
- Septembre (5)
 - Déclaration contre la guerre des députés du L.S.S.P.
- Septembre (7)
 - Tagore arrêté.
- Septembre (8)
 - Le Congress Working Committee se réunit et décide de faire démissionner les « Ministères du Congrès ».
- Novembre (15)
 - Démission du dernier « ministère du Congrès ».
- ?
 - Bose arrêté
- ?
 - Fondation de la Revolutionary Socialist League.

- 1940**
 Janvier - Fondation du Revolutionary Socialist Party.
 Juin - Arrestation des dirigeants du L.S.S.P.
 Août (21) - Trotsky assassiné.
- 1941**
 Janvier - Chandra Bose s'enfuit et se fixe à Berlin.
 Mars - Formation du « comité pour la formation du B.L.P.I. ».
 Décembre (7) - Attaque japonaise contre Pearl Harbor qui déclenche la guerre dans le Pacifique.
- 1942**
 Janvier/Février - Victoires de la guerre-éclair japonaise en Asie.
 Mars (12) - Churchill annonce l'envoi de la mission Cripps.
 Mars (25) - Avril (12) - Echec des négociations avec Cripps.
 Juin - Formation d'un C.C. du B.L.P.I., section indienne de la IV^e Internationale.
 Juillet - Le C.P.I. légalisé.
 Août (7) - La A.I.C.C. réunie à Bombay approuve le mot d'ordre « Quit India ».
 Août (9) - Arrestation des dirigeants du Congrès et début de la « lutte d'août ».
- 1943**
 Octobre - Famine au Bengale (six millions de victimes).
 Octobre - Subhas Chandra Bose proclame à Singapour un « gouvernement provisoire de l'Inde libre » et forme l'Indian National Army.
- 1944**
 Mai - Les autorités britanniques libèrent Gandhi.
- 1945**
 Juin (14) - Publication des propositions britanniques par le vice-roi Lord Wavell.
 Juin (15) - Libération de Nehru.
 Juin (25) - Juillet (7) - Echec des négociations de New Delhi.
 Août (15) - Capitulation du Japon.
 Août (18) - Mort de S.C. Bose.
 Septembre - Elections...
 Novembre - Premiers procès contre des officiers de l'INA et premières manifestations.
- 1946**
 Janvier - Mutinerie dans la Royal Indian Air Force.
 Mars - Envoi en Inde d'une mission ministérielle.
 Avril - Le premier congrès du R.S.P. dénonce l'illusion du « socialisme dans un seul pays ».

- Juin (20-25) - Le Congrès accepte les propositions d'une Constituante mais refuse le gouvernement intérimaire.
 Juillet (29) - La Ligue musulmane retire son accord.
 Juillet - Grève des postiers, des cheminots, début d'une vague gréviste.
 Août (16) - Jours de l'action directe proclamée par la Ligue musulmane : massacres de Calcutta. Début du grand exode entre pays « hindous » et « musulmans ».
 Septembre (2) - Wavell forme un gouvernement intérimaire sous Nehru.
 Novembre - Réunion de la Constituante.
 Décembre (9) - Première réunion de l'assemblée constituante.
- 1947**
 Février (5) - Grève générale à Calcutta.
 Février (20) - Attlee annonce aux Communes que le transfert de la souveraineté se fera avant juin 1948.
 Mars (22) - Arrivée du vice-roi Louis Mountbatten.
 Juin (4) - Annonce du transfert de souveraineté pour la date du 15 août, avec partition.
 Août (15) - Accession de l'Inde et du Pakistan à l'indépendance, massacres et déchirement du pays.
 Octobre (15) - Quinze députés trotskystes élus au parlement de Ceylan.
 Novembre (21) - Arrestation en masse de cadres du R.C.P. qui préparait un soulèvement armé.
- 1948**
 Janvier (30) - Assassinat de Gandhi.
 Mars - Congrès de Nasik du C.S.P.
 - Scission du R.C.P. en deux formations dont l'une est dirigée par Tagore.
 Août/Septembre - Débat au B.L.P.I. sur l'« entrée » dans le C.S.P.
 Décembre - Entrée des militants du B.L.P.I. dans le S.P.
- 1952**
 Août (24/25) - Accords de Lucknow entre le S.P. et le K.M.P.P.
 Septembre (26/27) - Socialist Party et K.M.P.P. fusionnent pour fonder le P.P.S.P.
 Septembre (29) - Conférence à Bombay des militants « loyaux » du S.P.

Rapport sur l'Inde¹

12 mars 1939

Cher Camarade Trotsky,

Je saisis l'occasion de vous écrire un rapport sur les événements récents dans le mouvement révolutionnaire indien qui aura, je crois, de l'intérêt pour vous. Ma raison est simple. L'Inde est en train de prendre une importance croissante dans l'histoire du monde et nous sommes au début du troisième grand mouvement de masse qui aura balayé ce pays depuis la guerre mondiale. Je voudrais dire que c'est peut-être le mouvement colonial le plus important d'aujourd'hui — le seul qui ait les meilleures chances de succès.

A New York, mon intérêt pour l'Inde est devenu une sorte de « plaisanterie habituelle », mais je crois que la façon dont j'ai suivi de près les événements est maintenant justifiée. Vous avez probablement remarqué que la *New York Times* a considéré la dernière réunion du Congrès comme si importante qu'il a envoyé son principal correspondant européen, F.T. Birchall, jusque là-bas pour le couvrir. Et on sait combien le *Times* a le nez fin !

J'aimerais vous rendre compte brièvement sur trois questions : 1) Les tendances récentes en Inde même ; 2) Mes liens personnels — tels qu'ils sont — avec l'Inde directement et avec les ouvriers indiens en Amérique et 3) Ce que peut spécifiquement faire la IV^e Internationale là-dessus. J'ai un certain nombre de choses précises à l'esprit.

Les événements actuels en Inde peuvent être classés en deux rubriques. Premièrement les mouvements de masse des ouvriers et des paysans dans les provinces britanniques, dans les Etats indigènes, etc. Deuxièmement, la lutte qui se déroule en ce moment entre les différentes troupes à l'intérieur du Congrès nationaliste indien.

Les ouvriers : une série de grèves sporadiques, non coordonnées, mais militantes, se déroulent en ce moment. Ces grèves touchent les industries de pointe et l'avant-garde prolétarienne en Inde y participe. Les ouvriers du jute de Calcutta, les dockers dans tous les ports, les ouvriers du textile de Bombay et d'Ahmedabad, les mineurs du charbon et du fer, les cheminots, les ouvriers agricoles, etc., toutes ces catégories ont fait

1. Lettre à Trotsky (5265) avec la permission de la Houghton Library. Sherman Stanley était à l'intérieur de la Y.P.S.L. et du S.W.P. le pseudonyme militant de Stanley Plastrik (1915-1981) qui s'était spécialisé de sa propre autorité dans les questions de l'Inde.

récemment grève. 1938 a été pour l'Inde l'année des plus grandes grèves industrielles, mais 1939 promet de la dépasser encore.

Jusqu'à présent ces grèves visaient des réformes économiques. Il y a eu quelques grèves sur le tas. Elles sont en général dirigées par des syndicalistes militants sous la direction du Trade-Union Congress unifié de l'Inde. Leur plus grande faiblesse réside dans leur désorganisation et leur manque d'un soutien *national*. Un facteur important est que les ouvriers font grève aussi bien contre les capitalistes britanniques et indigènes, sans hésiter.

On peut dire nettement que le prolétariat indien récemment apparu est mieux organisé que jamais auparavant, qu'il a des liens étroits avec la paysannerie et qu'il est prêt — sous une direction marxiste — à assumer son rôle dirigeant.

Les paysans : les *Kisan Sabhas* (unions paysannes) pan-indiens comprennent des millions de paysans. Dans une seule province britannique (Bihar) il y a un demi million de paysans organisés qui pourraient, au moment décidé, rassembler derrière eux cinq millions d'autres paysans ! Les paysans sont même plus en mouvement que les ouvriers. La presse de l'Inde est remplie de rapports sur les conférences, les marches, les manifestations, les actions paysannes, etc.

Les revendications des unions paysannes actuellement sont limitées aux réformes radicales typiques des mouvements paysans. La réduction de 50 % de la rente, la levée du fardeau des dettes, la liquidation des privilèges féodaux des landlords, etc. Le mot d'ordre de « La Terre aux paysans » n'est pas encore employé par les syndicats. Le Congress Socialist Party — qui est lié directement au mouvement paysan — a ce mot d'ordre, plus celui de l'« abolition du *landlordism* » dans son programme. Mais ce n'est que sur le papier et il ne l'utilise pas dans son agitation.

Les paysans sont entrés de plus en plus en conflit avec les ministères du Congrès qui dirigent dans huit des onze provinces. Ces ministères adoptent unanimement des lois agraires qui favorisent les landlords. Il est significatif que la lutte paysanne la plus sérieuse se déroule maintenant dans la province du Bihar où gouverne un ministère du Congrès de droite. Cette lutte de 20 000 paysans est dirigée par un socialiste du Congrès et elle est la bataille d'avant-garde des paysans de l'Inde. Indirectement, c'est une lutte pour la terre parce que les landlords de ce district essaient d'expulser les fermiers paysans qui refusent de partir. Il en résulte de graves heurts, et l'on ne sait pas encore ce qui en sortira.

Le mouvement paysan est encore officiellement sous la croyance en la « non-violence », mais cette doctrine réactionnaire pourrait aisément être démolie. Elle est une implantation purement artificielle des agents du Congrès petit-bourgeois et n'a aucune prise sérieuse dans les masses paysannes. Les quelque 300 millions de paysans de l'Inde veulent prendre les terres et sont très en avant de leurs « dirigeants ». Ils constituent une

force de réserve incroyablement puissante pour la révolution indienne, surtout dans les Provinces Centrales et les Provinces-Unies, où ils sont très militants et anti-Gandhi. Encore une fois, avec une direction bolchevique, ils balairaient le pays tout entier de leur action de masse.

Les Etats indigènes

C'est là peut-être l'aspect le plus étonnant de la montée actuelle du mouvement indien. Après avoir somnolé, dans certains cas pendant des siècles, le peuple de ces Etats féodaux (ce sont, en majorité écrasante, des paysans, des artisans de village et des ouvriers artisans, avec un infime saupoudrage de prolétaires modernes dans les Etats les plus avancés comme le Hyderabad) se sont levés *en masse* contre les Maharajah féodaux impuissants. Le Congrès les a toujours ignorés, jouant ainsi le jeu des Britanniques. Cependant les socialistes et les nationalistes de gauche s'en sont occupés et ont organisé ce qu'ils appellent les Congrès du peuple des Etats. Le programme limité de ces mouvements est limité aux revendications démocratiques sous le titre général de « gouvernement responsable », qui signifie une limitation sérieuse des pouvoirs absolus du souverain, un parlement démocratique, des réformes paysannes, etc. Dans des dizaines d'Etats se déroulent de violentes luttes entre le peuple et le souverain soutenu par les troupes britanniques. Ce mouvement a grandi si vite que la droite du Congrès et Gandhi ont eu peur qu'il échappe au contrôle (c'est-à-dire à leur contrôle) et ont pris des mesures pour y mettre fin. C'était l'une des raisons du dernier « jeûne » de Gandhi.

Une conférence vient juste de se tenir à Lhudiana, à laquelle des délégués des différents Etats indigènes ont organisé un Congrès du peuple des Etats, central pour toute l'Inde. Son objectif est de coordonner les différentes luttes isolées qui se déroulent à présent, mais, malheureusement, il est dominé par les éléments de la droite du Congrès. Ce que je veux souligner cependant, c'est que ce mouvement des 81 millions d'hommes des Etats constitue un développement unique dans l'histoire indienne et traduit la profondeur du sentiment révolutionnaire.

Le Congrès nationaliste indien

Le Congrès compte maintenant un effectif de 4 millions et demi d'ouvriers, de paysans, de petits-bourgeois, d'étudiants, etc. Une lutte idéologique confuse s'y est déroulée pendant quelque temps, la petite-bourgeoisie de la droite étant sortie victorieuse de la dernière session du Congrès à Tripuri. Le programme de la droite est clair : mettre fin à la montée des paysans et des ouvriers en la conduisant à l'impasse. C'est là la tâche particulière de Gandhi. Elaborer la nouvelle Constitution britannique ; obtenir des concessions pour la faible classe capitaliste indigène. La formulation la plus élevée du programme de la droite est le mot d'ordre

de « Purna Swaraj » (autonomie). C'est là une utopie réactionnaire dans la mesure où l'ensemble de la politique britannique en Inde repose sur le maintien du pays sous la forme coloniale pure. Le développement de l'Inde selon les lignes du Canada ou de l'Australie est absolument exclu.

Les ministères du Congrès de la droite se sont considérablement isolés des masses ouvrières et paysannes par leur politique de plus en plus réactionnaire. Il n'est pas nécessaire de décrire cela en détail ; il suffit de donner l'exemple du ministère du Congrès de Bombay qui a récemment donné un accueil chaleureux à Lord Linlithgow, le Vice-Roi, quand il a rendu visite à Bombay. Ils ont gagné la haine des masses par leurs actions qui sont de plus en plus celles d'une bourgeoisie compradore servile.

La fermentation dans le Congrès trouve son expression dans le développement de la gauche consistant essentiellement du Congress Socialist Party et d'une importante fraction de nationalistes de gauche indépendants.

Le Congress Socialist Party est incontestablement le développement politique le plus important de l'Inde. Il a été organisé il y a quatre ans et demi par un groupe d'anciens gandhistes qui ont été désillusionnés par la trahison de Gandhi. Il compte un million et demi de membres et est organisé *indépendamment* et en dehors du Congrès bien qu'il fasse de l'appartenance au Congrès une condition préalable pour l'adhésion au parti. Il a sa propre presse anglaise et indigène et a pu fonctionner démocratiquement à l'intérieur du Congrès. C'est plus un *bloc* de forces de gauche hétérogènes qu'un parti organisé. Il y a dans ses rangs des ouvriers, des paysans, des nationalistes de gauches, des étudiants, etc. Sa direction est aux mains de « radicaux » petits-bourgeois dont la grande majorité, j'en suis convaincu, sont dévoués, sincères et pleins de bonne volonté, mais confus. Organisationnellement, il est indépendant de la bourgeoisie indigène comme le prouve le fait qu'il a présenté partout des candidats en opposition aux candidats Gandhi de la droite lors des élections de délégués à la dernière session du Congrès. Politiquement cependant, son programme est nettement un programme d'adaptation à la droite du Congrès et d'excuses de la trahison des dirigeants du Congrès. Dans les rangs de ce grand parti centriste se reflètent tous les courants opposés de la politique indienne. L'objectif concret des gandhistes est de détruire ce parti, en l'excluant au besoin.

La direction du Congrès par Gandhi a été menacée par une action des délégués qui ont battu son candidat à la présidence et élu Bose — le nationaliste « de gauche ». Gandhi — qui est, selon moi, l'homme politique le plus perspicace et le plus intelligent jamais produit par l'Extrême-Orient — a immédiatement commencé une politique qui cherchait à obliger la gauche à capituler, en lui envoyant menaces et ultimatums. Nehru a été le premier à s'aligner, Bose l'a bientôt imité. Toute la presse de gauche, y compris les roystes, les socialistes et les staliniens, a entonné

l'hymne de l'« unité nationale ». Gandhi est sorti temporairement vainqueur parce que les « gauches » ont misérablement rampé. Néanmoins, les rapports sur la session du Congrès indiquent nettement que non seulement la lutte se poursuit, mais qu'elle va s'aiguiser et peut même aboutir à une scission. Cette scission sera dirigée par la partie révolutionnaire du Congress Socialist Party.

Il est important de noter l'augmentation de l'influence stalinienne dans les derniers jours. De nombreux dirigeants paysans et ouvriers — influencés par leur visage « gauche » depuis le pacte de Munich — ont rejoint le parti communiste. Une analyse des récentes élections municipales à Bombay — grande cité industrielle — le révèle. Voici les résultats :

Congrès : 54 élus, une majorité absolue du conseil. Quatre sur les 54 sont des socialistes du Congrès, parmi eux M.R. Masani et Yussuf Meherally, tous deux secrétaires du parti.

Les organisations communales réactionnaires ont 22 élus.

Les « indépendants » 26.

Le parti communiste qui est mis hors-la-loi par le Congrès à Bombay a présenté quatre candidats indépendants et tous ont été élus. Ils étaient candidats dans les quartiers ouvriers et ont dépassé les candidats du Congrès. L'un d'eux a obtenu 11 000 voix, le résultat le meilleur de tous les candidats.

Compte tenu des rapports actuels, on peut dire que l'inévitable mouvement de masse qui approche sera sous la « direction » des éléments de la droite du Congrès, les gauches leur filant le train. Mais cela revient à dire, je le réalise, qu'il est battu d'avance et c'est le fait brutal, à moins d'une intervention du facteur révolutionnaire. Et nous en arrivons là aux questions immédiates, pratiques.

**

Les liens de notre mouvement avec l'Inde sont tragiquement ténus, autant que j'aie pu le découvrir. C'est pourquoi je crois tellement nécessaire de prendre des mesures pour que notre Internationale sache qu'un grand mouvement de masse est en cours et qu'on doit faire autre chose que de se contenter de le commenter par écrit. La guerre civile espagnole est terminée, une autre commence !

Mes liens personnels avec le mouvement ont un peu progressé ces temps derniers. Je correspond avec les dirigeants du Congress Socialist Party et m'efforce de leur présenter nos idées, tout en critiquant sévèrement leurs échecs et leurs erreurs fondamentales. Mes articles dans *N.I.* ont été largement lus et discutés, le *Congress Socialist* a imprimé un article de moi et je viens juste d'en envoyer un autre, plus franc, que je suis certain qu'ils vont publier. Je crois que c'est le mieux que je puisse faire dans les circonstances données.

En outre, je viens juste de recruter à notre parti un membre dirigeant de la communauté ouvrière indienne locale. Cet homme dirige un club d'ouvriers indiens local qui, bien qu'à peine né, a déjà 260 membres. C'est un homme d'une grande expérience dans le mouvement révolutionnaire — il connaissait bien Saklatvala, M. N. Roy (qu'il déteste) et Chattopadhyaya. C'est un véritable atout pour notre parti et il m'a donné le moyen de toucher directement les 15 000 ouvriers indiens qui vivent en Amérique. Il pense retourner prochainement en Inde pour une visite de trois mois et peut nous rendre de réels services.

Tout cela, bien entendu, ne constitue pas un substitut qui nous dispense d'aborder directement le problème.

La solution *réelle* est aux mains de notre section anglaise. Elle semble malheureusement s'être endormie au travail. Il y a en Angleterre un membre de la section qui est indigène. C'est un ami de C.L.R. James et il est connu comme un camarade capable. Pourtant, quand je lui ai écrit à deux reprises en posant ces problèmes, il ne m'a même pas répondu. Notre journal anglais, *Workers Fight*, dans son dernier numéro, avait un long article sur les colonies qui ne mentionnait pas une seule fois l'Inde ! J'ai pu à peine en croire mes yeux en le lisant et j'ai immédiatement écrit une lettre de protestation au comité de rédaction. Il est clair pour moi qu'un mouvement en Inde secouera nécessairement les ouvriers anglais et que c'est *maintenant* le moment de se préparer à cet éveil par une éducation élémentaire. Qui d'autre que les ouvriers anglais pourra arrêter l'envoi de troupes et de munitions par Chamberlain ? Pourtant nos camarades anglais semblent dormir et laissent l'I.L.P. britannique leur voler le tonnerre !

C'est pourquoi, parmi les actions concrètes que nous pouvons prendre, je mets celle d'envoyer un camarade compétent et hautement qualifié en Inde. Cela doit, je crois, venir d'Angleterre. Deuxièmement, nous devons nouer des rapports avec le groupe récemment fondé à Bombay dont vous avez reçu un rapport. Ces camarades — si leur projet de déclaration peut être une indication — sont prisonniers d'une attitude sectaire et ont sans doute besoin d'être directement guidés. Pour ma part, je les presserais de rallier le Congress Socialist Party et de travailler dans ses rangs pour faire progresser la IV^e Internationale. Je pense que c'est la seule chose correcte qu'ils puissent faire à présent.

En outre, il est nécessaire pour notre direction internationale de devenir vivante et d'avoir conscience du fait que de sérieux événements s'annoncent en Inde. Je ne dis pas que c'est d'une importance primordiale, naturellement, mais cela pourrait se faire avant que six mois aient passé ! Je ressens profondément qu'il faut dès que possible faire quelque chose de concret.

Permettez-moi de conclure en exprimant ma conviction personnelle que ce pourraient bien être les masses de l'un des pays coloniaux d'Extrême-

Orient (Inde, Ceylan, Indochine) qui, par leur action intransigeante, produisent l'étincelle qui remettra sur pieds à nouveau le prolétariat européen. Le IV^e Internationale doit accorder plus d'attention spécifique à l'Extrême-Orient en général et à l'Inde en particulier.

J'espère que vous trouverez assez de temps pour répondre à quelques-unes des questions soulevées ici.

Léon Trotsky

Lettre ouverte aux travailleurs de l'Inde¹

25 juillet 1939

Chers Amis,

Des événements gigantesques et terribles approchent avec une force implacable. L'humanité vit dans l'attente de la guerre, qui entraînera naturellement dans son maelstrom les pays coloniaux et pèsera lourd sur leur destinée. Les agents du gouvernement britannique présentent les choses comme si la guerre allait être menée pour les principes de la « démocratie » qu'il faut sauver du fascisme. Tous les peuples doivent se rallier aux gouvernements « pacifiques » et « démocratiques » pour repousser les agresseurs fascistes. Alors la démocratie sera sauvée et la paix établie pour toujours. Cet évangile repose sur un mensonge délibéré. Si le gouvernement britannique est réellement intéressé à l'épanouissement de la démocratie, il a alors une occasion très simple de le démontrer : donner la liberté complète à l'Inde. Le droit à l'indépendance nationale est un des droits démocratiques élémentaires mais en réalité, le gouvernement de Londres est prêt à céder toutes les démocraties de la terre en échange d'un dixième de ses colonies.

Si le peuple hindou ne veut pas rester esclave pour toujours, alors il doit combattre et rejeter ces faux prédicateurs qui disent que le fascisme est *le seul* ennemi du peuple. Hitler et Mussolini sont, sans aucun doute, les pires ennemis des travailleurs et des opprimés. Ce sont des bourreaux sanglants animés de la plus grande haine contre les travailleurs et les opprimés du monde. Mais ils sont avant tout les ennemis du peuple allemand et italien sur le dos desquels ils sont assis. Les classes et les peuples opprimés doivent chercher — comme nous l'ont enseigné Marx, Engels, Lénine et Liebknecht — leur ennemi principal dans leur propre

1. Ce texte (T 3598), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library, était primitivement titré « L'Inde devant la Guerre impérialiste ».

pays, incarné par leurs propres exploiters et oppresseurs. Dans l'Inde, cet ennemi est avant tout la bourgeoisie anglaise. Le renversement de l'impérialisme anglais serait un coup terrible contre tous les oppresseurs, y compris les dictateurs fascistes. A la longue, les impérialismes se distinguent l'un de l'autre, non point par l'essence, mais par la forme. L'impérialisme allemand, dépourvu de colonies, se pare du terrible masque du fascisme avec ses crocs en avant. L'impérialisme anglais, gorgé, puisqu'il possède d'immenses colonies, cache ses crocs derrière le masque de la démocratie. Mais cette démocratie n'existe que pour le centre métropolitain, pour 45 000 000 d'âmes ou, plus exactement, pour la bourgeoisie dominante dans le centre métropolitain. L'Inde est dépourvue non seulement de démocratie, mais encore du droit le plus élémentaire, celui d'indépendance nationale. La démocratie impérialiste, c'est cette démocratie des propriétaires d'esclaves, nourrie avec le sang vivant des colonies. Mais l'Inde cherche à avoir sa propre démocratie, non à servir d'engrais aux propriétaires d'esclaves.

Ceux qui désirent en finir avec le fascisme, la réaction et toutes les formes d'oppression, doivent renverser l'impérialisme. Il n'y a pas d'autre voie. Cette tâche ne peut pourtant pas être réalisée par des méthodes pacifiques, des négociations ou des pétitions. Les propriétaires d'esclaves n'ont jamais, au cours de l'histoire, libéré volontairement leurs esclaves. Seule une lutte audacieuse et décidée du peuple de l'Inde pour son émancipation économique et nationale peut libérer l'Inde.

La bourgeoisie de l'Inde est incapable de conduire une lutte révolutionnaire. Elle est trop liée, elle dépend trop du capitalisme anglais. Elle tremble pour ses propres propriétés. Elle a peur des masses. Elle cherche des compromis avec l'impérialisme anglais, à n'importe quel prix, et trompe les masses de l'Inde avec des espoirs de réforme d'en haut. Le leader et le prophète de cette bourgeoisie est Gandhi. Un piètre leader et un faux prophète. Gandhi et ses princes ont développé la théorie que la position de l'Inde s'améliorera constamment, que ses libertés s'élargiront continuellement et que l'Inde deviendra un dominion sur la voie des réformes radicalement pacifiques. Toute cette perspective est fautive. Le capitalisme n'a été capable de faire des concessions que dans sa période ascendante, tant que les exploiters pouvaient compter fermement sur la croissance continue de leur profit. Aujourd'hui, il ne peut même plus en être question. L'impérialisme mondial est sur son déclin. La condition de toutes les nations impérialistes devient chaque jour plus difficile, tandis que les contradictions entre elles s'aggravent de plus en plus. Des armements monstrueux dévorent une partie toujours grandissante des revenus nationaux. Les impérialistes ne peuvent plus faire de concessions sérieuses ni à leurs propres masses laborieuses ni à leurs colonies. Au contraire, ils sont contraints de recourir à une exploitation de plus en plus bestiale. C'est en cela précisément que s'explique l'agonie mortelle du capitalisme.

Pour garder colonies, marchés et concessions contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon, le gouvernement de Londres est prêt à décimer des millions d'hommes. Est-il possible, sans avoir perdu complètement la raison, d'avoir le moindre espoir que cette obligarchie financière, rapace et sauvage, libèrera volontairement l'Inde ?

Il est vrai qu'un gouvernement du soi-disant Labour Party peut remplacer le gouvernement conservateur. Mais cela ne changera rien. Le parti labouriste — comme en témoigne tout son programme passé et présent — ne se distingue en rien des Torys dans la question coloniale. Le Labour Party exprime en réalité non point les intérêts de la classe ouvrière, mais les intérêts de la bureaucratie ouvrière, et de l'aristocratie ouvrière. C'est à cette couche que la bourgeoisie peut jeter des morceaux succulents parce qu'ils exploitent eux-mêmes sans pitié les colonies et, par-dessus tout, l'Inde. La bureaucratie ouvrière britannique — du Labour Party comme des Trade Unions — est directement intéressée à l'exploitation des colonies. Elle n'a pas le moindre désir de penser à l'émancipation de l'Inde. Tous ces messieurs — le Major Attlee, Sir Walter Citrine et compagnie — sont prêts à flétrir comme traître, comme aide à Hitler et à Mussolini, le mouvement révolutionnaire du peuple de l'Inde, et à recourir à des mesures militaires pour le supprimer. La politique actuelle de l'Internationale Communiste ne lui en est en aucune façon supérieure. Certes, il y a vingt ans, la III^e Internationale (l'Internationale Communiste) fut fondée comme véritable organisation révolutionnaire. Une de ses tâches les plus importantes était la libération des peuples coloniaux. Cependant, il ne reste plus aujourd'hui de ce programme que des souvenirs. Les leaders de l'Internationale sont devenus depuis longtemps les simples instruments de la bureaucratie de Moscou qui étouffe les masses ouvrières soviétiques et qui s'est transformée en une nouvelle aristocratie. Sans doute, dans les rangs des Partis Communistes des différents pays, y compris l'Inde, se trouvent de nombreux travailleurs honnêtes, des étudiants, etc., mais ce ne sont pas ceux-ci qui fixent la politique du Komintern. Le mot décisif appartient au Kremlin qui est guidé non par les intérêts des opprimés, mais par ceux de la nouvelle aristocratie de l'U.R.S.S.

Pour l'amour d'une alliance avec les gouvernements impérialistes, Staline et sa clique ont renoncé au programme révolutionnaire de l'émancipation des colonies. Un des leaders du Comintern, Manuilsky, l'avoua ouvertement au dernier congrès du parti de Staline tenu au mois de mars cette année à Moscou : « Les communistes mettent au premier plan la lutte pour l'auto-détermination des nationalités rendues esclaves par les gouvernements fascistes. Ils demandent l'auto-détermination de l'Autriche, des régions Sudètes, de la Corée, de Formose, de l'Abyssinie... ». Et pour l'Inde, l'Indochine, l'Algérie et les autres colonies de l'Angleterre et de la France ? Voilà ce que répond le représentant du Comintern :

« Les communistes demandent aux gouvernements impérialistes des Etats dits bourgeois démocratiques une amélioration immédiate (*sic* !) et rigoureuse (!) du niveau de vie des masses laborieuses des colonies et l'octroi de larges droits démocratiques aux colonies ». (*Pravda*, n° 70 du 12 mars 1939). En d'autres termes, en ce qui concerne les colonies de la France et de l'Angleterre, le Comintern est complètement passé sur les positions de Gandhi et la position conciliatrice de la bourgeoisie coloniale en général. Le Comintern a renoncé complètement à la lutte révolutionnaire pour l'indépendance de l'Inde. Il demande « à genoux » à l'impérialisme anglais de céder des « libertés démocratiques » à l'Inde. Les mots d'une amélioration immédiate et rigoureuse des niveaux de vie des masses laborieuses des colonies rendent un son particulièrement faux et cynique. Le capitalisme moderne, déclinant, gangréné, et en décomposition est de plus en plus contraint d'aggraver la position des ouvriers dans le centre métropolitain lui-même. Comment pourrait-il améliorer la position des travailleurs dans les colonies dont il est obligé d'extraire toute la sève vitale pour pouvoir maintenir son propre état d'équilibre ? L'amélioration des conditions de masses laborieuses des colonies n'est possible que sur la voie du renversement total de l'impérialisme.

Mais le parti communiste est allé encore plus loin sur le chemin de la trahison. D'après Manuilsky, les communistes « subordonnent la réalisation de ce droit de sécession... dans l'intérêt de la défaite du fascisme ». Autrement dit, dans le cas d'une guerre entre l'Angleterre et la France au sujet des colonies, le peuple de l'Inde doit supporter ses actuels propriétaires d'esclaves, les impérialistes britanniques. C'est-à-dire qu'il doit verser son sang non pour sa propre émancipation, mais pour préserver la domination de la « city » sur l'Inde. Et ces canailles osent citer Marx et Lénine ! En vérité, leur maître et chef n'est autre que Staline. Le chef d'une nouvelle aristocratie bureaucratique, le boucher du parti bolchevique, l'étrangleur des ouvriers et des paysans.

Les staliniens couvrent leur politique de servitude vis-à-vis des impérialismes anglais, français et américains avec la formule du « front populaire ». Quelle dérision ! Le « front populaire » n'est que le nouveau nom d'une vieille politique qui repose sur la collaboration de classes, sur la coalition entre le prolétariat et la bourgeoisie. Dans toutes ces coalitions, la direction revient invariablement aux mains de l'aile droite, c'est-à-dire aux mains de la classe possédante. La bourgeoisie indienne, comme il a été établi, ne désire que la négociation pacifique et non la lutte. La coalition avec la bourgeoisie mène le prolétariat à la négation de sa lutte contre l'impérialisme. La politique de coalition implique le piétinement sur place, la temporisation, les faux espoirs, le fourvoiement dans des intrigues et des manœuvres creuses. A la suite d'une telle politique, la désillusion s'empare inévitablement des masses ouvrières, les paysans tournent le dos au prolétariat et tombent dans l'apathie. La révolution allemande, la

révolution autrichienne, la révolution chinoise et la révolution espagnole ont toutes succombé comme conséquence de la politique de coalition. C'est exactement le même danger qui menace la révolution de l'Inde, où les staliniens lui opposent, sous le déguisement du « front populaire », une politique de subordination du prolétariat à la bourgeoisie. Elle signifie dans l'action le rejet de la lutte pour le pouvoir, le rejet de la lutte de la révolution, le rejet du programme agraire révolutionnaire, le rejet de l'armement des travailleurs. Dans le cas où la bourgeoisie de l'Inde serait elle-même obligée de faire le moindre petit pas sur le chemin de la lutte contre la domination arbitraire de la Grande-Bretagne, le prolétariat soutiendra naturellement un tel pas. Mais il le soutiendra avec ses *propres méthodes* : meetings de masse, mots d'ordre audacieux, grèves, manifestations et actions de combat plus décisives, en fonction du rapport de force et des circonstances. Précisément, pour faire cela, le prolétariat a besoin d'avoir les mains libres. L'indépendance complète vis-à-vis de la bourgeoisie est indispensable au prolétariat, par-dessus tout pour qu'il puisse exercer une influence sur la paysannerie, la masse prédominante de la population de l'Inde. Seul le prolétariat est capable de mettre en avant un audacieux programme agraire révolutionnaire, de soulever et de rassembler des dizaines de millions de paysans et de les conduire dans la lutte contre les oppresseurs indigènes et l'impérialisme britannique. L'alliance des travailleurs et des paysans pauvres est la seule alliance honnête et digne de confiance qui puisse assurer la victoire finale de la révolution de l'Inde.

Tous les problèmes du temps de paix conserveront leur force en temps de guerre, mais ils auront un caractère beaucoup plus tranchant. Tout d'abord l'exploitation des colonies sera grandement intensifiée. Les centres métropolitains ne tireront pas seulement des aliments et des matières premières des colonies, mais encore ils mobiliseront un grand nombre d'esclaves coloniaux qui devront se faire tuer sur les champs de bataille de leurs maîtres. Pendant que la bourgeoisie coloniale aura le museau profondément enfoncé dans les commandes de guerre, elle renoncera à l'opposition au nom du patriotisme et des profits. Gandhi est déjà en train de préparer le terrain pour une telle politique. Ces messieurs continueront à battre le tambour : « Nous devons attendre patiemment la fin de la guerre et alors Londres nous récompensera pour l'assistance que nous lui avons donnée ». En réalité, les impérialistes redoubleront et tripleront l'exploitation des travailleurs, aussi bien dans la métropole que dans les colonies, et surtout dans ces dernières, pour restaurer le pays après le carnage et la dévastation de la guerre. Dans ces circonstances, ni nouvelles réformes sociales dans les centres métropolitains, ni concessions de liberté aux colonies ! De doubles chaînes d'esclavage, telle sera la conséquence inévitable de la guerre, si les masses de l'Inde suivent la politique de Gandhi, des staliniens et de leurs amis.

Pourtant, la guerre peut apporter à l'Inde aussi bien qu'à d'autres colonies, non pas un redoublement d'esclavage, mais au contraire une liberté complète, à condition toutefois de mener une juste politique révolutionnaire. Le peuple de l'Inde doit dès le début dissocier son destin de celui de l'impérialisme britannique : les oppresseurs et les opprimés sont des deux côtés opposés des tranchées. Aucune aide, quelle qu'elle soit, aux propriétaires d'esclaves ! Au contraire, il faut utiliser les immenses difficultés que la guerre apportera pour asséner un coup mortel à toutes les classes dirigeantes. C'est de cette manière que les classes et les peuples devraient agir dans tous les pays, sans tenir compte de ce que ces messieurs les impérialistes portent le masque démocratique ou le masque fasciste.

Pour réaliser une telle politique, un *parti révolutionnaire* qui s'appuie sur l'avant-garde du prolétariat est nécessaire. Un tel parti n'existe pas en Inde. La IV^e Internationale offre à ce parti son programme, son expérience, sa collaboration. Les conditions fondamentales pour un tel parti sont : indépendance complète envers la démocratie impérialiste, indépendance complète envers le II^e et la III^e Internationale, indépendance complète envers la bourgeoisie nationale de l'Inde.

Des sections de la IV^e Internationale existent dans nombre de pays coloniaux et semi-coloniaux et elles y font des progrès heureux. La première place est indiscutablement tenue par notre section de l'Indochine française, qui mène un combat irréconciliable contre les mystifications du « front populaire ». « Les leaders staliniens », écrit le journal des travailleurs de Saïgon (*La Lutte* du 7 avril), « ont fait un autre pas sur le chemin de la trahison. Jetant leur masque révolutionnaire, ils sont devenus les champions de l'impérialisme et parlent ouvertement contre l'émancipation des peuples opprimés ». Grâce à leur audacieuse politique révolutionnaire, les prolétaires de Saïgon, membres de la IV^e Internationale, ont obtenu une brillante victoire sur le bloc du parti dominant et des staliniens, aux élections du conseil colonial au mois d'avril de cette année.

C'est exactement la même politique qui doit être suivie par les ouvriers avancés de l'Inde britannique. Nous devons rejeter les faux espoirs et repousser les faux amis. Nous ne devons avoir confiance qu'en nous-mêmes, qu'en nos propres forces révolutionnaires. La lutte pour l'indépendance nationale, pour une république indienne indépendante est indissolublement liée à la révolution agraire, à la nationalisation des banques et des trusts, à plusieurs autres mesures économiques tendant à élever le niveau de vie du pays et à faire des masses laborieuses les maîtres de leur propre destinée. Seul le prolétariat, allié à la paysannerie est capable de réaliser ces tâches.

Dans sa phase initiale, le parti révolutionnaire formera sans doute une petite minorité. Cependant, contrairement aux autres partis, il rendra compte clairement de la situation, et marchera sans crainte vers son grand but. Il est indispensable d'établir dans toutes les villes et centres industriels des groupes de travailleurs se plaçant sous les drapeaux de la IV^e Internationale. Seuls les intellectuels qui sont complètement passés du côté du prolétariat pourront être admis dans ces groupes. Etrangers au sectarisme qui se replie sur lui-même, les ouvriers marxistes révolutionnaires doivent participer activement au travail des Trade-Unions (syndicats), des sociétés éducatives, du parti socialiste du congrès et en général de toutes les organisations de masses. Partout, ils expliquent leur programme d'une façon patiente et amicale aux travailleurs, paysans et intellectuels révolutionnaires. De grands événements viendront en aide aux bolcheviks léninistes de l'Inde, en révélant aux masses la justesse de leur voie. Le parti croîtra vite et se trempera au feu.

Permettez-moi d'exprimer mon ferme espoir que la lutte révolutionnaire pour l'émancipation de l'Inde se déploiera sous le drapeau de la IV^e Internationale.

Comité de Formation du B.L.P.I.

Les classes en Inde et leurs rôles politiques¹

Les princes indigènes

La révolte de 1857 représenta la dernière tentative de la vieille classe dirigeante féodale de l'Inde pour rejeter le joug britannique. Cette révolte qui, malgré le caractère réactionnaire de sa direction, mit à nu la profondeur du mécontentement et de la fermentation populaires, inquiéta les maîtres britanniques et mena à un tournant radical de leur politique en Inde. A la recherche de bases d'un soutien social et politique, les Britanniques abandonnèrent leur politique d'annexion dans l'Inde britannique d'États indiens et, à la place, garantirent à ce qui restait des anciens maîtres féodaux leurs positions privilégiées et parasitaires dans d'innombrables petites principautés, étayant leur pouvoir, les protégeant contre les masses et recevant en retour le soutien sans réserves de la domination britannique par ces éléments. Les princes de ces États indiens maintenus au prix d'une multiplication chaotique des subdivisions administratives, ne sont plus aujourd'hui que les outils corrompus et dépendants de l'impérialisme britannique, et les États feudataires, comme un damier dans toute l'Inde, ne sont guère plus qu'un vaste réseau de forteresses érigées par les Britanniques pour leur propre défense. La variété de ces États et de la juridiction des princes féodaux défie une description générale, mais tous soutiennent également la politique réactionnaire de l'impérialisme en Inde. Le despotisme et le mauvais gouvernement de la grande majorité de ces maîtres dans leurs territoires ont créé et perpétué des conditions d'arriération extrême, même pour l'Inde, incluant les formes les plus primitives du féodalisme et de l'esclavage même. Leurs intérêts collectifs sont représentés par la Chambre des Princes, créée en 1921, l'organisme le plus réactionnaire de toute l'Inde.

1. Extrait des thèses du comité de formation du Bolshevik-Leninist Party of India, rédigées à la fin de 1941, publiées aux États-Unis dans *Fourth International*, mars 1942, pp. 82-87. Nous n'avons pas eu de texte intégral publié en Inde.

Les Landlords

Les soutiens les plus fermes de la domination britannique en Inde, après les princes, sont les landlords. En fait, la majorité des princes ne sont eux-mêmes rien de plus que des landlords magnifiés, jouant le même rôle que les landlords de l'Inde britannique. Les landlords de l'Inde ont un palmarès d'oppression médiévale, d'extorsion de rente et d'usure, et de gangstérisme débridé contre une paysannerie désarmée, qui ont fait d'eux les exploiters les plus hâis en Inde. L'extension rapide des grandes propriétés à l'époque moderne à travers le développement de nouvelles classes parasites intermédiaires au détriment de la paysannerie, a non seulement accru le nombre de ceux qui perçoivent la rente foncière, mais fermement lié leurs intérêts à ceux de la classe capitaliste indienne à travers les liens de l'investissement et de l'hypothèque. Le rôle politique des landlords a toujours été d'étroite soumission à l'impérialisme britannique en même temps que d'obstacle le plus important sur la route du développement agricole qui exige une profonde révolution démocratique dans le domaine agraire et la liquidation du landlordisme sous toutes ses formes.

La seconde moitié du XIX^e siècle a vu le développement à Bombay et dans d'autres centres industriels d'une classe capitaliste. La bourgeoisie indienne des premiers temps, consciente de sa faiblesse et de sa position de dépendance dans l'économie, ne contestait en rien la domination britannique. Mais le profond conflit économique entre ses intérêts propres et ceux de ses concurrents britanniques l'a amenée, à partir de la première décennie du XX^e siècle, à se servir du mouvement politique national pour renforcer sa capacité de marchandage avec l'impérialisme britannique.

La bourgeoisie indienne

La bourgeoisie, en l'absence de toute classe concurrente et particulièrement d'un mouvement prolétarien indépendant, a assumé la pleine direction du mouvement politique national par l'intermédiaire de son parti, le Congrès National Indien. Le caractère bourgeois de la direction du mouvement a été clairement démontré en 1905 par le choix d'un boycottage économique des produits étrangers comme méthode pour lutter contre la partition du Bengale. Pendant cette période, la bourgeoisie définissait comme son objectif d'atteindre « un auto-gouvernement colonial dans le cadre de l'Empire » en tant que partenaire subalterne de l'impérialisme. Elle abandonna la lutte et adopta une politique de coopération avec les Britanniques après l'octroi des réformes Morley-Minto, ses propres objectifs étant atteints pour le moment.

Les dernières années d'après la seconde guerre mondiale et celles qui l'ont immédiatement suivie, ont été marquées par le développement, pour

la première fois depuis 1857, d'une lutte de masse à l'échelle nationale, contre l'impérialisme, basée sur le mécontentement et l'agitation de la paysannerie et de la classe ouvrière. Ce mécontentement était particulièrement marqué à Bombay où la vague de grèves ouvrières atteignit une échelle sans précédent aux Indes, avec son apogée en 1920, année où le nombre de grévistes atteignit le chiffre énorme d'un million et demi. Les réformes Montagu-Chelmsford étaient destinées à faire face à cette menace grandissante en achetant la direction bourgeoise, et elles atteignirent cet objectif dans une certaine mesure, puisque la fraction de la bourgeoisie qui voulait une coopération sincère avec le gouvernement quitta le Congrès pour former le parti libéral en 1918. Mais la croissance du mouvement de masse obligea la bourgeoisie à choisir entre l'entrée dans les luttes et l'isolement par rapport aux masses. Lançant sous son propre drapeau le mouvement de résistance passive et, plus tard, le mouvement de désobéissance civile de masse de 1921, le Congrès s'engagea dans la lutte, mais seulement pour la trahir de l'intérieur.

Le mouvement de masse qui, en dépit de la timidité et de la mollesse de sa direction, était devenu une véritable révolte de masse contre le Raj britannique, fut soudain rapporté, alors qu'il était à son sommet, par le dirigeant bourgeois Gandhi, et il s'en suivit pour les masses une période de démoralisation. Le caractère réactionnaire traître de la direction bourgeoise apparut clairement dans la résolution Bardoli de 1922 qui condamnait la campagne de refus de paiement de la paysannerie et insistait pour que les rentes continuent à être payées aux landlords, assurant aux zamindars — les landlords — que le Congrès « n'avait pas l'intention de s'en prendre à leurs droits légaux ». La bourgeoisie démontrait ainsi son attitude réactionnaire à l'égard de la question agraire qui constitue la force motrice de la révolution en Inde.

Avec l'aggravation des conditions de la fin des années vingt, la lutte de masse se développa de nouveau sur un rythme accéléré et le Congrès la conduisit de nouveau à la défaite (1930-1934). Les objectifs de ce nouveau combat furent d'avance limités par Gandhi aux fameux onze points qui représentaient exclusivement les revendications les plus pressantes de la bourgeoisie indienne. Le mouvement se développa néanmoins en 1930 bien au-delà des limites assignées par le Congrès, avec une montée de grèves, de puissantes manifestations, le raid contre l'arsenal de Chittagong et les soulèvements de Peshawar et Sholapur. Gandhi déclara ouvertement au Vice-Roi qu'il combattait autant contre les formes grandissantes de révolte que contre l'impérialisme britannique. A partir de là, la bourgeoisie chercha à arracher à l'impérialisme des concessions pour prix de sa trahison de la lutte de masses dans laquelle elle voyait une menace réelle grandissante contre elle-même. L'accord Gandhi-Irwin fut un accord contre le mouvement de masses et ouvrit la voie à une répression épouvantable qui s'abattit sur le mouvement pendant son reflux en 1932-1934.

Depuis 1934, l'objectif de Gandhi et des dirigeants du Congrès a été d'empêcher la réapparition de luttes de masses contre l'impérialisme, tout en utilisant leur position de direction du mouvement national pour s'assurer les concessions qu'ils espèrent obtenir de l'impérialisme britannique. Ils voient dans les forces montantes de la révolte et particulièrement dans l'émergence de la classe ouvrière en tant que force politique, une menace pour leurs propres bases d'exploitation et suivent par conséquent une politique de plus en plus réactionnaire. En réorganisant l'administration du parti de façon à assurer à la bourgeoisie la position inexpugnable de direction, en 1934, ils ont transféré le centre des activités sur le terrain parlementaire et l'élaboration d'une nouvelle constitution de façon à assurer le maximum de bénéfices à la bourgeoisie, jusqu'à ce que l'intransigeance du parlement britannique et du gouvernement indien dans la situation de la guerre, ainsi que le retrait de nombre des concessions politiques sur l'autonomie locale, obligent à nouveau le Congrès à passer dans l'opposition en 1939. La bourgeoisie du Congrès engagea alors une campagne restreinte de désobéissance civile individuelle « non violente » avec des objectifs étroitement bourgeois et sous le contrôle direct de Gandhi personnellement. Elle espérait empêcher par cette initiative le développement d'une sérieuse lutte de masse contre l'impérialisme dont la direction ne peut que lui échapper.

L'instrument principal par lequel la bourgeoisie indienne cherche à maintenir son contrôle sur le mouvement national est le Congrès national indien, parti classique de la classe capitaliste indienne, qui cherche le soutien de la petite bourgeoisie et, si possible, des ouvriers, pour ses propres objectifs. En dépit du fait que, dans ces conditions, des éléments révolutionnaires et semi-révolutionnaires demeurent dans les rangs du Congrès, en dépit de ses effectifs de masse (cinq millions en 1939) et des déclarations programmatiques démagogiques (Assemblée constituante, réforme agraire) répétées du Congrès, sa direction politique demeure exclusivement aux mains de la bourgeoisie, de même que le contrôle de l'organisation du parti, comme ce fut prouvé de façon dramatique à Tripuri et ensuite. Le Congrès National Indien, dans sa composition sociale, son organisation et surtout sa direction politique, peut être comparé au Guomindang qui conduisit la révolution chinoise de 1925-1927 à la trahison et la défaite.

La caractérisation du Congrès National Indien comme un parti pluri-classiste, comme le « Front unique national » ou « une plateforme plutôt qu'un parti » est une duperie flagrante calculée seulement de façon à donner d'avance à la bourgeoisie la direction dans la lutte qui vient et la conclure à l'avance par trahison et défaite.

Les intérêts les plus réactionnaires de la bourgeoisie indienne trouvent une expression dans les nombreuses organisations qui coexistent avec le Congrès. Ainsi, la Fédération libérale (1918) représente ceux des

éléments bourgeois qui coopèrent ouvertement avec l'impérialisme. Les intérêts fractionnels des classes propriétaires sont représentés par les diverses organisations communales, notamment la Ligue Musulmane (1905) et la Hindu Maha Sabha (1925) qui sont dominées par les gros propriétaires fonciers et les intérêts bourgeois et poursuivent une politique réactionnaire sur toutes les questions sociales et économiques, obtenant un peu de soutien populaire par un appel au sentiment religieux et communaliste des masses arriérées.

L'intelligentsia petite bourgeoise

Du fait de leur position de dépendance à l'égard de la classe capitaliste et de l'absence de toute contestation de sa direction par le prolétariat, les divers éléments de la petite-bourgeoisie urbaine et l'intelligentsia petite-bourgeoise ont toujours joué le rôle de satellites de la bourgeoisie. La radicalisation de la petite bourgeoisie sous l'impérialisme a trouvé son expression première et très forte dans le durable mouvement terroriste au Bengale et ailleurs, dont l'échec, malgré l'héroïsme de ses protagonistes, a finalement démontré la profonde incapacité de l'intelligentsia petite-bourgeoise à trouver une solution indépendante de ses propres problèmes.

Aujourd'hui, la petite bourgeoisie indienne trouve son reflet politique dans les diverses organisations dans les rangs ou sous l'influence du Congrès National Indien, comme le Forward Bloc, le Congress Socialist Party, le Radical Democratic Party de M.N. Roy, etc.

A l'intérieur du Congrès, les dirigeants petits-bourgeois se sont toujours laissés utiliser par la bourgeoisie comme une couverture devant les masses, en couvrant par leurs phrases radicales et leur démagogie irresponsable le goufre qui sépare la direction réactionnaire du Congrès des espoirs et aspirations des masses. Ainsi, la démagogie de Bose et de Nehru, comme les phrases « socialistes » de M.N. Roy et du Congress Socialist Party, pour ne pas parler du « marxisme » des champions du Front national uni du Communist Party of India, ont à leur tour servi d'écran de fumée aux dirigeants gandhistes pour leurs propres manœuvres réactionnaires.

La capitulation humiliante du Congress Socialist Party devant la direction du Congrès, la conversion de M.N. Roy et de ses Radical-démocrates en bellicistes impérialistes et le départ de la scène indienne de Subhas Chandra Bose constituent des symptômes de l'affaiblissement du rôle politique de l'intelligentsia petite-bourgeoise, qui, indépendamment des postures théâtrales qu'elle peut prendre devant les masses en temps normal, révèle, au moment de la montée de la crise, sa faillite politique et dont la raison d'être est d'être utilisée par la bourgeoisie pour tromper les masses.

La Paysannerie

La paysannerie constitue la grande majorité de la population indienne (70 %). La stagnation et la détérioration de l'agriculture, la faim grandissante de terre, les exactions du gouvernement, l'extension du landlordisme parasitaire, le poids accru de la dette rurale et l'expropriation consécutive des agriculteurs sont en train de conduire inexorablement la paysannerie sur une voie révolutionnaire. L'agitation paysanne, aboutissant souvent à de véritables soulèvements (Révolte des Santhals en 1855, Emeutes de Deccan en 1875) ont été un motif récurrent de l'histoire indienne. Au cours des deux dernières décennies et particulièrement depuis la crise économique mondiale (1929), le mouvement paysan a monté et pris un caractère toujours plus radical.

C'est précisément la profondeur et l'étendue de la crise agraire qui met la révolution contre l'impérialisme à l'ordre du jour, lui donne la force et la portée nécessaires pour renverser le pouvoir dominant. La révolution agraire exige néanmoins la direction d'une autre classe pour élever la lutte au niveau d'une révolution nationale. L'isolement et la dispersion de l'économie paysanne, l'arriération historique et politique des masses rurales, le manque de cohésion à l'intérieur de la paysannerie, les objectifs opposés de ses différentes couches, tout cela se combine pour empêcher la paysannerie de jouer un rôle indépendant dans la révolution qui vient.

L'invasion des intérêts monétaires a gravement accéléré les tendances à la désintégration dans la paysannerie. La création d'une vaste armée de paysans sans terre, de métayers et d'ouvriers agricoles à la campagne a considérablement compliqué le problème agraire et rendu nécessaires des mesures révolutionnaires de la plus longue portée. L'antagonisme fondamental entre le landlord et le paysan n'a pas été réduit par l'entrée dans l'agriculture du capital financier, puisque cette dernière n'a apporté aucune amélioration, ni dans les méthodes de culture, ni dans le système de tenure de la terre. Au contraire, l'antagonisme paysan-landlord a été considérablement aggravé par l'extension des exigences parasitaires sur la terre et le renversement du landlordisme par le transfert de la terre au cultivateur demeure la tâche première de la révolution agraire. Cet antagonisme fondamental a été néanmoins doublé par un antagonisme nouveau qui se reflète dans l'augmentation d'un prolétariat agricole au sens strict du mot. En outre, l'invasion du capital financier a rendu plus pressant le problème des hypothèques et des dettes rurales dans certaines régions que dans d'autres, et l'ensemble de ces faits donnera sans doute à la révolution agraire, au moins dans certaines régions, un caractère anti-capitaliste à une étape précoce.

La Direction de la paysannerie

La direction de la révolution, que la paysannerie ne peut pour sa part assurer, ne peut venir que d'une classe urbaine. Mais la bourgeoisie urbaine ne peut la fournir, puisque d'abord elle est profondément réactionnaire dans la question agraire, puisqu'elle prend une importante part, comme on sait, dans l'exploitation parasitaire de la paysannerie. Surtout, la bourgeoisie, compte tenu de sa faiblesse et de sa dépendance à l'égard de l'impérialisme, est vouée à jouer dans la lutte qui vient pour le pouvoir un rôle contre-révolutionnaire.

La direction de la paysannerie dans la révolution agraire démocratique petite-bourgeoise qui est à l'ordre du jour immédiat ne peut donc venir que du prolétariat industriel, et une alliance entre le prolétariat et la paysannerie est une condition préalable fondamentale de la révolution indienne. Cette alliance ne peut être conçue sous la forme d'un « parti ouvrier et paysan » ou d'une « dictature démocratique » dans la révolution. L'alliance révolutionnaire entre le prolétariat et la paysannerie ne peut avoir le sens que de la direction par le prolétariat de la lutte paysanne, et, dans le cas de victoire révolutionnaire, de l'établissement de la dictature du prolétariat avec le soutien de la paysannerie.

Le Mouvement paysan

Le développement récent du mouvement paysan a conduit à la formation d'organisations de masse variées dans la paysannerie, dont les plus importantes sont les Kisan Sanghs (comités paysans), liés de façon lâche à l'échelle des districts, provinces et finalement à l'échelle de l'Inde dans le All-India Kisan Sabha qui comptait, en 1939, 800 000 membres. Ces associations, dont le caractère précis varie d'un district à l'autre, sont généralement aujourd'hui sous le contrôle et l'influence d'éléments de l'intelligentsia petite-bourgeoise qui, ainsi qu'on vient de le souligner, ne peuvent suivre une politique de classe indépendante de la bourgeoisie, bien que la pression de masses croissante sur elles se reflète dans le fait qu'elles sont obligées de lancer des mots d'ordre toujours plus radicaux. Il n'existe aucun moyen de déterminer d'avance le rôle exact des Kisan Sanghs dans la révolution qui vient. Il sera déterminé par le rapport des forces intérieur, lequel dépend à son tour dans une grande mesure de la conscience et du militantisme des couches inférieures de la paysannerie et de l'étendue du contrôle qu'elles exercent sur les Kisan Sanghs. Mais on peut affirmer d'avance, sur la base de l'expérience des révolutions indienne et chinoise que l'existence des Kisan Sanghs sur une échelle pourtant grande ne peut offrir de substitut aux organisations *séparées* de paysans pauvres et d'ouvriers agricoles dans les soviets ruraux, sous la direction de la classe ouvrière urbaine. Seuls les soviets peuvent donner la garantie que la révolution agraire sera menée jusqu'au bout.

La Classe ouvrière

Le prolétariat industriel est le produit du capitalisme moderne en Inde. Sa rapide croissance depuis 1914 peut être illustrée par une comparaison entre les Factory Acts Statistics de 1914 et 1936 :

	<i>Nombre d'usines</i>	<i>Nombre d'ouvriers employés</i>
1914	2 936	950 973
1936	9 329	1 652 147

La force numérique du prolétariat industriel peut être évaluée à cinq millions, distribués essentiellement comme suit (chiffres de 1935) :

a) Ouvriers dans des usines équipées d'énergie (y compris dans les Etats indigènes)	1 855 000
b) Mineurs	371 000
c) Cheminots	636 000
d) Ouvriers du transport	361 000
e) Ouvriers de plantations	1 000 000

La classe ouvrière indienne est employée surtout dans l'industrie légère (coton, jute, etc.) mais aussi dans une certaine mesure dans les industries du fer, de l'acier, du ciment et du charbon. Le degré de concentration dans les établissements industriels est relativement élevé du fait du caractère récent du développement industriel et du caractère typiquement moderne de nombre des entreprises nouvelles. La place que le prolétariat occupe dans la société indienne ne peut être évaluée à partir de sa dimension réelle ; sa vraie mesure, c'est la place vitale qu'il occupe dans l'économie du pays.

Les salaires du prolétariat indien sont parmi les plus bas, ses conditions de vie les plus misérables, ses horaires de travail les plus lourds, les conditions dans les usines les pires, le taux de mortalité le plus élevé dans le monde civilisé. Le combat pour porter remède à ces conditions intolérables et pour se protéger contre l'aggravation brutale des conditions de leur exploitation conduit directement les ouvriers à la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et le système capitaliste, dont la destruction est nécessaire à leur émancipation.

Les luttes de la classe ouvrière

L'histoire de la lutte prolétarienne en Inde remonte au siècle dernier ; mais le mouvement n'a pris un caractère organisé que dans la période de l'après-guerre. La première grande vague gréviste (1918-1921) a montré l'apparition de la classe ouvrière indienne comme force séparée et a donné au mouvement politique national pendant cette période une signification réellement révolutionnaire pour la première fois dans son histoire. En 1920, au sommet de la vague gréviste, l'Indian Trade Union Congress a été formé.

La seconde grande vague de grèves de fin des années vingt, particulièrement à Bombay, a montré un immense progrès dans le mouvement de la classe ouvrière, marqué par un éveil grandissant aux idées communistes. Les millions, toujours plus nombreux, d'ouvriers indiens et l'influence grandissante des communistes, ont été à l'origine du fait que le mouvement a été scissionné par ceux de ses dirigeants qui cherchaient la voie de la collaboration avec la bourgeoisie. Ainsi a été constituée en 1929 la réactionnaire Trade Union Federation. La politique des dirigeants ouvriers réactionnaires était facilitée par la désastreuse politique de « syndicats rouges » suivie par le parti communiste de l'Inde sur les instructions de la bureaucratie de l'Internationale communiste. Avec l'arrestation des dirigeants communistes sur la base d'une accusation forgée de toutes pièces (l'affaire de la conspiration de Meerut) et de la scission ultérieure du Trade Union Congress en 1931, la vague de lutte de la classe ouvrière a une fois de plus reflué. C'est pendant cette période (1930-1931) que le Parti communiste de l'Inde, qui jouissait de la confiance des travailleurs qui s'éveillaient, a commis la grave erreur politique de se tenir à l'écart du mouvement de masses qui prenait de nouveau des dimensions révolutionnaires.

La tendance à la reprise économique qui a commencé en 1936, jointe aux activités de masse en liaison avec la campagne électorale du Congrès ont provoqué une renaissance du mouvement de masse entré à nouveau alors dans une période de montée. Les ministères du Congrès ont vu ressurgir le mouvement de grève de la classe ouvrière avec la grève du jute du Bengale (1937) et celle du textile de Cawnpore (1938), résurgence qui n'a pu être arrêtée que par des mesures de répression accrues prises par le gouvernement depuis l'éclatement de la guerre. Mais pas avant que la classe ouvrière indienne ait clairement démontré son attitude à l'égard de la guerre impérialiste, particulièrement par la grève politique de masse contre la guerre de 80 000 travailleurs à Bombay.

Les Groupes de gauche

Le Communist Party of India qui seul aurait pu, au cours des deux dernières décennies, fournir la direction marxiste qui est avant tout nécessaire, a commis, au lieu de le faire, des erreurs irresponsables exprimant la politique bureaucratiquement conçue de l'Internationale communiste. Conformément à son objectif programmatique central erroné, la « dictature démocratique » du prolétariat et de la paysannerie, le C.P.I. a encouragé de 1926 à 1928 le développement de partis « ouvriers et paysans » aux dépens des partis ouvriers indépendants. Cette politique a été balayée en 1929 pour faire place à une politique sectaire ultra-gauchiste (dans la fameuse « troisième période » du Comintern), dont l'apparition s'exprima avec la scission des syndicats par la formation de « syndicats

rouges ». Cette politique sectaire du C.P.I. conduisit à l'isoler de la lutte de masses de 1930-1931 et facilita d'autant la trahison de cette lutte par la bourgeoisie. Dans la période de reflux qui suivit (1934), le C.P.I. fut plongé dans l'illégalité et y est resté depuis. A partir de 1935, le C.P.I. (encore à l'initiative de l'Internationale communiste maintenant devenue ouvertement l'instrument de la bureaucratie soviétique) renversa une fois de plus sa politique et tendit la main à la bourgeoisie pour collaborer à travers la politique du Front national uni qui crédita la bourgeoisie d'un rôle révolutionnaire. Le C.P.I. fut transformé en une opposition loyale à l'intérieur du Congrès n'ayant aucune politique indépendante de cette organisation, un état de choses qui se prolonge aujourd'hui.

Faisant mécaniquement écho à tout nouveau mot d'ordre lancé par l'Internationale communiste pour répondre aux besoins de la politique changeante des bureaucrates soviétiques, le C.P.I. a démontré son caractère réactionnaire par son attitude à l'égard de la guerre impérialiste. Avec sa théorie fautive du front national uni, le C.P.I. est prêt à rééditer la trahison de la révolution chinoise en remettant à la direction de la lutte révolutionnaire à la bourgeoisie traîtresse. Le Communist Party of India, du fait du prestige dont il jouit à cause de la révolution russe et de l'Union soviétique, est aujourd'hui l'influence la plus *dangereuse* à l'intérieur de la classe ouvrière indienne.

Prêchant ouvertement la collaboration avec la bourgeoisie et aujourd'hui avec l'impérialisme britannique en guerre, il y a le parti de M.N. Roy. Sa base se rétrécissant dans la classe ouvrière, Roy a cherché une audience dans la bureaucratie ouvrière qui soutient la guerre et dans la bourgeoisie elle-même.

Le Congress Socialist Party (1934) a suivi dès le début une politique de soumission totale à la bourgeoisie du Congrès et il n'a absolument aucune base dans la classe ouvrière. Abandonnant sa prétention à une existence indépendante, le C.S.P. a été ouvertement scissionné par les communistes qui l'avaient pénétré et n'est plus aujourd'hui qu'une coquille vide de toute substance politique.

A la gauche du Communist Party, dégoûtés par ses dirigeants bureaucratiques et sa politique réactionnaire, existent un certain nombre de petits partis et groupes sur des positions plus ou moins centristes. Ainsi le Bengale Labor Party (Bolshevik Party of India), le Red Flag Communist (Communist Party) dirigé par S.N. Tagore, etc. Sans politique révolutionnaire nette, sans avoir décisivement rompu sur le plan politique et d'organisation avec l'Internationale communiste, ces partis et groupes sont incapables d'offrir à la classe ouvrière la direction indépendante dont elle a besoin. Ces groupes comptent néanmoins bien des combattants éprouvés et des théoriciens marxistes capables, qui seraient très précieux dans un parti ouvrier révolutionnaire.

Ce parti ne peut être que le Bolshevik-Leninist Party of India, le parti de la IV^e Internationale en Inde, qui, seul, avec sa stratégie révolutionnaire basée sur l'accumulation de l'expérience et sur la théorie de la révolution permanente en particulier, peut conduire à la victoire révolutionnaire la classe ouvrière de l'Inde. Ce parti doit encore être construit à une échelle de l'Inde tout entière, bien qu'il existe déjà de nombreux groupes dont la fusion dans le Comité pour la formation du Bolshevik-Leninist Party of India a fourni le noyau de cette formation.

En dépit de sa faiblesse subjective sur le plan de l'organisation et de la conscience, inévitable dans un pays arriéré et les conditions de répression qui l'entourent, la classe ouvrière est tout à fait capable de diriger la révolution indienne. Elle est la seule classe qui soit objectivement prête à ce rôle, non seulement en fonction de la situation indienne, mais, compte tenu du déclin du capitalisme à l'échelle mondiale, qui ouvre la voie à la révolution prolétarienne internationale.

La Révolution permanente

L'Inde est confrontée à une révolution bourgeoise-démocratique historiquement retardée, dont les principales tâches sont le renversement de l'impérialisme britannique, la liquidation du système agraire semi-féodal et le nettoyage des résidus féodaux dans la forme des Etats indigènes indiens. Mais, bien que les révolutions démocratiques bourgeoises qui se sont produites au cours des siècles précédents dans les pays avancés aient trouvé leur direction dans la bourgeoisie montante d'alors, la bourgeoisie indienne qui n'est apparue sur la scène qu'après que la bourgeoisie dans son ensemble ait épuisé dans le monde son rôle progressiste, est incapable de fournir une direction à la révolution qui se déroule aux Indes.

Liée au capital étranger et dépendant de lui depuis le début, la bourgeoisie indienne manifeste aujourd'hui tous les caractères d'une bourgeoisie surtout compradore, jouissant au mieux de la position de partenaire très secondaire dans la firme Impérialisme britannique et cie. C'est pourquoi, alors qu'ils s'étaient préparés à prendre la tête du mouvement anti-impérialiste à travers le Congrès National Indien, afin d'utiliser ce mouvement comme un moyen de marchandage pour obtenir des concessions de l'impérialisme, les dirigeants bourgeois ont réduit la perspective du mouvement et l'ont empêché de se développer sous la forme d'un assaut révolutionnaire contre l'impérialisme. Incapables, par la nature même de leurs positions, de s'engager dans une lutte révolutionnaire pour l'indépendance, et redoutant une telle lutte, les dirigeants bourgeois n'ont maintenu leur contrôle sur le mouvement de masse que pour le trahir au moment critique.

Deuxièmement, à la différence de la bourgeoisie révolutionnaire d'autrefois qui s'est dressée en opposition à la classe propriétaire féodale et en lutte constante contre elle, la bourgeoisie indienne s'est développée

largement à partir de la classe des propriétaires fonciers elle-même et est en outre étroitement liée aux landlords à travers les hypothèques. Elle est donc incapable de mener les paysans dans la révolution agraire contre le landlordisme. Au contraire, comme le démontrent clairement la politique déclarée et les actions du Congrès aussi bien pendant les mouvements de désobéissance civile que sous les ministères du Congrès, ce sont de fermes soutiens des intérêts *zamindari*.

Finalelement, à la différence des révolutions bourgeoises démocratiques d'autrefois, la révolution en Inde se développe à un moment où il existe dans le pays de grosses concentrations ouvrières. Le prolétariat industriel, qui compte cinq millions, occupe une position d'importance stratégique dans l'économie du pays, qui n'est pas mesurable par ses effectifs. Il est en outre important de ne pas oublier qu'une forte proportion, pas encore calculée, mais certainement très élevée, de ces ouvriers, est employée dans des entreprises qui emploient plusieurs centaines de milliers de travailleurs. Le haut degré de concentration du prolétariat indien fait progresser considérablement sa conscience de classe et sa force d'organisation. C'est seulement dans les années d'après-guerre que la classe ouvrière indienne a émergé comme une force organisée à l'échelle nationale. Mais les vagues de grèves nombreuses et militantes de 1918-1921 et de 1928-1929 qui furent les précurseurs des mouvements de désobéissance civile de masse de 1920-1921 et 1930-1933, attestent de la rapidité de son éveil. Ces ouvriers sont en conflit quotidien non seulement avec les propriétaires britanniques mais aussi avec la bourgeoisie indigène. Face à la menace de la classe ouvrière, la bourgeoisie indienne est devenue de plus en plus conservatrice et soupçonneuse. A chaque progrès de la conscience et de l'organisation ouvrières, la bourgeoisie s'est rapprochée des impérialistes et éloignée des masses. Il est clair qu'aucune des tâches de la révolution démocratique bourgeoise ne peut être résolue sous la direction de la bourgeoisie indienne. Loin de diriger la révolution bourgeoise-démocratique, la bourgeoisie indienne passera dans le camp de l'impérialisme et des landlords dès l'explosion de la révolution.

La petite bourgeoisie urbaine, quotidiennement déclassée et paupérisée sous l'impérialisme et subissant un déclin économique, ne peut même pas imaginer de jouer un rôle indépendant dans la révolution qui vient. Comme il n'existe cependant aucune perspective d'amélioration de ses conditions sous l'impérialisme, mais qu'elle doit en outre faire face à une réelle paupérisation, elle est contrainte de s'engager dans la voie révolutionnaire. La paysannerie, la classe numériquement la plus nombreuse et la plus atomisée, arriérée et opprimée, est capable de soulèvements locaux et de faire une guerre de partisans, mais elle a besoin de la direction d'une classe plus avancée et centralisée pour que cette lutte puisse être portée à l'échelon national. Sans une telle direction, la paysannerie à elle seule ne peut pas faire une révolution.

La tâche de cette direction retombe, par la nature des choses, sur le prolétariat indien, qui est l'unique classe capable de conduire les masses laborieuses à l'assaut de l'impérialisme, des landlords et des princes. La concentration et la discipline que lui vaut sa place même dans l'économie capitaliste, sa force numérique, la violence de l'antagonisme de classe qui l'oppose quotidiennement aux impérialistes qui sont les principaux détenteurs du capital en Inde, son organisation et son expérience de la lutte, ainsi que la position vitale qu'elle occupe dans l'économie du pays, comme le fait que ses conditions empirent brutalement sous l'impérialisme, tout cela rend la classe ouvrière indienne apte à cette tâche.

Mais la direction de la classe ouvrière dans la révolution démocratique-bourgeoise pose à la classe ouvrière la perspective de la prise du pouvoir et, outre l'accomplissement des tâches bourgeoises-démocratiques depuis si longtemps nécessaires, de réaliser ses propres tâches socialistes. Ainsi la révolution démocratique-bourgeoise se développe-t-elle de façon ininterrompue en révolution prolétarienne vers l'établissement de la dictature du prolétariat comme unique forme d'Etat capable de supplanter en Inde la dictature de la bourgeoisie indienne. La compréhension du caractère combiné de la révolution indienne est essentielle pour l'élaboration planifiée de la stratégie révolutionnaire de la classe ouvrière. Si la classe ouvrière échouait dans sa tâche historique de s'emparer du pouvoir et d'instaurer la dictature du prolétariat, la révolution reculerait inévitablement, les tâches bourgeoises elles-mêmes ne seraient pas réalisées et le pouvoir reviendrait au bout du compte aux impérialistes sans lesquels la bourgeoisie indienne ne peut se maintenir contre les masses hostiles. Un pays arriéré comme l'Inde ne peut accomplir sa révolution bourgeoise-démocratique qu'à travers l'instauration de la dictature du prolétariat. La justesse de cet axiome de la révolution permanente est démontrée par la révolution russe victorieuse d'octobre 1917 comme elle est confirmée négativement par le destin tragique de la révolution chinoise de 1925-1927.

Plus encore, en Inde, où les impérialistes sont les principaux propriétaires du capital, l'assaut révolutionnaire des ouvriers contre l'impérialisme les opposera directement et ouvertement aux formes de propriété des impérialistes au moment où la lutte entrera dans sa phase ouvertement révolutionnaire. Les exigences de la lutte elle-même démontreront aux ouvriers dans le cours de l'assaut révolutionnaire ouvert contre l'impérialisme la nécessité de détruire non seulement l'impérialisme, mais les fondations du capitalisme lui-même. Ainsi, bien que la révolution indienne doive être bourgeoise par ses objectifs immédiats, les tâches de la révolution prolétarienne seront posées dès le début.

Mais la révolution ne peut être stabilisée même à cette étape. Le destin ultérieur de la révolution en Inde, comme en Russie, sera déterminé sur l'arène de la révolution internationale. Et l'Inde ne sera pas non

plus capable par ses seules forces d'accomplir la tâche de réaliser la transition au socialisme. Non seulement l'arriération du pays, mais aussi la division internationale du travail et l'interdépendance — produit du capitalisme lui-même — des différentes parties de l'économie mondiale, exigent que cette tâche de l'établissement du socialisme ne puisse être réalisée qu'à l'échelle mondiale. La révolution victorieuse en Inde portera cependant un coup mortel à l'impérialisme le plus ancien et le plus répandu dans le monde, provoquera d'une part la crise la plus profonde dans le monde capitaliste tout entier et ébranlera jusqu'à ses fondements le monde capitaliste. D'autre part, elle inspirera et galvanisera pour l'action des millions de prolétaires et d'esclaves coloniaux à travers le monde et inaugurerà une ère nouvelle de la révolution mondiale.

Calcutta, fin 1941.

IV^e Internationale

Manifeste de la IV^e Internationale aux ouvriers et paysans de l'Inde¹

26 septembre 1942

Ouvriers et Paysans de l'Inde,

La IV^e Internationale, parti mondial de la révolution socialiste, se joint à vous dans la lutte pour la libération nationale de l'Inde. Les sections de la IV^e Internationale à travers le monde entier se rassemblent pour défendre la lutte de l'Inde contre les impérialistes qui essaient de la noyer dans le sang.

Nous avons assumé la tâche d'appeler les ouvriers et les opprimés des campagnes de tous les continents au secours des masses de l'Inde pour gagner leur liberté. Alors que la II^e et la III^e Internationale — les réformistes et les staliniens — apportent leur aide à Churchill en condamnant la lutte présente de l'Inde, la IV^e Internationale apparaît comme le soutien le plus ferme des combattants indiens de la liberté. Nous dénonçons comme un agent de l'impérialisme tout dirigeant ouvrier qui s'oppose à la lutte de l'Inde pour son indépendance.

L'Inde et la IV^e Internationale

La lutte de l'Inde, de la Chine et des autres pays coloniaux et semi-coloniaux d'Extrême-Orient pour leur indépendance nationale doit être soutenue par tout travailleur. Comme nous l'avons écrit dans nos thèses sur *La Guerre et la IV^e Internationale* en 1934 : la lutte des peuples coloniaux est doublement progressiste, « en arrachant les peuples arriérés au mode de production asiatique, au particularisme et à la tutelle étrangère, elle porte de rudes coups à l'impérialisme ». A la conférence de

1. Ce « Manifeste » a été publié en anglais dans *Fourth International* d'octobre 1942 aux Etats-Unis, pp. 398-401. Il n'est guère probable qu'il ait pu être largement diffusé en Inde à l'époque. Mais la revue du S.W.P. fourmille d'informations et de prises de position sur la question des Indes.

fondation de la IV^e Internationale en 1938, nous avons affirmé dans notre programme : « Quelques pays coloniaux et semi-coloniaux essaieront sans doute d'utiliser la guerre pour secouer le joug de l'esclavage. Cette guerre ne sera pas une guerre impérialiste, mais une guerre de libération ». Cette caractérisation est pleinement valable aujourd'hui pour l'Inde et pour la Chine. Pendant la première période de la guerre actuelle, la Conférence d'alarme de la IV^e Internationale, dans son *Manifeste sur la Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne*, en 1940, déclarait :

« En créant des difficultés et des dangers énormes pour les centres métropolitains des impérialismes, la guerre crée d'importantes possibilités pour les peuples opprimés. Le grondement du canon en Europe annonce que l'heure de leur libération approche ». Dans ce *Manifeste*, relevant la déclaration de Gandhi indiquant qu'il s'était refusé à mettre la Grande-Bretagne en difficultés pendant une crise sévère, nous disions : « Comme si les opprimés avaient jamais été capables, en quelque lieu et quelque temps que ce soit, de se libérer sans exploiter les difficultés de leurs oppresseurs ! »

Depuis lors, Gandhi et une fraction de la bourgeoisie indienne ont été obligés par les événements et la pression des masses de l'Inde à déclarer une campagne de désobéissance civile. Envisageant semblable éventualité, Léon Trotsky, le fondateur de la IV^e Internationale, écrivait à la veille de la guerre dans sa *Lettre ouverte aux travailleurs de l'Inde* en juillet 1939 :

« Dans le cas où la bourgeoisie de l'Inde serait elle-même obligée de faire le moindre petit pas sur le chemin de la lutte contre la domination arbitraire de la Grande-Bretagne, le prolétariat soutiendra naturellement un tel pas. Mais il le soutiendra avec ses propres méthodes : meetings de masse, mots d'ordre audacieux, grèves, manifestations et actions de combat plus décisives en fonction du rapport de forces et des circonstances. Précisément, pour ce faire, le prolétariat doit avoir les mains libres. L'indépendance complète vis-à-vis de la bourgeoisie est nécessaire, indispensable au prolétariat, par-dessus tout pour qu'il puisse influencer la paysannerie, la masse prédominante de la population indienne. Seul le prolétariat est capable de mettre en avant un audacieux programme agraire révolutionnaire, de soulever et de rassembler des dizaines de millions de paysans et de les conduire dans la lutte contre les oppresseurs indigènes et l'impérialisme britannique ».

Ces conceptions de la IV^e Internationale sur la nature de la révolution indienne qui vient se sont révélées justes à l'épreuve des événements. Les meilleurs des révolutionnaires indiens ont commencé à le comprendre au cours des dernières années et les groupes et partis ouvriers de l'Inde et de Ceylan se sont réunis en mars 1941 pour constituer une section indienne de la IV^e Internationale. Ayant réussi à amener au nouveau parti d'autres groupes encore, sur la base d'un projet de programme, le Bolshevik-Leninist Party of India a été formellement fondé en mars 1942 — à la veille même de la lutte actuelle. Dirigée par des combattants trempés dans les viles prisons de l'impérialisme britannique, notre section indienne

soutient sans réserve et participe à la lutte actuelle. Nous avons confiance que les leçons des événements les feront apparaître comme l'avant-garde reconnue des ouvriers et paysans de l'Inde.

Il faut renverser le Raj britannique

Les événements ont démontré de façon irréfutable que l'impérialisme britannique n'accepterait jamais l'indépendance nationale de l'Inde. Si la Grande-Bretagne satisfait la « revendication » des soi-disant « amis de l'Inde » pour la reprise des négociations entre le Congrès pan-Indien et le gouvernement britannique, cela ne donnera rien de plus que la gigantesque fraude de la mission Cripps. La brutale déclaration de Churchill à la Chambre des Communes le 10 septembre devrait avoir rendu clair pour tout le monde que sa politique demeure ce qu'elle était en janvier 1930 quand il a dit au Parlement :

« Tôt ou tard, il vous faudra écraser Gandhi et le Congrès indien, ainsi que tout ce qu'ils défendent ! ».

L'impérialisme britannique acceptera de nouvelles négociations seulement s'il a le sentiment que sa répression n'atteint pas son objectif de détruire le mouvement nationaliste et ouvrier de l'Inde. De telles négociations et tout « compromis » qui en résulterait ne seraient destinés qu'à donner un répit à l'impérialisme britannique pendant lequel il pourrait préparer des mesures plus efficaces pour écraser les ouvriers et les paysans indiens. C'était précisément là le rôle des négociations Cripps, commencées au moment de la chute de Singapour et de la Malaisie alors que la puissance militaire britannique en Orient était brisée ; les négociations ont donné à Churchill le temps d'envoyer de nouvelles troupes et des armes en Inde pour la répression qui se déroule actuellement. La deuxième raison pour les négociations Cripps était de créer l'illusion que la Grande-Bretagne voulait donner la liberté à l'Inde — une illusion suffisamment forte aujourd'hui encore pour abuser des fractions importantes de la classe ouvrière américaine et britannique qui, autrement, sympathiseraient avec la lutte de l'Inde pour sa liberté. Les dirigeants du Congrès ont aidé Churchill à répandre cette illusion en participant aux négociations privées avec Cripps. De nouvelles négociations ne feraient que prolonger la vie de cette illusion dangereuse.

Il est absurde de plaider en priant la Grande-Bretagne de ne pas commettre la même « erreur » qu'en Birmanie ou en Malaisie. Les maîtres britanniques savent ce qu'ils font. L'impérialisme britannique fait cette guerre pour garder son empire ; perdre de façon permanente son contrôle de l'Inde serait perdre la guerre. Comme en Birmanie et en Malaisie, la classe dirigeante britannique *préfererait* livrer l'Inde à l'invasion japonaise, avec l'espoir de la reconquérir plutôt que de la perdre au profit du

mouvement de l'indépendance nationale. Chaque ouvrier dans le monde doit comprendre ce fait essentiel.

L'impérialisme britannique ne pourrait pas exister si l'Inde était perdue pour lui à jamais. « Si nous perdons l'Inde, l'Empire doit s'effondrer, économiquement d'abord, politiquement ensuite », écrivait dans ses journaux Lord Rothermere le 16 mai 1930. Pendant la discussion de la Constitution de 1935, Churchill a parlé par radio au-dessus de l'Atlantique pour expliquer à l'Amérique « pourquoi l'Angleterre ne peut pas se permettre de perdre l'Inde » parce que « deux Anglais sur dix en dépendent ». Le mythe selon lequel l'impérialisme britannique a relâché son exploitation de l'Inde est démenti par les faits les plus simples. En 1911, les investissements britanniques en Inde constituaient 11 % de ses avoirs d'outre-mer ; en 1937, ses avoirs en Inde avaient cru jusqu'à 25 % des investissements britanniques à l'étranger. De plus, outre ces énormes profits nés de ces « investissements » (du butin pressuré sur l'Inde et « investi » sur place), une grande partie des fonds qui viennent tous les ans à Londres de l'Inde, proviennent de son contrôle politique direct (paiements pour les troupes britanniques, commandes gouvernementales indiennes de fournitures, bonds de paiement garantis par le vice-roi, salaires des fonctionnaires et pensions, etc.). Ces deux types de pillage devraient se terminer par l'indépendance nationale, car, quels que puissent être les engagements de continuer à payer les Britanniques pris par un gouvernement nationaliste bourgeois, les besoins écrasants des masses paupérisées de l'Inde mettraient bientôt un terme à de telles extorsions.

La façon dont la Grande-Bretagne saigne l'Inde est indiquée par le fait que la dette « publique » de l'Inde a augmenté d'environ 10 % tous les ans dans les 80 années écoulées, tandis que le revenu national n'augmentait de son côté que de 1 % par an. Ce pillage de l'Inde est la colonne vertébrale de l'impérialisme britannique. Sans lui, le capitalisme britannique est voué à la ruine. Si une contraction relativement légère du marché étranger de la Grande-Bretagne après la première guerre mondiale a provoqué la crise politique qui a atteint son apogée avec la grève générale de 1926, la perte de l'Inde produirait incontestablement la révolution socialiste en Grande-Bretagne. La classe dirigeante britannique n'acceptera dans aucun cas de son plein gré de relâcher sa prise sur l'Inde, car aucune classe dirigeante ne peut jamais accepter d'abandonner la base de sa propre existence.

Attention à la « médiation » américaine

Les illusions sur l'impérialisme américain peuvent être exactement aussi dangereuses que celles sur l'impérialisme britannique. Pourtant les dirigeants du Congrès indien ont pendant des années attendu le soutien de Washington. Ils ne comprenaient pas ou ignoraient le fait que l'impérialisme américain souhaitait mettre un terme au contrôle politique britan-

nique sur l'Inde dans le seul but de le remplacer par la pénétration également impérialiste de l'impérialisme du dollar. La Ligue indienne aux Etats-Unis, qui représente le parti du Congrès, ne manifeste aucune attention à l'authentique sympathie pour l'indépendance indienne qui existe déjà dans de larges fractions de la *classe ouvrière* américaine et se concentre au contraire sur les « amis de l'Inde » à Washington et dans la presse bourgeoise.

Ce que valent ces « amis » bourgeois américains a été manifeste quand les négociations Cripps ont échoué. Une véritable conspiration du silence a supprimé l'aspect Congrès de l'histoire tandis que la presse et la radio américaine adoptaient les mensonges de Cripps. Le soutien du gouvernement américain à Churchill contre l'Inde a été clairement indiqué le 23 juillet, quand le secrétaire d'Etat Hull, dans un discours manifestement adressé à l'Inde, a dit aux peuples coloniaux qu'ils devaient d'abord soutenir la guerre et « montrer ainsi par leurs actes qu'ils étaient dignes » de la « liberté » après-guerre. Le soutien du gouvernement et de la presse américaine a constitué sans doute l'une des raisons essentielles qui ont encouragé Churchill à refuser à l'Inde la plus petite concession.

Pendant les cinq premières semaines de la Terreur blanche britannique contre l'Inde, qui a commencé le 9 août, Washington a continué sa politique de soutien total de Churchill. La presse et la radio américaines pendant cette période ont répété toutes les calomnies britanniques contre la lutte de l'Inde. Ce n'est que quand il fut clair que les Britanniques n'arrivaient pas à écraser l'Inde que Washington changea de tactique, faisant pression en privé sur Churchill pour qu'il commence de nouvelles négociations avec les dirigeants du Congrès. Washington espérait que de nouvelles négociations prolongées ramèneraient le calme en Inde. Mais Washington reste fondamentalement le soutien de Churchill en Inde ; toute illusion que la pression de Roosevelt sur la politique indienne des Britanniques pourrait bénéficier aux masses indiennes peut être fatale à l'indépendance indienne. Il est complètement faux de penser que Roosevelt, si la Grande-Bretagne accepte sa médiation, sera un juge impartial entre les forces en présence en Inde. Au contraire, on peut d'avance prédire que, dans ce cas, Washington conduira une dérision de procès se terminant par une décision en faveur de la Grande-Bretagne et de ses agents indigènes.

La radio et la presse américaine continuent de diffuser des « nouvelles » d'Inde en termes essentiellement favorables aux Britanniques. Tout récit ou éditorial critique de Churchill qui peut occasionnellement paraître reste en même temps hostile au Congrès-Pan-Indien et aux masses en lutte et son objectif est donc de soutenir l'idée d'une médiation américaine. Ces critiques de Churchill sont aussi destinées à dégager les Etats-Unis de leur responsabilité dans la Terreur blanche de Churchill en Inde et constituent donc des tentatives de sauver le prestige sérieusement entamé

des « Nations Unies » aux yeux des masses coloniales d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui sont de tout leur cœur en faveur de la lutte de l'Inde. Mais pour un mot de critique de Churchill proféré par la bourgeoisie américaine, il y en a un millier contre la lutte de l'Inde pour son indépendance.

Le rôle traître du Stalinisme

A la différence de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, l'Union Soviétique mène une guerre progressiste ; tout ouvrier a le devoir de soutenir l'Etat ouvrier soviétique contre l'invasion impérialiste. Tout en faisant cela, cependant, les ouvriers de l'Inde doivent comprendre qu'il y a une distinction fondamentale entre l'Union soviétique et Staline. Ne faites pas un instant confiance à la bureaucratie stalinienne ! En Union soviétique, le régime du Kremlin a détruit la démocratie du temps de Lénine et Trotsky ne donne aucune parole aux masses ; la conception de Staline de la défense de l'Union soviétique est bureaucratique, intéressée à la préservation de sa propre domination réactionnaire et sans une trace d'internationalisme. Staline ne saurait d'aucune façon encourager une révolution en Inde par une telle révolution qui inspirerait les masses soviétiques et les inciterait à présenter leurs propres revendications contre Staline. Les actions des créatures de Staline démontrent son hostilité à la révolution indienne ; la presse soviétique ne dit pas un mot pour défendre la lutte de l'Inde, pendant que la presse stalinienne en Angleterre, en Amérique et ailleurs, condamne votre lutte sous le prétexte qu'elle « interfère » dans les efforts de guerre des Nations Unies.

Les partis communistes en Angleterre et en Amérique disent aux ouvriers qu'ils ne doivent pas soutenir votre lutte actuelle pour l'indépendance. Les partis communistes, qui sont de simples agents de la politique étrangère anti-internationaliste de Staline, disent qu'il faut tout subordonner à l'effort de guerre des « démocraties ». Tout en condamnant le Congrès Pan-Indien pour sa campagne de désobéissance civile, les staliniens ne disent pas un mot de critique de Jinnah et autres agents de l'impérialisme britannique qui sabotent l'indépendance indienne ! Et ils proposent de « résoudre » le conflit en Inde par des appels à une médiation de Roosevelt. Une fois de plus, les événements de l'Inde ont mis à jour la trahison du stalinisme.

La sympathie chinoise pour la lutte indienne est si répandue que Tchiang Kai-chek lui-même doit l'approuver du bout des lèvres ; mais il n'agit ainsi que pour la dévier dans le canal d'une proposition de médiation américano-russo-chinoise. N'oubliez pas que c'est avec l'approbation de Churchill que Tchiang Kai-chek est venu en Chine au printemps dernier ! Tchiang gouverne la Chine en dictateur impitoyable et n'a pas la moindre sympathie pour vos aspirations démocratiques. Craignant les ouvriers

et les paysans de Chine, il a écrasé la révolution chinoise en 1927. C'est précisément parce qu'il a anéanti cette révolution et sa puissance de masse que le Japon a pu attaquer la Chine. Son amitié avec Nehru et autres dirigeants du Congrès ne signifie pas que Tchiang soit un ami de la révolution indienne ; au contraire, ceux qui peuvent rester amis de Tchiang démontrent ainsi qu'ils ne sont pas incapables de faire à la révolution indienne ce que Tchiang a fait à la révolution chinoise.

Si Staline et Tchiang Kai-chek devaient faire une médiation dans la situation indienne, ils rendraient certainement une sentence acceptable pour Churchill et Roosevelt. Aussi les masses de l'Inde ne peuvent-elles attendre aucune aide des « démocraties » et des gouvernements du Kremlin et de Tchoung-King.

La lutte contre l'impérialisme japonais

Quant aux promesses d'« indépendance » de l'impérialisme japonais, la IV^e Internationale reprend à son compte l'avertissement de nos camarades indiens :

« Le Bolshevik-Leninist Party of India met les masses en garde de ne pas plus faire confiance aux promesses mensongères des impérialistes japonais qu'aux offres trompeuses des impérialistes britanniques. De même que la première tâche des masses chinoises est de chasser l'impérialisme japonais, de même la première tâche des masses indiennes est de chasser l'impérialisme britannique. C'est le meilleur exemple que nous puissions donner aux soldats du Mikado pour qu'ils retournent leurs armes contre leurs propres maîtres impérialistes, la meilleure façon dont nous puissions persuader les milliers de Birmans abusés qui combattent aux côtés de l'armée japonaise, de se joindre au contraire à nous dans la grande lutte pour libérer l'Inde et la Birmanie de tous les impérialismes. C'est la meilleure façon dont nous puissions contribuer à la véritable défaite de l'impérialisme japonais et à la victoire de la lutte des masses chinoises ».

L'Inde - chaînon le plus faible de la chaîne impérialiste

La révolution des ouvriers et paysans de l'Inde contre l'impérialisme britannique ne trouvera d'alliés internationaux que si sa lutte est menée avec une ferme détermination. Ce n'est pas dans les immeubles gouvernementaux de Washington et Londres, de Moscou et de Tchoung-King, de Tokyo et de Berlin, mais chez les ouvriers et paysans du monde que se trouvent les alliés de la révolution indienne.

Proletaires de l'Inde ! Vous avez la possibilité d'assumer le glorieux rôle qui a été joué par les ouvriers de la Russie tsariste arriérée en 1917. Dans les ténèbres de la troisième année de la première guerre mondiale impérialiste s'est levée l'étoile de la révolution russe. Les ouvriers russes semblaient alors terriblement isolés dans un monde hostile, mais les masses opprimées du monde sont venues à leur secours. L'étoile polaire de la révolution russe inspira les soulèvements des masses en Allemagne,

en Autriche, en Hongrie et l'éveil de larges masses dans l'Europe entière, en Afrique et en Asie. *De même que la Russie était en 1917 le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste, de même c'est ce qu'est l'Inde aujourd'hui !* Exactement comme en 1917, la destruction, aujourd'hui, du maillon le plus faible inspirera une série de révolutions qui viendront à leur tour au secours de la révolution indienne contre les impérialistes.

Et cette fois, si notre volonté révolutionnaire est suffisamment ferme, la révolution se poursuivra partout irrésistiblement jusqu'à la victoire permanente sur tous les impérialistes. Votre lutte révolutionnaire en Inde en elle-même constitue la preuve que la nouvelle vague de révolutions sera plus étendue et plus profonde que celle qui est née de la Première Guerre Mondiale. En 1914-1918, l'Asie subissait la paix des cimetières ; toutes les puissances impérialistes avec des possessions en Asie (Grande-Bretagne, Etats-Unis, France, Portugal, Japon) étaient unies pour maintenir « l'ordre » en Asie. La bourgeoisie indienne et le Congrès Pan-Indien, au lieu d'utiliser les difficultés de la Grande-Bretagne en Europe, soutenaient la guerre ; le « pacifiste » Gandhi aidait la Grande-Bretagne à recruter des soldats indiens et à lever des emprunts de guerre ; des centaines de milliers de soldats indiens étaient massacrés dans les campagnes de Gallipoli et d'ailleurs comme chair à canon britannique. Grâce à la « paix » en Asie et à l'aide servile de la bourgeoisie indienne, la Grande-Bretagne a traversé la Première Guerre Mondiale sans rencontrer en Inde de sérieuses difficultés.

A quel point la situation est maintenant différente — et totalement différente en faveur de la révolution indienne ! Dès le début de la guerre, les masses indiennes ont forcé le Congrès à lancer la campagne de désobéissance civile. Pendant ce temps, les impérialistes se battent entre eux en Asie, et sans que la fin de cette guerre soit en vue. C'est maintenant le moment pour l'Inde de gagner son indépendance ! Brisez le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste et les peuples du monde vous suivront et se joindront à vous !

L'Etat d'esprit nouveau des ouvriers britanniques

Et vous n'avez pas non plus à craindre que les soldats britanniques constituent un obstacle insurmontable au renversement de l'impérialisme britannique. Il y a un nouvel état d'esprit qui se développe parmi les ouvriers et soldats britanniques ! Le gouvernement britannique essaie de vous le dissimuler, mais c'est un fait — un fait d'une signification terrible pour l'impérialisme britannique.

En Angleterre aujourd'hui, l'écrasante majorité des travailleurs se méfient déjà profondément du gouvernement Churchill. Les capitalistes britanniques ne pourraient pas gouverner du tout sans l'aide des dirigeants du Labour Party britannique. Après deux ans de ce gouvernement

de coalition capitalistes-Labour, les ouvriers sont mécontents non seulement des ministres capitalistes, mais de ceux du Labour. En dépit de lois anti-grèves et d'emprisonnements, en dépit d'appels frénétiques des dirigeants du Labour, les ouvriers d'Angleterre ont de plus en plus recours aux actions de grèves entrant ainsi directement en conflit avec le gouvernement. Les défaites britanniques en Extrême-Orient qui étaient avant tout une conséquence du refus des masses coloniales de combattre et mourir pour leurs oppresseurs, ont comme jamais auparavant ouvert les yeux des ouvriers britanniques sur les maux de l'impérialisme. Les ouvriers britanniques désirent sincèrement une alliance avec les masses de l'Inde. Ils sont en train maintenant d'apprendre qu'une telle alliance est impossible tant que Churchill ou tout autre gouvernement britannique gouverne la Grande-Bretagne. Ils commencent à comprendre que l'exploitation britannique de l'Inde est terminée, que ce soit à travers une invasion japonaise, le remplacement de la Grande-Bretagne par l'Amérique ou une révolution indienne victorieuse. Il est infiniment mieux pour les ouvriers britanniques qu'il y ait une révolution indienne victorieuse que si l'Inde tombait sous la domination japonaise ou américaine. En outre, la désintégration de l'empire britannique pose aux ouvriers britanniques une question de vie ou de mort, la nécessité d'un gouvernement ouvrier en Grande-Bretagne qui coopérerait avec une Inde libre et d'autres gouvernements ouvriers et des pays non-impérialistes, pour mettre un terme à tous les impérialismes, fascistes ou « démocratiques ».

L'atmosphère nouvelle parmi les ouvriers britanniques est également vraie dans les rangs des soldats, dont la majorité viennent de la classe ouvrière. Les soldats britanniques discutent partout intensément de questions politiques — quelque chose de sans précédent dans l'histoire de l'impérialisme britannique. Il y a parmi les soldats britanniques en Inde et à Ceylan nombre de syndicalistes et d'ouvriers qui ont une conscience politique ; beaucoup d'entre eux croient d'ores et déjà à un avenir socialiste de l'humanité. Nombre d'entre eux sont les anciens combattants de sévères luttes grévistes contre les capitalistes britanniques. Dans la mesure où les ouvriers et soldats britanniques soutiennent la machine de guerre britannique, ils le font avec la conviction erronée que le gouvernement britannique combat réellement le fascisme. Les soldats que vous voyez ne sont pas venus en Inde pour vous combattre, mais en croyant qu'ils venaient pour écraser le nazisme et le totalitarisme japonais. En Inde, leurs yeux se sont ouverts à des choses qu'ils ne connaissaient pas auparavant. Ils ont vu dans quel état de pauvreté et d'oppression vous êtes maintenus par l'impérialisme britannique et ne veulent pas être responsables de votre misère.

Les officiers britanniques meurtriers donnent l'ordre de tirer sur vous ; mais les soldats britanniques ne veulent pas tirer sur vous, et malgré la menace de la discipline de fer militaire, ils ne tireront pas s'ils

trouvent une alternative. Vous pouvez leur montrer qu'il *existe* une alternative ! La propagande impérialiste leur a rebattu les oreilles avec le mythe selon lequel vous ne pouvez pas vous gouverner vous-mêmes et que seules les « races martiales » parmi vous peuvent se battre. Vous pouvez démentir cette propagande en montrant votre détermination de lutter jusqu'à la mort pour votre liberté. Souvenez-vous qu'en 1917, même les Cosaques ont refusé de tirer dès qu'ils virent que les grandes masses étaient décidées à renverser les oppresseurs ! Il en sera de même en Inde lorsque, par votre fermeté en fraternisant avec eux, vous trouverez accès aux oreilles et aux cœurs de ces ouvriers britanniques en uniforme.

Méthodes révolutionnaires contre méthodes du Congrès

Nous écrivons de loin et une grande partie de ce qui arrive en Inde nous est caché par la censure britannique. Il est clair néanmoins que les ouvriers et paysans de l'Inde au cours des dernières semaines ont fait de gigantesques efforts pour secouer le joug britannique et sont prêts à faire des efforts encore plus grands. Quand nous lisons les plaintes des zamindari et des capitalistes dans l'Assemblée législative centrale, demandant à la Grande-Bretagne d'être plus raisonnable, nous savons que ces agents des Britanniques ont peur parce que la grande vague de la lutte de masse peut les balayer en même temps que les Britanniques.

Mais il est également clair pour nous que les efforts héroïques des ouvriers et des paysans ne sont pas utilisés pour obtenir les meilleurs résultats. On gaspille une précieuse énergie, il y a des victimes inutiles, parce qu'il n'y a pas d'état-major général et aucun plan de lutte véritable.

L'insuffisance des méthodes de luttes actuelles en Inde découle de la fausse théorie des dirigeants du Congrès. Ils ont comme objectif, dans leur campagne de désobéissance civile, comme dans celle de 1930-1934, de provoquer une « impasse » suffisante pour que les Britanniques soient obligés d'ouvrir de nouvelles négociations sur la base de la revendication de l'Indépendance du Congrès. Mais cela signifie que le Congrès demande aux Britanniques d'être d'accord avec l'indépendance. Les impérialistes britanniques noieront l'Inde dans le sang plutôt que de lui concéder sa liberté.

La théorie de l'« impasse » du Congrès n'exprime pas les aspirations des ouvriers et des paysans. Elle exprime l'opinion de ceux qui, au bout du compte, veulent faire un accord de collaboration avec les Britanniques plutôt que de voir les ouvriers et les paysans renverser le Raj britannique. Elle exprime l'attitude des capitalistes et des zamindari dans la direction du Congrès et non celle des membres à quatre annas.

Ouvriers et paysans de l'Inde ! *Méfiez-vous de ceux sur qui le joug britannique repose aussi délicatement !* Ceux qui travaillent comme des bêtes de somme et qui ont faim — ce sont les seuls qui méritent qu'on leur fasse confiance pour rejeter le joug étranger. Mais ceux qui vivent

dans des maisons splendides rivalisant en splendeur avec les palais des capitalistes britanniques, qui paient 1 000 roupies pour un siège aux sessions du Congrès — ceux-là ne trouvent pas le joug britannique bien rude ! Leur querelle avec les Britanniques est une discussion entre partenaires pour le partage des dépouilles ; un Birla, un Rajaj, veulent avoir le droit d'exploiter les ouvriers et paysans indiens sans partager aussi généreusement avec les Britanniques qu'ils sont obligés à le faire maintenant.

Même à présent, alors qu'ils sont en conflit avec les Britanniques, ces riches membres du Congrès et leurs agents politiques jettent derrière eux des coups d'œil craintifs aux ouvriers et paysans en lutte. Ils craignent par-dessus tout que les masses prennent entre leurs mains le destin de l'Inde et que la revendication de l'indépendance signifie alors concrètement non seulement l'émancipation politique, mais l'émancipation économique. Pour l'empêcher, ils ont imposé aux masses la méthode inadéquate de l'« impasse ». Pour rendre plus certain encore que le mouvement pour l'indépendance ne leur échappera pas des mains, ils ont essayé de lui imposer la doctrine de la non-violence de Gandhi.

Si les masses de l'Inde devaient confiner leur lutte et la borner aux limites de l'« impasse » et de la non-violence, elles pourraient s'efforcer pendant mille ans encore sans jamais conquérir leur liberté ! Heureusement, nous voyons, même de loin, que les masses s'emploient à dépasser les limites que la direction du Congrès a essayé de leur imposer. Ni les grèves ouvrières, ni les luttes paysannes ne sont menées dans l'esprit conservateur des dirigeants du Congrès.

Les ouvriers et paysans de l'Inde ont atteint un résultat important par leur pression spontanée sur la direction du Congrès. Il n'y aurait pas maintenant de campagne de désobéissance civile si la décision avait été laissée au comité du Congrès. Le 20 mai 1940, Nehru disait : « Lancer une campagne de désobéissance civile à un moment où la Grande-Bretagne est engagée dans une lutte à mort serait un acte qui porterait atteinte à l'honneur de l'Inde ». Nehru n'a jamais changé d'opinion — ce sont les ouvriers et les paysans de l'Inde qui l'ont obligé à se lancer dans cette campagne de désobéissance civile. Même après la mission Cripps, Nehru disait, le 12 avril 1942 : « Nous n'allons pas gêner l'effort de guerre britannique en Inde ». Aussi n'est-ce pas Nehru qui a commencé la lutte qui a abouti aux gigantesques grèves dans l'industrie de guerre ! Comme les autres dirigeants du Congrès, il a été littéralement entraîné dans cette campagne de désobéissance civile par les masses.

Les masses ont beaucoup obtenu par la pression sur la direction du Congrès. Mais cette pression ne s'est pas montrée capable de changer les méthodes de lutte inadéquates défendues par le Congrès. Et aucune pression ne pourrait transformer les dirigeants du Congrès en révolutionnaires véritables. Ils demeurent ce qu'ils ont toujours été. Il ne suffit pas que les masses rejettent les méthodes des dirigeants du Congrès. Il faut les

remplacer par des méthodes révolutionnaires, avec un *plan* révolutionnaire, et avec une *direction révolutionnaire*.

Libération nationale par la révolution agraire !

La libération nationale ne peut être conquise qu'à travers la révolution agraire. La grande force dirigeante de la révolution indienne, comme de la révolution russe, est la crise agraire. La grande masse de la paysannerie s'efforce sans cesse de rejeter la triple oppression de la taxation gouvernementale, de la rente seigneuriale et de l'usure du prêteur. *L'abolition du landlordisme et la liquidation des dettes agricoles* sont les uniques mots d'ordre susceptibles de rallier la paysannerie pour écraser l'impérialisme et ses agents indigènes. Mais la paysannerie, malgré son énormité numérique, est dispersée dans la campagne. L'histoire témoigne du fait que les révoltes paysannes ne peuvent vaincre si elles ne sont pas soutenues et dirigées par une classe puissante dans les villes.

Cette classe ne peut pas être la bourgeoisie, avec ses liens sociaux et économiques étroits avec les zamindari. Et le Congrès est le parti de la bourgeoisie. La direction du Congrès démontre son caractère bourgeois et zamindar par le fait qu'elle a condamné les paysans quand ils ont cessé de payer la rente pendant les campagnes de désobéissance civile de 1920-1922 et 1930-1934. Cette fois aussi, la résolution du comité du Congrès du 15 juillet appelle à une campagne de désobéissance civile sans faire une seule proposition pour alléger le fardeau de la rente et de l'usure sur la paysannerie — pour ne pas parler de l'abolition du landlordisme.

Il est clair, par conséquent, que seul le prolétariat industriel peut conduire la paysannerie à la révolution. Comme l'écrivait en 1939 Trotsky aux travailleurs de l'Inde : « L'alliance des ouvriers et des paysans pauvres est l'unique alliance honnête et digne de confiance qui puisse assurer la victoire finale de la révolution indienne ».

La classe ouvrière de l'Inde est tout à fait capable d'assumer la direction de la révolution indienne. Le poids spécifique du prolétariat indien dépasse de beaucoup celui de la bourgeoisie indienne et il faut y ajouter sa riche expérience de la lutte politique et syndicale depuis 1917. Le prolétariat indien entre dans la révolution avec l'énorme avantage d'avoir devant lui l'exemple de la révolution russe, qui fut elle aussi dirigée par un prolétariat dans un pays à prédominance agricole.

Quelle forme prendra l'alliance des ouvriers et des paysans ? La plus démocratique possible : un vaste réseau de comités directement élus par les travailleurs, avec des élections nouvelles quand les masses le désirent.

Pour des Comités de lutte démocratiques

Dans toutes les usines, les ateliers, les quartiers, il faut que les ouvriers élisent leurs propres comités pour agir au nom des ouvriers dans

toutes les questions où leurs vies, leurs conditions de vie et tous leurs intérêts sont en danger. Ce n'est que si les ouvriers sont dirigés par leurs propres comités qu'ils peuvent se protéger non seulement contre l'impérialisme britannique mais aussi contre la trahison des nombreux fonctionnaires du Congrès et des syndicats qui sont voués à capituler devant le Raj britannique. De tels comités chez les ouvriers des villes inspireront à leur tour la création de comités de villages élus par les paysans pour diriger leurs luttes. Ces comités uniront tous les travailleurs, indépendamment de leurs opinions politiques, et, dans leur sein, les partis politiques pourront librement entrer en compétition pour le ralliement des masses pendant le travail et l'activité du comité. La guerre a jeté les soldats au milieu de la population civile et quand les comités ouvriers et surtout les comités paysans seront établis, ils inspireront également des *comités de soldats* dans l'armée indienne, car les soldats indiens sont des paysans en uniforme. Un réseau de ces comités d'ouvriers, paysans et de soldats est l'unique façon sûre de mobiliser les grandes masses pour la lutte pour la libération nationale du joug de l'oppression.

Dès que possible, les délégués des divers comités de chaque localité devront se réunir pour centraliser et coordonner leur travail. A leur tour, des délégués des localités devront former des organismes régionaux et, finalement, il devra y avoir un Conseil Pan-Indien des délégués des ouvriers, paysans et soldats. Contre un réseau aussi puissant, unissant des centaines de millions de travailleurs de l'Inde, le Raj britannique ne pourra jamais l'emporter ! C'est sous la direction d'un réseau exactement identique que la révolution russe a marché à la victoire !

Pour l'Assemblée constituante !

A travers ces comités, l'Inde se soudera en tant que nation, y compris le peuple des Etats indigènes. Les comités ont une réponse irréfutable à toute affirmation du Raj britannique, de la soi-disant Ligue Musulmane de Jinnah, de l'Hindu Mahasabha ou qui que ce soit d'autre, que la lutte pour l'indépendance n'est pas soutenue par l'écrasante majorité du peuple de l'Inde. Cette question peut être décidée démocratiquement par une *Assemblée constituante* élue au suffrage universel par hommes et femmes de plus de 18 ans !

Ni les capitalistes britanniques, ni les capitalistes indigènes ou les zamindari n'oseront soumettre la question à l'élection d'une Assemblée constituante ; au contraire, ils remueront ciel et terre pour empêcher sa création. Seule la révolution victorieuse des comités d'ouvriers, de paysans et de soldats contre le Raj britannique et ses alliés indigènes peut garantir l'établissement d'une Assemblée constituante.

L'Industrialisation de l'Inde

La révolution agraire ouvrira la voie à une réorganisation totale de l'agriculture. Mais un siècle de domination impérialiste a systématiquement détruit les industries artisanales indigènes et a précipité tant de centaines de millions dans l'agriculture que la première tâche est d'enlever des dizaines de millions à la terre pour les mettre dans l'industrie. En outre, la révolution ne se contentera pas de cultiver la terre par des méthodes primitives ; la culture sur une grande échelle après la révolution exige des outils agricoles modernes. C'est pourquoi la réorganisation de l'agriculture est impossible sans *l'industrialisation* de l'Inde.

Dans les usines de fer et d'acier des Tata, dans les grandes usines récemment créées pour les munitions au Bihar, les ouvriers indiens — y compris les paysans d'hier — ont démontré avec quelle rapidité ils apprennent les techniques de la mécanisation moderne. L'industrialisation va extirper des siècles de pauvreté. L'industrialisation mettra fin à tous les maux hérités du passé, créant non seulement un niveau de vie dont on ne rêvait pas jusqu'alors pour les masses indiennes, mais apportant aussi l'optique scientifique de la vie. *Ce ne sont pas le pagne ni le rouet de Gandhi, mais la dynamo et le tracteur qui sont les symboles de l'avenir de l'Inde.*

Un Gouvernement ouvrier et paysan

Le développement industriel est si impératif pour l'Inde qu'il ne doit pas être permis qu'il se fasse sur un rythme d'escargot et avec l'anarchie et le gaspillage du capitalisme, y compris le capitalisme indigène. L'industrialisation doit avancer au rythme et à l'échelle que seul un gouvernement ouvrier et paysan peut rendre possible, comme l'ont démontré les plans quinquennaux de l'Union soviétique.

De plus, l'Inde peut s'attendre non à l'isolement dans un monde capitaliste, ce qui fut le destin de l'Union soviétique pendant vingt-cinq ans, mais à la coopération socialiste avec l'Union soviétique, avec une Chine régénérée, avec la Birmanie et l'Indochine et avec les Etats-Unis socialistes d'Europe qui sortiront sans aucun doute des cendres de cette guerre. Il est en vérité glorieux, l'avenir de l'Inde et de l'Asie !

Pour le Bolshevik-Leninist Party !

Pour marcher fermement vers cet avenir, pour remplir leurs tâches révolutionnaires, les ouvriers de l'Inde ont besoin d'un état-major général. Ils ont besoin de leur propre parti d'avant-garde, un parti qui soit réellement leur, indépendant du contrôle du Congrès ou des staliniens.

Il existe un tel parti en Inde aujourd'hui ! C'est le Bolshevik-Leninist Party, la section indienne de la IV^e Internationale. C'est un parti construit

sur les fermes fondations des enseignements de Marx, Lénine et Trotsky. C'est un parti qui sait comment relier la lutte de l'Inde avec celle des ouvriers et des peuples opprimés du monde entier. C'est un parti qui offre aux ouvriers et aux paysans de l'Inde l'unique programme qui puisse les conduire au renversement victorieux de l'impérialisme britannique !

Ouvriers et Paysans de l'Inde ! Ralliez-vous autour du Bolshevik-Leninist Party ! Il vous conduira à la victoire sur l'impérialisme britannique et ses agents indigènes !

Ouvriers et Paysans de l'Inde ! Soyez sûrs que, sur tous les continents du monde, les sections de la IV^e Internationale sont en train de défendre votre lutte, de dénoncer les mensonges des impérialistes et de rallier à vos côtés les ouvriers et les paysans.

26 septembre 1942

Comité exécutif international IV^e Internationale
(Parti mondial de la Révolution socialiste)

Rupsingh

Le combat d'août 1942¹

Le mouvement commença le 9 août 1942. Les masses de Bombay et des autres villes de l'Inde se levèrent spontanément pour exprimer leur amertume et leur indignation contre le gouvernement lors de l'arrestation de dirigeants du congrès. Elles brisèrent la coquille de non-violence dans laquelle la foi du Mahatma et du Congrès les avaient emprisonnées si longtemps et révélèrent à un monde étonné que les masses de l'Inde étaient révolutionnaires. A Bombay, les masses se répandaient dans les rues, arrêtant les bus, les trams, et même les trains. Les étudiants des collèges arrêtaient le travail et se répandaient pour appeler les ouvriers dans les autobus, les trams et les trains à arrêter de les conduire. L'après-midi du jour suivant, le lundi, de petites barricades, sommairement construites, apparurent dans les rues de quelques parties de la ville, suffisantes pour empêcher le mouvement des véhicules motorisés de la police et des militaires. Bientôt, les masses, grisées par leur succès initial, s'en prirent aux postes de police, aux gares de chemin de fer et autres sièges du pouvoir gouvernemental. Les manifestations étaient spontanées, les masses agissaient spontanément, sous des dirigeants de hasard. Les plus actifs, les plus courageux et les plus déterminés dans la foule devenaient ses dirigeants.

La tempête éclate à Bombay

Les masses avaient pris complètement possession des rues et des places, le lundi et le mardi. La police n'était plus désormais capable de contrôler les masses et leurs activités. Les militaires apparurent dans les rues le mardi dans l'après-midi. On instaura un couvre-feu. Des camions blindés et même des tanks patrouillaient dans les rues. L'après-midi du mercredi 12 août, les rues et les places de la cité furent « reprises » par les militaires et la police en armes. Beaucoup de gens furent tués par les charges des *lathi*, par les fusillades de la police et des militaires et de façon

1. Première partie de « The August 1942 Struggle », *Fourth International*, octobre 1944, pp. 309-310. Nous n'avons malheureusement pas pu retenir faute de place la suite de ce texte très intéressant. Rupsingh est un pseudonyme que nous n'avons pu percer.

générale dans les combats de rue. Il y eut un choc à Parel — avec des pertes des deux côtés — entre les forces armées et des ouvriers en grève. Ce fut l'unique incident important dans lequel les ouvriers de Bombay participèrent activement au cours de ces journées d'août riches en événements. Mais il s'agissait plus d'un débordement de la part de la localité petite-bourgeoise de Dadar et la direction était aux mains des gens du Congrès.

De nombreuses usines de Bombay étaient fermées, en grande partie par leurs propriétaires, membres du Congrès. Les ouvriers, dans les autres usines, se tinrent à l'écart pendant quelques jours puis revinrent vite au travail. Même les usines contrôlées par les gens du Congrès ouvrirent rapidement. Les grèves durèrent dans un certain nombre d'entreprises plus petites. La classe ouvrière de Bombay ne participa pas activement aux mouvements de masses dans les journées les plus critiques d'août. Le mouvement de masse était largement confiné aux masses petites bourgeoises. Comment expliquer cela ? Les ouvriers de Bombay avaient l'expérience de deux terribles années d'un gouvernement du Congrès dans leur province. Son bilan de la législation anti-ouvrière de classe était encore frais dans leurs esprits. Les dirigeants du Congrès et leur programme n'inspiraient aucune confiance. D'autres facteurs étaient aussi à l'œuvre. Même si le coût de la vie allait augmentant, il y avait du travail. Il y avait très peu de chômage. Les gains familiaux au total étaient plus élevés que dans l'ancien temps. Les royalistes et leurs syndicats dans la Fédération Indienne du Travail, les staliniens et les Serviteurs du peuple indien dans le Congrès des syndicats, tous condamnaient la lutte et demandaient aux travailleurs de ne pas y participer. Outre ces facteurs qui agissaient comme un frein sur leur aspiration à soutenir le mouvement, il y avait la loyauté des travailleurs envers l'Union soviétique dans la guerre. Par une propagande intelligente, les staliniens avaient semé la confusion dans l'esprit des ouvriers qui avaient manifesté un haut degré de conscience de classe et de maturité politique lors de la grève contre la guerre d'octobre 1939.

A partir du lundi 10 août, le mouvement commença à se répandre de province en province. Les immenses réserves d'énergie révolutionnaire des masses explosaient partout sans plan ni système. Le mouvement se répandit dans un champ sans limites, de Peshawar au Cap Comorin et de Karachi aux frontières de la Birmanie occupée. A Bangalore, dans le Mysore, le mouvement de masse monta à un niveau très élevé. Les étudiants furent le fer de lance de l'attaque contre le pouvoir féodal indien et l'impérialisme britannique. Les ouvriers dans les usines, les mines et les ateliers de Mysore, soutinrent activement les masses petites-bourgeoises en déclenchant une série d'attaques contre le gouvernement du prince indien et le Raj britannique. Ils furent repoussés par les troupes et la police en armes. Nombre d'entre eux furent abattus, beaucoup furent blessés. La fermentation continua pendant des semaines.

Dans les régions de Tamil Nad et d'Andhra, la paysannerie et les masses petites bourgeoises urbaines manifestèrent une grande vigueur, beaucoup de ressources et de capacité à lutter. A Ténali, Ramnad, Madras, Coimbatore et Madura, la classe ouvrière soutint le mouvement par une action gréviste. Kerala se tint à l'écart de la lutte (c'est le bastion stalinien dans le sud). Mais même là, les masses commencèrent à rejoindre le combat et les réunions et les manifestations staliniennes avaient été brisées par des foules violentes. Des zones de Karnatak, de Madras et de Bombay arrivèrent des rapports quotidiens d'attaques contre des gares de chemin de fer des bureaux de postes et d'autres institutions gouvernementales. Dans le Dekkan et le sud de l'Inde, les masses grondèrent de colère.

Bihar et Jamshedpur

Dans les provinces centrales et le Bihar, le mouvement de masses emporta tout au cours de la première semaine de lutte. Dans cette région, les staliniens n'avaient absolument aucune influence sur la classe ouvrière. Le dirigeant syndicaliste réformiste Ruikar contrôle ici les organisations de la classe ouvrière. Le Congrès de cette région était fortement soutenu par le bloc Forward et des syndicats. Les ouvriers des usines de Nagpur et de toutes les villes des provinces centrales se mirent en grève pour soutenir le mouvement de masses dirigé par le Congrès. Mais la classe ouvrière n'entra pas en mouvement avec son programme, son drapeau, ses mots d'ordre. Elle fut entraînée dans le mouvement par la petite bourgeoisie qui soutenait la politique du Congrès. Ainsi fut perdue une magnifique occasion. La classe ouvrière soutenait les masses petites bourgeoises en révolte, mais il n'y avait pas d'authentique parti révolutionnaire ouvrier pour la conduire dans une attaque frontale contre l'impérialisme qui aurait placé les masses petites bourgeoises de cette région sous sa direction. Les régions rurales des provinces centrales étaient en révolte active. Le gouvernement eut à reprendre ces régions rurales en y envoyant des « armées d'occupation ». Les incidents de Shimur sont encore frais dans la mémoire. Les atrocités commises par les troupes de l'impérialisme ne sont pas moins revoltantes que celles des voyous nazis en Europe Orientale.

Dans la troisième semaine d'août, tout le Bihar, des parties des Provinces Unies et des Provinces centrales et même des parties du Bengale et de l'Orissa étaient dans un état de rébellion virtuelle. Dans ces régions, l'administration civile du gouvernement s'était effondrée. C'était particulièrement le cas dans les régions rurales de ces provinces. Le Bihar était le centre de la tempête. Dans différentes parties du Bihar, la paysannerie mit sur pied des gouvernements « swaraj ». Leur juridiction ne s'étendit jamais au delà de quelques villages. Et ils ne durèrent jamais plus que quelques jours. Mais ces éphémères « gouvernements paysans », qui

apparurent dans les régions de l'Inde rurale les plus semi-féodales et les plus pressurées par les grands propriétaires, nous indiquent dans quel sens soufflait le vent. Il est vrai que « ces Etats paysans embryonnaires » qui flottèrent sur la crête montante du mouvement de masses reconnaissent la direction de la bourgeoisie indienne en l'appelant eux-mêmes « Congress Raj ». Mais cela ne diminue en rien la signification fondamentale de ces phénomènes qui se manifestèrent en Inde depuis la première semaine de la lutte. Ils nous enseignent que la paysannerie était debout et que ses membres puissants tremblaient. Le Kisan Sabha contrôlé par les staliniens était incapable de retenir les lourdes masses paysannes. Il était incapable de les empêcher de marcher au secours de la petite bourgeoisie urbaine. En dépit de la propagande du Kisan Sabha stalinien, les paysans rejoignirent le combat et y participèrent activement.

Les ouvriers métallurgistes de Jamshedpur et les travailleurs de la zone charbonnière de Jharia se mirent en grève par sympathie avec les masses en révoltes. Les royistes et les staliniens, qui avaient reçu tous les encouragements possibles du gouvernement pour travailler dans ces endroits, mirent toute leur énergie à ramener les travailleurs vers les usines et vers les mines. Mais les métallos et les mineurs menèrent une lutte déterminée jusqu'au moment où ils furent épuisés, mourant de faim et obligés de se rendre devant des forces supérieures. Leur direction, dans les jours critiques, était aux mains de la bourgeoisie indienne du Congrès. Leurs mots d'ordre ne dépassèrent jamais les mots d'ordre bourgeois habituels du Congrès : « Libérez les dirigeants du Congrès » et « Gouvernement national ». Il n'apparut ni programme indépendant de la classe ouvrière, ni drapeau, ni mot d'ordre pour lui montrer l'issue de la crise. Ils furent la proie de la propagande chauvine de collaboration de classes de la bourgeoisie du Congrès. Leur volonté de lutte était éparpillée et paralysée. Ils ignoraient la ligne de marche, où frapper et comment frapper l'ennemi. Ils croyaient que la bourgeoisie du Congrès était leur amie. Ils ne firent aucun effort sérieux pour comprendre la lutte paysanne qui faisait rage dans les campagnes. Tandis que la confusion, l'hésitation et le doute régnaient dans la direction de la lutte à Jamshedpur et Jharia, les impérialistes frappaient durement coup sur coup contre le mouvement. Des troupes britanniques, avec des chars d'assaut, des avions et tous les instruments de la guerre moderne étaient massés. Le mouvement de masses fut obligé de battre en retraite et de reconnaître une défaite temporaire. Les impérialistes, non seulement terrorisèrent les masses par le déploiement de leur force armée, mais utilisèrent même des tanks et des avions pour mitrailler les masses paysannes dans le Bihar et dans les provinces voisines.

S'il y avait eu un parti révolutionnaire ouvrier dans le Jamshedpur pendant les jours critiques d'août, pour montrer aux ouvriers, clairement et concrètement, le chemin de la lutte, la lutte des masses qui commença

à Bombay lors de l'arrestation du Mahatma Gandhi et des membres du comité d'action du Congrès aurait pris une tournure différente. Ce n'est que dans une action concrète que la classe ouvrière peut gagner la direction des masses petites bourgeoises. Jamshedpur fournissait à la classe ouvrière une occasion splendide d'arracher la direction à la bourgeoisie indienne du Congrès. Peut-être la classe ouvrière apprendra-t-elle, après les erreurs qu'elle a commises à Jamshedpur, avant que la nouvelle vague du mouvement de masses la ramène à nouveau dans la lutte. Il est un point important dont nous devons nous souvenir. Les masses une fois mobilisées devraient être aussitôt lancées à l'attaque. On ne peut pas garder les masses mobilisées pendant trop longtemps. Si les masses mobilisées ne sont pas menées à l'offensive, alors les hésitants, les grognons, les timides commencent à influencer les masses et, même avant l'ennemi, ils frappent le premier coup. C'est le devoir de ceux qui organisent la révolution de voir que les masses mobilisées sont jetées dans le combat au moment où le mouvement de masses est à son apogée. A cette étape, les hésitants, ceux qui doutent et même les timides rejoignent la lutte si la direction est courageuse et audacieuse dans la façon de lancer l'attaque contre l'ennemi.

A l'heure la plus critique dans la première phase de la lutte de masse, le haut commandement du Congrès à Bombay ne savait même pas ce qu'il fallait penser. Les socialistes du Congrès, qui avaient sauté dans la brèche lors de l'arrestation des dirigeants du Congrès, étaient plus désireux de plaire à la bourgeoisie de Bombay que de déclencher et de mener une lutte sérieuse et déterminée contre un ennemi impitoyable et expérimenté, l'impérialisme britannique. On pouvait s'y attendre.

Suren Morerji

Le « Programme constructif » : stratégie de sabotage ¹

Un programme dans une coquille de noix

« Le centre du Programme constructif, dit Gandhi, c'est toujours le rouet autour duquel tournent toutes les activités économiques ». Puisque la politique est en dernière analyse régie par l'économie, Gandhi a incontestablement raison. Le rouet est le centre du Programme constructif parce que, avec d'autres améliorations dans la famille primitive de la forêt, il constitue avec la terre et la vache les moyens de production principaux de la société gandhienne. L'économie du rouet détermine la politique du rouet. C'est pourquoi « toutes les autres activités tournent autour de lui ». Nous avons pourtant des réticences à en rester là. Il nous semble qu'il y ait certaines inconsistances dans la façon dont a été formulée la politique du rouet. Nous avons le sentiment que cette politique-là n'a pas été entièrement tissée sur le rouet, que de meilleurs fuseaux et de plus puissants métiers ont eu à voir avec son élaboration. C'est donc pourquoi, tout en acceptant que le rouet forme la base du Programme constructif, nous voulons relever deux autres traits de ce programme — la bonne volonté communale et le service social — que nous tenons pour guère moins importants. Cela va nous aider à faire apparaître le véritable caractère de la politique du rouet. Les autres points de ce programme en 13 points n'ont pas la même importance : prohibition, voirie, enseignement au jardin d'enfants, galanterie avec les femmes et expression dans une langue pan-indienne. Ce sont là des vertus personnelles qu'on nous invite à cultiver. Nous n'en sommes pas tellement épris. Nous pensons que des canons de conduite plus satisfaisants peuvent encore être trouvés dans les prêches de Socrate, du Bouddha, de Confucius et de Jésus-Christ.

1. Brochure de 1945, publiée en Grande-Bretagne par *Workers International New* en 1948.

Le rouet et la reconstruction du village

Il n'est pas possible d'imposer aux masses un programme s'il ne répond pas dans une certaine mesure à une exigence de masse fondamentale. Si donc les paysans de notre pays ont dans le passé accueilli favorablement le Programme constructif, il faut en chercher l'explication dans leurs conditions d'existence.

L'impérialisme britannique a non seulement détruit l'équilibre de la structure économique de leur petit village pour les soumettre à une cruelle exploitation par l'extraction de la rente et la taxation directe et indirecte. Il a entraîné la paysannerie dans les tourbillons du marché mondial et l'a soumise à ses vicissitudes. Dirigeant sa charrue primitive sur sa parcelle qui diminue sans cesse, le paysan indien est en opposition directe avec toute l'efficacité mécanisée du fermier capitaliste étranger. Ses prix sont gouvernés par les prix mondiaux, ce qui, non seulement comprime son niveau de vie, mais le fait varier comme le sismographe dans un tremblement de terre.

Et c'est sur cette triste situation de la paysannerie que Gandhi veut figer les choses avec son rouet et son programme. Une fois de plus, il cherche à opposer le cadre autosuffisant des anciennes communautés villageoises à l'ubiquité de l'économie mondiale. Il cherche à compenser l'instabilité de la production agricole primitive avec le cadre de bois du rouet et des autres métiers artisanaux du village.

Malheureusement, ce n'est pas seulement l'impérialisme qui subordonne la production paysanne aux besoins du marché mondial. L'industrie indigène s'est développée pour consolider le processus. Il est exact que la bourgeoisie indigène aspire à se protéger derrière un mur de tarifs douaniers élevés. Mais il s'agit là essentiellement d'un bouclier — d'un moyen de se protéger des répercussions défavorables de la production pour le marché mondial. Plus encore, ce n'est pas seulement l'impérialisme qui exploite la paysannerie. La bourgeoisie indigène a depuis longtemps mûri à travers ce viol. Le marché intérieur (c'est-à-dire essentiellement la population de consommateurs paysans) est une grande source d'espoir pour les Tata, les Birla, les Katsurbhai et consorts, surtout quand ils souffrent des difficultés de la concurrence mondiale. Le rouet et la reconstruction du village sont alors dressés contre l'énergie électrique, les métiers d'Ahmedabad et les hauts-fourneaux géants de Tatanagar. Dans une telle coïncidence, aucun doute sur ce dont il s'agit.

Ainsi, non seulement le programme du rouet et de la reconstruction du village est réactionnaire dans son aspiration à la résurrection de la communauté primitive du village, avec son niveau de vie médiéval. Il est stérile en ce qu'il propose d'opposer l'artisanat primitif à l'industrie mécanisée dans les conditions d'une concurrence capitaliste. Il présente ainsi le caractère exceptionnel d'être simultanément réactionnaire et utopique.

Le Programme a cependant des implications politiques profondes. En premier lieu, il représente une tentative soigneusement camouflée de détourner l'attention des couches moyennes et inférieures de la paysannerie des terres des *zamindari* et des paysans riches. C'est là une indication préliminaire de son caractère bourgeois contre-révolutionnaire. A l'époque du capitalisme ascendant, la nécessité d'unifier et d'élargir le marché intérieur, comme de libérer les forces productives des rapports de production féodaux qui les enchaînaient, a conduit la bourgeoisie à libérer le paysan du seigneur et à transformer ainsi aussi bien la terre que le travail en biens jetés sur le marché. Aujourd'hui, à l'époque de l'impérialisme, du déclin du capitalisme, la bourgeoisie ne joue plus ce rôle libérateur. Le capital et la terre, le capital et le landlord sont trop étroitement liés les uns aux autres pour nourrir des intentions homicides les uns à l'égard des autres. La bourgeoisie indigène ne se mêlera pas des rapports de propriété sur la terre. Il ne faut pas que le paysan indien convoite la terre de son seigneur. S'il n'a pas suffisamment de terre à labourer pour en tirer même une existence misérable, il faut lui apprendre à chercher du secours ailleurs et c'est là que, pour la bourgeoisie, commence le rôle messianique du Mahatma et de son rouet.

Le rouet et la reconstruction du village jouent cependant au service de la bourgeoisie un rôle plus positif. « Khadi », dit le Mahatma, dans son pamphlet sur le Programme constructif, signifie une mentalité *swadeshi* globale, une détermination de trouver tout ce qui est nécessaire à la vie en Inde ». Le rouet est ainsi l'emblème de la bourgeoisie indienne, au même sens que le marteau est celui des ouvriers et la faucille celui des paysans. Rien d'étonnant à ce qu'il soit représenté avec tant d'éclat sur le drapeau national ! Le programme du rouet et de la reconstruction du village est une arme politique puissante dans la lutte économique de la bourgeoisie indienne contre l'impérialisme. Il est un *substitut* pour la méthode dangereuse aux conséquences imprévisibles de la lutte de masses. Il a mis la bourgeoisie sur ses pieds, surtout après les campagnes de boycottage des années vingt. Peut-on s'étonner que, bien que des centaines de milliers de yards du tissu le plus fin soient fabriqués dans leurs propres usines, les industriels du textile soient ceux qui portent le plus couramment le *khadi* le plus grossier ? Et nous n'indiquerons bien entendu même pas que ces dévots du rouet ont même pris leur production de *khadi* dans leurs propres usines !

Ce que Gandhi appelle le centre du Programme constructif (la petite machine de bois qui fabrique ses tissus pour les impérialistes, ses sophismes pour l'intelligentsia et son clic-clac pour les masses) n'est rien d'autre que le centre de la lutte bourgeoise pour le contrôle du marché intérieur et du mouvement de masses, un moyen traître, réactionnaire et utopique de tromper une aspiration fondamentale des masses sous couvert de la satisfaire. Cette aspiration est l'aspiration de la paysannerie à détruire les

rapports de propriété existant à la campagne comme moyen de leur émancipation de la tyrannie brutale du marché mondial.

La bonne volonté communale

Les masses ne peuvent pas attendre que le Mahatma ait construit son cadre pour leur liberté sur la base de son rouet. La liberté n'est pas pour elles un simple mot d'ordre ni un idéal désirable. La liberté, pour eux, c'est une nécessité impérieuse — pour en finir aussi vite que possible avec toutes les formes d'exactions, d'exploitation et de tyrannie. Pendant que le rouet tissait, le chaudron de la révolte de masse était en train de bouillir.

Le problème communal est par essence une expression de ce phénomène. Sa virulence même est un indice de la turbulence du mécontentement de masse. Son apparente déformation ne dément pas le fait qu'à sa racine il exprime la lutte de classes.

Les classes supérieures de propriétaires terriens de l'Inde et la partie la plus servile de la bourgeoisie indigène n'avaient aucune raison de dissimuler leur inquiétude devant la profondeur et la puissance du mouvement de masses que la bourgeoisie nationaliste a essayé d'attacher à ses besoins de classe. Les classes supérieures musulmanes en particulier (elles étaient proportionnellement plus parasites encore dans la mesure où elles n'avaient pas de grande bourgeoisie industrielle) craignaient l'accumulation de la colère des paysans musulmans dans la campagne et l'énorme masse des chômeurs et chômeurs partiels dans la petite bourgeoisie des villes. Les pouvoirs et privilèges qu'elles tiraient de leur alliance avec la bourgeoisie britannique étaient en outre menacés par les aspirations politiques de la bourgeoisie nationale. Il fallait attaquer le mouvement de masses, parce qu'une attaque contre le mouvement de masses allait non seulement désorienter les masses mais également affaiblir l'unique sanction de la bourgeoisie contre l'impérialisme. Cette attaque a pris la forme du communalisme musulman, mêlé à des revendications séparatistes et diffusé intellectuellement par l'intermédiaire de l'intelligentsia musulmane à la recherche d'un travail.

Le communalisme musulman était en fait la solution des classes supérieures musulmanes à l'aggravation des antagonismes de classes de la société indienne. Par sa forme, il était une précieuse attaque de flanc du mouvement de masse anti-impérialiste. Toute trahison de la lutte de masses par ses dirigeants était un signal d'une contre-offensive communale menant à une désorientation ultérieure et à la prostration des masses. Le communalisme est ainsi devenu une arme puissante aux mains de l'impérialisme. Toute défaite, toute trahison, tout rapport même de la lutte anti-impérialiste élargissait la brèche communale et renforçait les communalistes. Mais, comme la crise de la société en Inde est insoluble sous son

égide et que chaque défaite des masses constitue une leçon pour l'avenir, le renforcement des luttes de masses avait réduit les communalistes à dépendre plus et plus complètement des impérialistes. Dépendance si totale que la liquidation du problème communal ne peut que suivre la liquidation préalable de l'impérialisme en Inde.

Le communalisme musulman dérivait aussi d'un élan initial et d'une poussée continue de la politique réactionnaire du nationalisme bourgeois. Le rationalisme a été la philosophie de la bourgeoisie quand elle cherchait à libérer les paysans du contrôle d'une église féodale dans les débuts du développement capitaliste. A l'époque de son déclin, la bourgeoisie n'a pas besoin de libérer mais d'enchaîner les paysans à leur joug. Le revivalisme hindou est la philosophie de cette bourgeoisie, car l'hindouisme n'a pas son pareil pour paralyser les aspirations les plus fondamentales des masses. C'est pourquoi, sous Lokmanya Tilak, le véritable ancêtre du communalisme hindou hystérique, le nationalisme bourgeois, a pris résolument une coloration hindoue. Dans les mains de Gandhi, le processus a été encore élargi et approfondi. Il s'agit d'un simple *sadhu* (ermite) que le nationalisme bourgeois a balancé devant les yeux des masses paysannes qui se sont rassemblées par centaines de milliers *pour recevoir son dharshan* (révélation). Peu importait aux masses musulmanes illettrées que le *sadhu* puisse réciter le Coran ou la Bible. Ce genre de produit, ils pouvaient se le procurer d'une qualité supérieure et d'une plus grande quantité dans leurs propres mosquées. Lui-même responsable dans une certaine mesure du renforcement de communalisme musulman, le Mahatma aspire à résoudre par des méthodes religieuses ce qui est par essence une expression de la lutte de classe sous la forme d'une contre-attaque politique. Sa méthode est celle « de l'unité imbrisable du cœur ». Pour lui, le problème communaliste n'est pas un problème stratégique dans la mise sur pied d'une campagne anti-impérialiste. Ce n'est pas une contre-attaque impérialiste contre le mouvement de masse. C'est un problème personnel. Les cœurs des Hindous comme des Musulmans ont quelque chose qui n'est pas exactement en place. Ils doivent mettre leur cœur en ordre afin qu'il ne puisse plus y avoir « de l'eau hindoue ou du thé musulman ».

Comme toujours, les formulations religieuses dissimulent ici une manœuvre politique. Il s'agit de trouver une formule d'accord entre les landlords et les princes de la Ligue musulmane et la bourgeoisie industrielle du Congrès — une formule qui partagera les dépouilles et permettra ainsi de présenter un front uni des exploités dans le contrôle des ressources armées de l'Etat contre les forces qui s'accumulent de la révolte des masses en bas. Un ou deux échecs dans son effort pour gagner la Ligue musulmane ne découragent pas le Mahatma. Pendant que les masses essaient de toutes leurs forces de mettre leur cœur en ordre, il est au moins sûr que l'unité réelle sera empêchée — l'unité *des masses contre leurs exploités* sur la ligne de la lutte de classes.

Le Service social

Ni la manœuvre du rouet de Gandhi, ni la manœuvre communale de l'impérialisme ne peuvent *pour un seul instant* arrêter le procès de la lutte de classes, et, bien que le Mahatma refuse de reconnaître la lutte de classes, la lutte de classes, elle, ne manque pas de le reconnaître lui. Doux et sensible comme il est, il ne peut pas ignorer cette reconnaissance. Et il lui fait un clin d'œil sous la forme du service social. Le service social, c'est la réponse de Gandhi à la lutte de classe. Il met sans cesse en garde contre « la révolution violente et sanglante ». Il presse (aux masses des pauvres, bien sûr) « le renoncement volontaire aux richesses et au pouvoir que donnent les richesses ». Pendant ce temps, il conseille aux masses de vivre en paix avec leurs maîtres, c'est-à-dire de collaborer avec leurs exploités. Pour aider les masses à accepter ce conseil, il a inscrit le service social dans son programme.

Notre problème n'est pas ici de savoir quelle est la motivation du service social humanitaire. Le cœur du Mahatma peut être aussi profond que les cavernes de l'enfer — dans sa sympathie pour les pauvres. Ce qui nous intéresse ici, c'est de démontrer l'orientation sociale réactionnaire de l'humanitarisme lui-même. Dans la mesure où la lutte de classes est un élément fondamental de la société de classe et qui ne peut en être extirpée, la tentative de modérer son âpreté à l'égard des classes exploitées et de détourner ainsi d'elle leur attention, est non seulement futile, mais elle signifie se mettre au service des exploités eux-mêmes. Si la société gandhiste est la même chose qu'une société égalitaire, l'objectif social ne doit pas être de *moins* exploiter les masses, mais de la libérer de *toute* exploitation. Et ce dernier objectif n'est certainement pas celui du Mahatma. Il démontre ainsi à quel point il est au service de la bourgeoisie. Les doux visages et les grâces des anges ne sont que derrière « les richesses et le pouvoir qu'elles donnent ».

Le rôle de la non-violence

Il y a un trait commun aux trois principes du Programme constructif : sous couleur de servir une aspiration fondamentale des masses, tous cherchent à les abuser. Le rouet prétend être au service du désir du paysan de s'émanciper du marché mondial mais il leur passe le garrot de la bourgeoisie indigène et en définitive du marché mondial lui-même qu'ils cherchaient à esquiver. L'unité de cœur communale prétend poser les bases d'une unité dans l'offensive des masses contre l'impérialisme britannique alors qu'en réalité elle détourne les masses de la lutte anti-impérialiste et leur passe la camisole mortelle de l'impérialisme. Le service social aspire à élever le niveau économique et culturel des masses, mais en réalité il perpétue le système de l'exploitation semi-féodale qui les domine. Le trait commun à ces trois éléments ne peut pas être attribué

directement à une volonté délibérée de tromper de la part du Mahatma. Nous ne savons pas, et nous ne soucions pas de savoir si c'est indirectement. Ce qui est clair, c'est que la contradiction manifeste entre l'objectif et les résultats découle de l'unique facteur d'unification dans toute la philosophie confuse de Gandhi, à savoir *la non-violence*. « Car, dit l'oracle en personne, le Programme constructif pourrait être appelé autrement et de façon plus appropriée le Programme constructif de Purna Swaraj ou de l'Indépendance complète par des moyens confiants et non-violents ». Le Programme constructif est la route non-violente vers la Swaraj. La force d'unification fondamentale de l'ensemble du Programme constructif, comme de toute la théorie et pratique du gandhisme, c'est la non-violence.

Force ou violence sont la sanction finale de la loi. L'Etat impérialiste, c'est la violence organisée. Le renversement de l'Etat impérialiste consiste à opposer à sa violence une violence supérieure. Cette violence supérieure ne peut provenir que d'un Etat étranger ou de l'intervention des masses dans l'arène politique. La révolution est la méthode pour vaincre la violence de l'Etat par une violence supérieure des masses. C'est à juste titre que le Mahatma définit la révolution comme « violente et sanglante ».

Le Mahatma définit la non-violence comme « un processus de conversion ». En d'autres termes, la non-violence est concernée par les individus, pas par le système. A la violence de l'Etat impérialiste (que Mahatma a appelé une fois « léonine ») la non-violence répond par la pression morale sur le fonctionnaire de l'Etat. Elle essaie de « changer le cœur » de ce dernier, c'est-à-dire de lui inspirer de la pitié et ainsi de la compréhension, par le spectacle de la souffrance. Ainsi la non-violence ne défie-t-elle pas l'autorité de l'Etat impérialiste, mais cherche seulement à modifier ses manifestations. En refusant aux masses le droit d'opposer leur propre violence à la violence de l'Etat (la sanction finale de toutes les lois), la non-violence subordonne les masses à l'autorité, c'est-à-dire à la violence, de l'Etat impérialiste. La méthode de la non-violence (mis à part son contenu politique) est dans le meilleur des cas *réformiste* et pas révolutionnaire. C'est-à-dire qu'elle opère intégralement à l'intérieur du système impérialiste. Quelle que soit la phraséologie de ses avocats, la non-violence ne peut pas chercher à renverser le système impérialiste.

La stratégie du réformisme est une stratégie de pression. Violence et stratégie de renversement sont la stratégie de la révolution. Qu'il s'agisse de pression ou de renversement, la lutte des masses est nécessaire. Mais si la lutte des masses se développe sur une ligne de violence (c'est-à-dire se dirige vers le renversement de l'Etat), la chute de l'Etat impérialiste sera accompagnée de celui des formes de propriété qu'il défendait — la bourgeoisie indigène étant trop faible pour conserver sa propriété que ce soit contre l'impérialisme ou contre les masses. La lutte des masses doit donc

être emprisonnée dans la camisole de force de la non-violence pour que la propriété bourgeoise soit préservée. C'est là que réside la contradiction fondamentale, le caractère de double visage de la non-violence. Elle est revêtue d'une phraséologie révolutionnaire et prétend sauver les masses de l'impérialisme. Mais en réalité, elle sert des desseins contre-révolutionnaires car elle endommage et dévie la lutte des masses et sauve l'impérialisme des masses.

La stratégie du saboteur

La stratégie de masse qui a commencé en août 1942, en dépit de presque un quart de siècle de prêches de la part du Mahatma, était ouvertement et tout à fait sans vergogne une lutte *violente*. Les masses, dès le début de la lutte, ont mis en pièces la camisole de force de la non-violence dans laquelle la bourgeoisie avait essayé de les emprisonner. Elles ont ainsi démontré au monde le peu d'estime qu'elles avaient pour la non-violence. C'était leur façon à elles d'affirmer que leur route vers le renversement de l'Etat impérialiste est celle de la violence, de la lutte de classes, de la révolution.

Qui peut s'étonner de la panique de la bourgeoisie indigène qui a très tôt déserté la lutte et essayé de l'arrêter, qui, aujourd'hui, la dénonce et décline toute responsabilité pour elle ? Jamais plus ils ne tenteront d'utiliser la lutte de masses pour intimider l'impérialisme.

Le Mahatma met donc en avant son Programme constructif non comme une préparation à la désobéissance civile, mais comme « une voie alternative au swaraj ». Telle est l'importance de cette « voie alternative » qu'il a menacé de jeûner si ses disciples ne l'acceptaient pas. Telle est son importance qu'on a amené derrière sa considérable puissance de feu la lourde artillerie des « Rs 1/2 crores Kastruba Fund » (plus encore de service social !). Saboter le mouvement de masse révolutionnaire *de l'extérieur* en le mettant une fois de plus dans la camisole de force de la non-violence — qu'il a catégoriquement rejetée —, telle est la stratégie du Programme constructif.

Mais la camisole de force demeurera seulement tant que les masses n'entrent pas dans l'arène de la lutte directe. C'est pourquoi le Programme constructif cherche également à saboter la lutte de masse *de l'intérieur*, afin de détruire les organisations de classe existantes des masses. Le Programme constructif a donc été élargi récemment. On a assigné aux ouvriers des programmes spéciaux, et aussi aux kisans et aux étudiants, de sorte que chacune de ces catégories puisse contribuer à la « construction du swaraj ». Il n'est pas nécessaire ici d'en traiter en détail. Il suffit de dire que la « construction du swaraj » signifie aujourd'hui, en 1945, pour le Mahatma :

a) La destruction de l'indépendance de classe des syndicats par la

« construction » de syndicats maisons rivaux (comme à Ahmedabad) et la tentative d'attirer par la séduction les syndicats qui fonctionnent au sein du T.U.C. dans l'Hindustan Mazdoor Sevak Sangh qui est ouvertement pour la collaboration de classes.

b) L'écrasement de l'indépendance de classe du Kisan Sabhas par la construction d'un Congrès Kisan dominé et contrôlé par le Congrès, c'est-à-dire sous le patronage affectueux des classes supérieures, bourgeois et landlords.

c) Une offensive idéologique contre le marxisme, sous le couvert d'une attaque contre le stalinisme et la réduction en servitude idéologique à la bourgeoisie des organisations étudiantes à travers la « construction » d'un Congrès étudiant qui « se gardera de toute politique » — sauf la superstition gandhienne et le revivalisme utopique.

K. Tilak

(Leslie S. Simon Goonewardene)

Le Plan Wavell et le Congrès¹

[...] La question cruciale de la politique indienne en ce moment est : « Le congrès va-t-il accepter le plan Wavell ? » car c'est de cela seulement que dépend le succès ou l'échec de ce plan. En fait, le Congrès a déjà accepté. En envoyant ses représentants participer à la conférence du Vice-Roi à Simla, le Congrès National Indien a déjà fait savoir son accord aux principes de base de ce plan. Il ne reste qu'à régler des détails comme la répartition des sièges au conseil exécutif du Vice-Roi. Il n'y a guère de doute que l'accord se fera finalement et que le Congrès réoccupera les postes qu'il a abandonnés après le début de la guerre en 1939. Seulement, cette fois, il ne sera pas en poste seulement dans les provinces mais aussi au centre, assumant ainsi la pleine et entière responsabilité pour l'administration impérialiste britannique en Inde. Reniant ce qu'il a dit dans le passé, il va accepter de travailler dans le cadre de la constitution esclavagiste de 1935 et il va soutenir activement la guerre impérialiste qu'il refusait jusqu'à présent de soutenir en disant que l'indépendance de l'Inde était le test décisif de l'honnêteté des buts de guerre professés par les Nations-Unies.

Le grand fait, ce n'est pas que le Congrès s'est compromis, c'est qu'il a capitulé de façon abjecte. Cette capitulation n'a pas surpris ceux qui, employant une méthode marxiste d'analyse, réalisaient que le Congrès National Indien est le parti de la bourgeoisie de l'Inde qui ne peut que jouer un rôle d'opposition à l'impérialisme et qui ne se met à la tête du mouvement de masse que pour conclure un compromis avec le gouvernement et trahir le mouvement. De tous les partis politiques de l'Inde, le Bolshevik-Leninist Party a été le seul capable de prévoir et de prédire l'événement, rendant publiques ses idées dans la mesure où le lui permet la petite dimension de l'organisation et les conditions d'illégalité. Les changements de ligne politique du Congrès National Indien depuis le début de la guerre ont suivi avec une précision remarquable les intérêts immédiats changeants de la bourgeoisie indienne. Il est instructif de les rappeler.

1. Extrait traduit d'après la reproduction de cet article dans *Fourth International*, septembre 1945, pp. 279-282.

Après le commencement de la guerre impérialiste en septembre 1939, le Congrès qui était alors en poste dans les provinces, démissionna, réclamant une déclaration sur les buts de guerre britanniques, tout en poursuivant une politique de non-coopération dans l'effort de guerre, comme de ne lui faire aucune difficulté. En d'autres termes, il voulait que la Grande-Bretagne indique le prix qu'elle était prête à payer pour que le Congrès soutienne la guerre. La réponse arriva avec la déclaration d'août 1940 du Vice-Roi : rien du tout ! Le Congrès continua donc sa politique de non-coopération et de ne pas faire obstacle à l'effort de guerre, mais, afin de conserver son prestige dans les masses, il fut obligé de s'embarquer dans le geste symbolique d'individus sélectionnés encourrant l'emprisonnement sur la question limitée de la liberté de parole en ce qui concernait la guerre. La campagne, bien entendu, tomba à l'eau, le Congrès tenant toujours pour un compromis. Cette politique répondait parfaitement aux intérêts de la bourgeoisie. On ne pouvait guère gagner en coopérant et, d'un autre côté, la guerre continuait et la bourgeoisie pouvait attendre. Tout ce temps, il n'était pas question de jouer avec le feu d'un mouvement de masse pour arracher des concessions. La couarde bourgeoisie indienne n'en brandit même pas la menace.

Changement dans la situation militaire

Cette situation, cependant, changea brutalement avec le changement de la situation militaire au détriment des Britanniques début 1942 et particulièrement à la suite des victoires japonaises et de la menace qui pesa sur l'Inde elle-même. La bourgeoisie se sentait dans une position bien meilleure et elle l'était effectivement. La proposition Cripps représentait le désir pressant de l'impérialisme britannique d'arriver à un accord avec le Congrès. Mais la bourgeoisie indienne n'était pas prête à tout jouer sur l'impérialisme britannique dans une situation où la victoire de la Grande-Bretagne n'était nullement assurée, *sauf en échange d'une très sérieuse considération*, ce que Cripps n'offrait pas. C'est ce qui explique le rejet par le Congrès de l'offre de Cripps. Maintenant, pour la première fois, le Congrès parlait en termes de luttes de masse et adoptait la bien connue résolution d'août 1942 qui autorisait Gandhi à déclencher une lutte de masse si son dernier appel au Vice-Roi était infructueux. On sait qu'à ce moment le gouvernement arrêta les dirigeants du Congrès, une action qui donna le signal d'un soulèvement spontané des masses dans tout le pays. La lutte d'août ne fut donc pas formellement lancée par le Congrès, un fait qui a permis à la direction du Congrès de décliner toute responsabilité pour elle. Mais le Congrès aurait-il lancé une lutte de masse (même sur une ligne non-violente) si les arrestations n'avaient pas interféré dans les événements ? L'auteur pense qu'ils l'auraient fait, car espoirs et revendications de la bourgeoisie indienne à l'époque étaient si grands que la bourgeoisie britannique n'aurait pu se permettre de les accorder. Mais

l'important est que, si le Congrès avait réellement déclenché une lutte de masse, il l'aurait fait avec la perspective d'arriver à un compromis avec l'impérialisme. Il est significatif que jamais, même en août 1942, le Congrès n'ait caractérisé la guerre comme impérialiste. Au contraire, tout en critiquant la validité des buts de guerre alliés, il offrait de soutenir la guerre si ses propres revendications étaient satisfaites.

Avec l'écrasement de la lutte d'août et la perspective grandissante de la victoire des Alliés, la bourgeoisie indienne changea d'attitude. Elle voulait maintenant un accord, et un accord à tout prix. Elle voulait retrouver ses postes. Car, à la différence de 1939-1940, la fin de la guerre était en vue et, en outre, la main-mise gouvernementale sur l'économie était si totale qu'ils souhaitaient revenir même comme administrateurs ! Ne serait-ce que pour jouir des avantages mineurs que vaut semblable position. Ce changement d'attitude de la bourgeoisie fut exprimé par Gandhi, qui, lors de sa libération au début de 1944, énonça ses conditions pour un accord. Bien qu'il offrit de soutenir la guerre, ses conditions étaient encore trop élevées et l'impasse continua. Au début de 1945, Bhulabhai Desai, dirigeant du parti du Congrès dans l'Assemblée législative centrale, discuta avec le Vice-Roi de propositions pour un accord (on apprend maintenant que Gandhi avait en privé donné son accord à ces propositions). Ces propositions constituent la base de l'actuel plan Wavell que le Congrès est en voie d'accepter. Ainsi, toute la politique du Congrès depuis la guerre, dans tous ses zigzags à gauche et à droite jusqu'à la capitulation actuelle révèle une logique interne qui confirme entièrement notre caractérisation du Congrès National Indien comme le parti de la bourgeoisie indienne.

Quelle a été l'attitude des autres principaux partis politiques de l'Inde devant le plan Wavell ? Le Ligue musulmane, le parti réactionnaire des landlords musulmans, qui obtient le soutien des Musulmans pauvres en excitant leurs sentiments communalistes contre les Hindous et qui s'est renforcée sous le patronage direct des impérialistes pendant la guerre dans la période où le Congrès était dans l'opposition, a également accepté les bases du plan Wavell, mais s'est maintenant engagée dans une querelle au sujet du nombre de sièges pour elle-même au conseil exécutif. En fait, elle revendique tous les sièges des musulmans pour elle, ce qui, pour le moment, est l'unique obstacle devant l'application des propositions Wavell. Le Hindu Maha Sabha, le parti réactionnaire des landlords hindous qui partage à égalité avec la Ligue musulmane la responsabilité d'avoir attisé les querelles communalistes entre Hindous et Musulmans, est opposé au plan Wavell, non parce qu'il ne transfère pas un pouvoir réel, mais parce que lui, le Sabha, veut une représentation plus élevée dans le conseil du Vice-Roi que les 50/50 Hindous-Musulmans proposés par le plan Wavell. Les libéraux qui ne représentent aujourd'hui qu'eux-mêmes, sont pour accepter les propositions, comme toutes les autres organisations de secteurs différents de la bourgeoisie.

Les Staliniens indiens

La revendication la plus insistante, peut être en faveur de l'acceptation du plan Wavell, vient du Communist Party of India. Son journal, *People's War*, salue ces propositions comme « une scission dans le camp de nos ennemis, la classe dirigeante britannique, parce que, derrière lui, il y a la pression de nos alliés, les peuples de Grande-Bretagne et du monde épris de liberté » (*People's War*, 24 juin 1945). Ces gens n'ont-ils pas conscience que le plan Wavell a l'approbation conjointe des membres conservateurs, libéraux et travaillistes de feu le gouvernement de coalition et la pression des peuples de Grande-Bretagne et du monde épris de liberté est-elle si maigre ? Une pression, il y en a certainement, mais la seule qu'on puisse découvrir derrière cette proposition de continuer à garder l'Inde soumise est celle de la bourgeoisie impérialiste britannique. Elle voudrait elle aussi un accord avec l'Inde pour aider la Chine dans la guerre contre le Japon. Il n'est bien entendu pas question de la Birmanie où l'on utilise aujourd'hui des troupes indiennes pour ramener la Birmanie sous le joug de l'impérialisme britannique. On peut en tout cas dire une chose pour les staliniens. Leur mot d'ordre de « gouvernement national » est maintenant en cours de réalisation. Dans la période de la lutte d'août, quand les masses affrontaient les chars et les balles britanniques et que la bourgeoisie elle-même était dans l'opposition, les staliniens faisaient de leur mieux pour saboter la lutte allant même jusqu'à dénoncer les militants à la police. Ils appelaient furieusement à un « gouvernement national » sur la base de l'unité Congrès-Ligue pour soutenir la guerre, c'est-à-dire pour une oppression unie bourgeoise-féodale-impérialiste des masses. C'est maintenant sur le point de devenir un fait. Un « gouvernement national » est en train de naître. Seulement ce sera un gouvernement national contre la nation.

Comment le Congrès ajustera-t-il son abjecte capitulation d'aujourd'hui avec ses professions de foi héroïques du passé ? Ses dirigeants ont déjà dit publiquement que le plan Wavell n'était qu'un arrangement transitoire pour la période de la guerre et que le Congrès n'avait pas abandonné son objectif de l'indépendance. Jawaharlal Nehru en particulier a émergé au premier plan comme le principal porte-parole du Congrès à cet égard et, tout en célébrant démagogiquement les combattants d'août et en dénonçant les profiteurs de guerre, il s'efforce de peindre la capitulation du Congrès comme un pas en avant. Mais il y a deux faits que rien ne permet de contourner. Premièrement, le Congrès va travailler sous l'Acte de 1935 qu'il a dans le passé boycotté comme une constitution esclavagiste avec laquelle il ne pouvait rien avoir à faire. Deuxièmement, il va soutenir inconditionnellement la guerre impérialiste, ce qui signifie qu'il va assumer la responsabilité totale pour les fardeaux de guerre intolérables imposés aux masses indiennes, pour l'envoi de troupes indiennes en Malaisie, Birmanie, etc., afin de reprendre pour l'impérialisme britan-

nique ces pays. En d'autres termes, aucune dose d'ingénuité de la part du Congrès ne peut réussir à convaincre les masses que la capitulation n'est pas autre chose qu'une capitulation.

Ce n'est cependant pas pour dire qu'il y aura quelque opposition de masse à l'accord. Au contraire, la première réaction des masses à cet accord sera celle du soulagement. Après avoir souffert trois années de dure répression, les masses doivent accueillir favorablement le retour aux responsabilités du Congrès, dans l'espoir que les choses, sous lui, vont aller mieux. En cela, elles seront déçues, mais plus tard. La première période verra une croissance de l'activité de masses, une résurrection des espoirs et des aspirations des masses qu'elles essaieront de réaliser à travers le Congrès. On peut déjà assister à une renaissance de l'activité politique, déjà visible dans des couches assez larges de l'intelligentsia petite-bourgeoise. C'est l'autre aspect de la capitulation du Congrès. Tandis que, d'un côté, en procurant une façade à l'impérialisme britannique, le Congrès repousse la question d'une lutte de masse directe contre l'impérialisme britannique, de l'autre, par les espoirs que crée cette action, il met en marche de nouveaux processus qui en dernière analyse se développeront jusqu'à un heurt avec l'impérialisme britannique et lui-même.

La Gauche du Congrès

Il en va cependant tout autrement avec la base militante du Congrès, particulièrement ceux qui ont pris une part active à la lutte ou ont rejoint le drapeau du Congrès après août 1942. Pour eux, l'accord va être une triste désillusion. Il y a déjà des signes d'opposition parmi les éléments de gauche qui sont à l'intérieur ou font allégeance au Congrès. Toute la direction de la soi-disant Gauche (le Congress Socialist Party, le Revolutionary Socialist Party du Bengale) a capitulé devant la direction du Congrès. Mais les meilleurs éléments de base de la gauche du Congrès se rassemblent contre l'accord. Cette opposition semble se développer à présent sur la base de l'opposition à la direction du Congrès et pas encore au Congrès lui-même. Mais l'opposition poursuivie à l'accord signifierait l'opposition à ce soi-disant gouvernement national qui sera formé par le Congrès, ce qui obligerait alors à chasser ces éléments du Congrès. Combien seront-ils à tirer les conclusions politiques nécessaires, à savoir que le Congrès est le parti de la bourgeoisie et qu'il faut construire le parti révolutionnaire du prolétariat indien ?

Le jeune Bolshevik-Leninist Party, qui n'a été fondé qu'au milieu de 1942 est maintenant en face de sa première véritable chance d'expansion. Dans le passé, en plus du fait qu'il subissait de plein fouet la répression et devait mener ses activités dans la clandestinité, il s'est heurté à de grosses difficultés de recrutement, à cause de la loyauté au Congrès très répandue. L'apathie, l'abandon de la politique, qui sont le lendemain de toute importante défaite, ont également été visibles en Inde et ont effectivement

empêché tout développement significatif de notre parti dans les années creuses de 1943-1944. La situation est en train de changer et il est hors de doute que, de tous les partis et groupes politiques en Inde, le B.L.P.I. est celui qui va gagner le plus dans ce changement.

Mais le plus important de tout est la possibilité de recruter au parti à partir des rangs de la gauche du Congrès dont, sans aucun doute, une importante fraction du matériau révolutionnaire le meilleur de l'Inde est partie depuis août 1942. Vers qui ces éléments déçus par la direction du Congrès aujourd'hui, par le Congrès demain, peuvent-ils se tourner ? Ils haïssent le Communist Party of India d'une haine née de l'amertume de leur propre expérience. Seul le B.L.P.I. leur offre un programme et une politique claire, cependant que, d'un autre côté, le nom de la IV^e Internationale a aujourd'hui un pouvoir d'attraction pour les éléments révolutionnaires qui découle d'une reconnaissance instinctive qu'il est le continuateur des traditions révolutionnaires de la III^e. La vitesse et l'ampleur avec laquelle ces éléments seront amenés dans le B.L.P.I. ne dépendront pas le moins de la mesure dans laquelle le B.L.P.I. est capable de les toucher et de la justesse de sa politique à leur égard. En tout cas, la section indienne de la IV^e Internationale est devant une grande chance, celle de se transformer, de groupe persécuté, petit, avec un programme révolutionnaire, en un parti ayant des cadres suffisants pour se tourner avec confiance vers la nouvelle et réelle tâche de gagner les masses.

B.L.P.I.

Les fusillades policières de Calcutta en novembre 1945¹

Une vague de protestation indignée des masses provoquée par le procès des hommes de l'Indian National Army de Subhas Chandra Bose organisé par l'impérialisme anglais, a balayé l'Inde tout entière pendant le mois dernier. Le Congrès National Indien, ayant très vite compris l'extraordinaire importance de ces procès dans la perspective de sa campagne électorale, prit la tête du mouvement pour la libération des hommes de l'I.N.A. Il n'envisageait cependant cette affaire que comme une excellente occasion à utiliser pour sa campagne électorale dans tout le pays. Pour le reste, il avait l'intention de faire une parade spectaculaire pour la défense légale des accusés devant la cour martiale, appuyée sur le stratagème classique d'un Fonds de secours ramassant des pièces de vingt roupies — pour acheter la fidélité de ces hommes, de leurs partisans et de leurs nombreux admirateurs. Mais les masses ont fait échouer la tactique malhonnête de ces politiciens. Connaissant parfaitement, par expérience, le sort réservé aux victimes de l'impérialisme anglais et méprisant la servilité de leurs « dirigeants » qui se contentent d'intercéder auprès des impérialistes pour la grâce de ses adversaires, elles ont rapidement dépassé dans leur allant les limites d'une simple agitation électorale préparée avec soin par le Congrès. Des réunions et des manifestations monstres, aboutissant souvent à des heurts violents avec la police, ont secoué le pays d'un bout à l'autre. Déjà avant les événements de Calcutta, des fusillades et des charges des *lathi* s'étaient produites à Madura, Lahore, Delhi, Lucknow et Amritsar. Même l'armée indienne et l'aviation de l'impérialisme britannique avaient été progressivement gagnées : non seulement des officiers et des soldats envoyaient des souscriptions au Fonds de solidarité, mais on en voyait même aux tribunes des meetings où ils apportaient leurs contributions.

L'agitation culmina à Calcutta. Le Congrès, avec en tête le frère de Chandra Bose, sensible au caractère extraordinairement explosif de la

1. Rapport non signé du B.L.P.I. au Secrétariat International, archives du S.I., papiers de l'I.L.T. Le rapport porte la date du 13 février 1946, ce qui en dit long sur la distension des relations.

situation, chercha à canaliser l'indignation des masses au moyen de la soupape de sûreté d'un meeting de protestation au cours duquel « seul le Président (un vieux Congressiste chancelant) prendrait la parole ». Mais la manœuvre échoua misérablement. Il fut en particulier impossible de retenir les étudiants. Ils désertaient les collèges et se consacraient tout le jour aux meetings et manifestations. Fouettée par eux, l'agitation se répandait dans la classe ouvrière. Les staliniens changèrent à nouveau de tactique. Ces agents de l'impérialisme en Inde, qui, jusqu'à présent, avaient dénoncé les membres de l'armée nationale indienne (I.N.A.) comme des « agents de la cinquième colonne » et des « fascistes », découvrirent soudain leurs vertus patriotiques et commencèrent à faire campagne pour leur libération. La pression des masses les avait poussés vers une orientation nouvelle qu'ils acceptaient péniblement et à contre-cœur. La campagne pour la libération des hommes de l'I.N.A. déclenchait une nouvelle offensive des masses contre l'impérialisme. Les impérialistes anglais ne pouvaient tarder à passer à la contre-offensive.

Dans l'Inde entière, les étudiants avaient fixé au 21 novembre une « Journée contre la répression », en protestation contre les brutalités policières à Madura, Lahore, Delhi, Lucknow et ailleurs. A Calcutta, les étudiants n'allèrent pas en cours ce jour-là et tinrent un meeting de protestation, puis, à 14 heures 30, ils défilèrent dans la Lharamtollah Street, une des artères principales de la ville. Soudain la rue fut barrée par un énorme contingent de policiers en armes signifiant que le cortège ne pouvait aller plus loin, car commençait là une zone protégée. Les étudiants essayèrent de forcer le barrage mais furent repoussés ; ils s'assirent dans la rue, ne sachant quoi faire. Le trafic était interrompu et la foule grossissait sans cesse. Vers 18 heures, les étudiants tentèrent à nouveau de passer. Les *lathis* chargèrent et laissèrent sur le terrain plusieurs jeunes manifestants, le crâne brisé. Mais les manifestants refusaient de se disperser. C'est alors que la police ouvrit le feu, tuant trois manifestants et en blessant une centaine.

Aucun dirigeant du Congrès n'était sur place. Tôt dans l'après-midi, quelques étudiants étaient allés chercher Sarat Bose pour qu'il vienne sur les lieux de la bagarre avec la police. Non seulement il refusa de venir, mais encore il leur donna l'ordre formel de se disperser. Les étudiants traitèrent ce conseil par le mépris et passèrent outre. Après la fusillade, des émissaires de Sarat Bose se glissèrent dans les rangs des manifestants avec des textes écrits des patrons du Congrès condamnant l'action des étudiants et disant que le Congrès n'avait pas lancé de mouvement de désobéissance civile, s'associant aux griefs de Sarat Bose contre l'indiscipline des étudiants et priant ces derniers de se disperser pacifiquement. Les étudiants huèrent ces émissaires. Even Casey, gouverneur du Bengale, se rendit sur les lieux dans une voiture spéciale équipée d'un micro et d'un haut-parleur. On se moqua de lui et il se fit huer. Il tenta de

s'adresser aux étudiants de derrière les cordons de police mais personne ne fit attention à lui.

Dans l'intervalle, nos camarades s'étaient rendus sur les lieux alors que les dirigeants s'enfuyaient. Ils s'adressèrent aux étudiants assis dans la rue, célébraient leur courage, condamnant la trahison des faux dirigeants et les exhortant à rester sur place et à se renforcer jusqu'à ce que la police les laisse passer. Nos camarades appelèrent à demander le soutien des ouvriers. Inutile de dire que la présence et les interventions de nos camarades contribuèrent à renforcer la ferme résolution des étudiants. Allumant des feux au milieu de la rue pour se réchauffer, les étudiants restèrent assis toute la nuit, décidés à forcer les barrages, quoi qu'il arrive.

La fusillade contre les étudiants souleva la colère de la population à Calcutta. La classe ouvrière en particulier était enflammée. Dès le jeudi matin, les ouvriers quittèrent les uns après les autres les usines en signe de protestation. Les transports urbains étaient complètement paralysés. Les chauffeurs de bus, de trams, de taxis, les conducteurs de pousse-pousse avaient tous quitté le travail. Avec des milliers d'autres ouvriers, portant leurs drapeaux syndicaux et scandant leurs propres mots d'ordre, ils défilèrent pour aller rejoindre les étudiants, toujours assis par terre dans la rue sous la menace des armes à feu de la police. Le drapeau rouge prit place devant le drapeau tricolore de la bourgeoisie du Congrès, devant les étudiants assis. Un hartal complet fut proclamé dans la ville. Boutiques, restaurants, théâtres, tous les lieux publics étaient fermés. Toute la population de Calcutta était dans la rue. Ceux qui étaient sur les lieux de la fusillade et aux alentours dénombrèrent plus de cent mille présents.

Pendant ce temps, Sarat Bose et les dirigeants du Congrès perdaient la tête. Leur couardise et leurs basses manœuvres avaient été complètement dévoilées devant les masses. Ils réitérèrent des efforts désespérés pour persuader les étudiants de reculer, mais en vain.

Jeudi après-midi, vers 13 heures, pendant qu'une partie d'entre eux restait sur place pour garder leur position dans la Lharamtollah Street, le reste des étudiants, plusieurs milliers, se réunirent pour condamner la fusillade. Sarat Bose se fraya un chemin jusqu'à la tribune et appela de nouveau les étudiants à se disperser ; on lui répondit en se moquant de lui. Incapable de supporter cet affront, il se tourna vers le gouverneur impérialiste pour trouver du secours, le suppliant de laisser passer les étudiants, lui garantissant que « rien n'arriverait » si la permission était accordée. Le gouverneur, couvert par ce nouvel allié, qui lui donnait une raison honorable de reculer, fit retirer ses troupes de la position qu'elles occupaient, non sans avoir fait charger et tirer une dernière fois les *lathis*. Après le retrait des forces de police, 100 000 étudiants et ouvriers défilèrent à travers la « zone protégée ». C'était pour les étudiants et leurs nouveaux alliés, les ouvriers, une immense victoire.

Les staliniens arrivèrent à faire débrayer une importante partie des ouvriers. Mais ils étaient loin d'être satisfaits d'être contraints de le faire. Complètement discrédités aux yeux des masses par leurs trahisons accumulées, ils étaient effrayés par la solidarité qui s'établissait entre étudiants et ouvriers. Alors qu'ils semblaient vouloir se joindre à la protestation de masse, ils cherchaient en réalité à la frapper dans le dos. Au lieu de conduire les ouvriers, drapeaux de leurs syndicats déployés, à l'endroit où les étudiants manifesteraient, et réaliser ainsi une magnifique démonstration de solidarité, ils les conduisirent loin du meeting et tinrent un meeting séparé dans lequel ils lancèrent la revendication d'une « commission d'enquête sur la fusillade ». Ils épaulèrent ainsi les dirigeants petits-bourgeois de gauche qui revinrent sur la scène le jeudi matin pour trahir les manifestants et les ramener dans le giron de Sarat Bose.

Le « retrait » du cordon de police ne signifiait cependant pas que « rien n'arriverait ». Mises en rage par les fusillades policières qui se poursuivaient dans d'autres endroits de la ville, les masses voulaient se ruer contre le gouvernement impérialiste. Les forces de police avaient été totalement retirées des rues qui étaient pleines d'une foule impatiente, folle de colère lorsqu'elle apprit que 37 personnes avaient été tuées et plus de 300 blessées. Mais il n'y avait aucune direction. Les ouvriers étaient retenus par derrière par les staliniens. Les étudiants qui ne pouvaient en aucun cas de se débarrasser de leur propre direction, étaient désorientés par la lâcheté, les hésitations et la trahison de leurs dirigeants petits-bourgeois « de gauche », affiliés au comité exécutif de la Fédération des étudiants du Bengale. Ces messieurs aux jambes en coton avaient peur de s'aventurer dans les rues face à la « violence » des masses et aux balles qui lui répondaient. Ils étaient plus épouvantés encore par la violence de Sarat Bose qui avait interdit aux membres du Congrès de prendre part à de quelconques meetings ou manifestations et excitait maintenant ses mercenaires et ses hommes de main contre les « agents provocateurs », les « groupuscules » et les organisations autres que le Congrès.

Dans cette situation, nos camarades ont vaillamment lutté pour conduire des manifestations et tenir des meetings d'étudiants et d'ouvriers. Ils expliquaient que la seule voie permettant de contenir le lumpen-prolétariat qui dirigeait maintenant le combat de rue selon ses conceptions (lançant des broques aux soldats dans les quartiers isolés et brûlant des camions militaires comme symboles de la force armée impérialiste), était d'organiser une action disciplinée organisée par des comités mixtes d'ouvriers et d'étudiants, des manifestations et meetings en commun, etc. Mais la fédération des étudiants avait décidé de ne pas agir et les staliniens ne voulaient pas agir non plus. Même dans ces conditions, nos camarades sont parvenus à prendre la tête de deux grandes manifestations — dont l'une drapeau rouge en tête — dans les quartiers les plus agités et les plus dangereux, haranguant les foules à chaque carrefour, lançant des mots

d'ordre pour la solidarité ouvriers-étudiants et appelant les masses à s'abstenir à cette étape d'attaquer les forces armées. Notre principal mot d'ordre était « Préparons-nous au second round ». Il était déjà clair qu'on en était au reflux. Nos forces étaient trop réduites à côté des centaines d'hommes accourus en auto sur l'ordre de Sarat Bose et qui s'employaient à persuader le peuple d'abandonner la rue, et à côté de la trahison des dirigeants petits-bourgeois de « gauche ». Même à ce moment-là, c'est l'action des seconds qui fut décisive, non celle des premiers.

Les événements du 21 au 23 novembre ont clairement démontré que le Congrès national bourgeois a très peu d'emprise sur les masses, les ouvriers et les petits-bourgeois de Calcutta. Les masses ont été trop radicalisées pour être plus longtemps aveuglées par la démagogie du Congrès. Il a également été démontré l'absence presque complète d'une opposition de gauche organisée à l'intérieur du Congrès ou à l'extérieur, en dehors de la classe ouvrière. Ces événements ont aussi donné à nos jeunes cadres leur première expérience du mouvement de masses et démontré aux étudiants au moins que les trotskystes préparent la seule direction, non seulement idéologique, mais de combat, pour le mouvement anti-impérialiste tout entier. Nous pouvons considérablement progresser à la suite de cette expérience.

H. Mahadevan

Le Mahatma Gandhi : père du capitalisme indien

Mars 1948¹

L'assassinat du Mahatma Gandhi a clos un important chapitre de l'histoire indienne. Pendant plus de deux décennies, il a occupé le centre de la scène politique et exercé une influence immense et unique sur les luttes politiques du pays.

Mais si l'apôtre de l'*ahimsa* n'a pu échapper à l'ironie de sa mort violente, c'est à cause de la position qu'il a prise publiquement sur la question communale. En fait, on ne peut guère douter que la raison de ce meurtre était l'espoir calculé qu'il allait faire brûler l'Inde des incendies de la haine communale.

Il serait cependant hypocrite et malhonnête pour un parti de la classe ouvrière de rendre à Gandhi le tribut et l'hommage dus à un grand dirigeant. Pour admirable et juste qu'ait été Gandhi dans son appel à l'unité communale et contre la haine communale, sa méthode était vouée à l'échec dans sa conception même.

Dans un pays où exploités et opprimés, oppresseurs et opprimés revêtent dans des provinces différentes les visages de communautés différentes, où les paysans et les travailleurs vivent au niveau de la famine et dans la crasse sordide de l'ignorance et du besoin, les sentiments communalistes sont devenus la réponse inflammable à un appel sur la base de la religion. Ils sont devenus également la forme classique par laquelle la classe capitaliste cherche à briser l'unité des masses, les détournant de l'action de classe directe et de l'attaque contre la propriété et en en faisant leurs pions dans leurs propres querelles fractionnelles.

Il n'est donc pas surprenant que le pistolet de l'assassin lui ait été donné par la droite du capitalisme indien, l'Hindu Maha Sabha, le parti des *zamindari* hindous.

Seule l'action des ouvriers et paysans frappant la tyrannie de leur oppression séculaire réalisera l'unité de l'Inde. Mais l'arme de la lutte de classes était une arme dont Gandhi ne voulait pas se servir. Aussi saint et mystique qu'il soit réputé être, il était avant tout un homme politique intelligent.

On a décrit Gandhi comme « le père de l'Inde ». C'est vrai, mais dans un sens très particulier. La classe capitaliste indigène indienne est unique dans les capitalismes coloniaux. La fraction du pouvoir qu'elle a réussi à saisir, la conscience de ses intérêts propres, la force d'organisation de son parti, l'Indian National Congress — et, avant tout, la force comparative de sa base industrielle, tout cela a été aidé dans son développement par la pénétration politique du Mahatma Gandhi.

Dans le boycottage des produits étrangers, il manifesta une compréhension instinctive des intérêts de la bourgeoisie indienne et la nécessité de rassembler sous un mot d'ordre adéquat les énergies anti-impérialistes des masses. Les Tata et les Birla, les Dahla et les Dalmia étalent un luxe qui est peut-être celui des millionnaires occidentaux. Ce qu'ils ont fait a été directement inspiré par le génie politique d'un homme pour qui les symboles de l'avenir de l'Inde étaient le rouet et la charrue. Avec tout l'ascétisme de son idéal utopique, Gandhi a été le père du capitalisme indien en tant que force politique. Il était plus que juste qu'il ait rendu son dernier souffle dans la spacieuse splendeur de la maison de Birla.

Mais Gandhi a été aussi l'instrument inconscient de la destinée sociale de l'Inde. Entraînant les masses sous le mot d'ordre de l'*ahimsa*, il a cherché à canaliser les énergies anti-impérialistes des masses sur une ligne qui conforterait les petits efforts des capitalistes indiens eux-mêmes pour un meilleur partage avec l'impérialisme britannique. Tout en mettant les masses en mouvement, il savait quand les arrêter quand elles cherchaient à se débarrasser de la camisole de force dans laquelle il essayait de les enfermer.

Personne n'avait un sens plus aigu de la propriété que cet homme qui prétendait avoir renoncé lui-même à tout et, avec le mot d'ordre de la non-violence, il a forgé l'instrument le plus subtil pour masquer la réaction. Ce mouvement instinctif des masses pour frapper à la base de l'oppression impérialiste et de l'exploitation capitaliste était pour lui une « folie Himalayenne ». Le non-paiement de la rente par la paysannerie, aussi bien que les grandes vagues de grèves de la classe ouvrière de l'Inde ont toujours trouvé en lui un inlassable adversaire. Dans la résolution de Bardoli qui mettait fin au deuxième mouvement de désobéissance civile, il déclara avec franchise que le non-paiement de la rente par les paysans devait être découragé et arrêté. En 1945 encore, il prit position contre la grève des balayeurs à Bombay et fut tout disposé à approuver l'utilisation comme briseurs de grève du Corps des Volontaires du Congrès. La discipline de la non-violence devait être la méthode qui pouvait émusser le tranchant de l'action de classe de masse.

1. Brochure éditée par le B.L.P.I. dont l'auteur était un des dirigeants.

Gandhi était grand, comme seul un politicien capitaliste peut l'être, dans l'habileté obstinée et trompeuse avec laquelle il représenta les intérêts de classe du capitalisme indien. Au milieu des contradictions de l'arène coloniale, il perçut la force potentielle des masses et les utilisa pour appuyer et surmonter les faiblesses du capitalisme indien dans sa négociation pour des miettes plus importantes avec l'impérialisme britannique. En même temps, à l'aide de sa mystique, il fabriquait la bride pour juguler l'impatient coursier de la révolution sociale indienne.

La mort de Gandhi marque la fin d'une époque. Aujourd'hui, avec le retrait du gouvernement direct par l'impérialisme britannique, la lutte de classes émerge avec plus d'acuité et de clarté. Chacun interprète liberté et indépendance conformément aux réalités naturelles à sa classe. La réaction indigène, incapable désormais de dissimuler ses objectifs derrière la philosophie, tissée à la maison, de Gandhi, doit de plus en plus se dénoncer aux yeux des masses comme leur ennemi historique. La bataille décisive pour l'avenir de l'Inde reste encore à livrer. Seul un authentique parti révolutionnaire ouvrier qui entraîne dans ses rangs les millions de paysans de l'Inde, réalisera une Inde véritablement libre, unie et indépendante dans le cadre des républiques socialistes de l'Asie et du monde.

Courrier

Une lettre de Pierre Broué, en date du 21 janvier 1985

J'ai récemment rencontré à plusieurs reprises Raymond Molinier qui se plaint d'être l'objet de moqueries de la part de camarades de son organisation et pense que l'origine s'en trouve dans ce que j'ai écrit dans divers recueils des textes de Trotsky — où ce dernier le mentionne aussi assez souvent.

Je trouve indigne que quiconque, surtout « camarade », se croie aujourd'hui en droit de se moquer de Raymond Molinier. Je crains seulement que la cause de cette attitude ne soit à chercher ailleurs que dans les livres. En ce qui me concerne cependant, je ne veux pas me dérober devant les responsabilités que je pourrais avoir dans une situation franchement déplaisante.

Molinier me demande de démentir deux légendes que j'aurais, selon lui, accréditées ou contribué à répandre : celle de ses origines sociales et celle du cirque qu'il aurait, assurent certains, dirigé pendant la guerre en Amérique du Sud. En ce qui concerne ses origines il a — ou plutôt il a eu — raison. J'ai en effet écrit à tort, sur la foi de renseignements venus d'hommes de sa génération et sans les vérifier, qu'il était fils de « petit banquier » : Isaac Deutscher avait commis cette erreur avant moi et ne semble pas s'être attiré sur ce point de reproches. J'ai écrit cela dans *Le Mouvement communiste en France*, p. 695, dont la première édition a paru en 1967. Et j'ai eu tort. Depuis, cependant, j'ai rectifié, écrivant en 1978, dans le volume 2 des *Œuvres*, p. 90, que R. Molinier était né « dans une famille modeste contrairement à une légende ». N'était-ce pas suffisamment net comme rectification ? En tout cas, cette fois, c'est net. Quant à l'histoire du cirque (comme celle qui fait de Molinier un agent secret de la « France libre » pendant la guerre), je l'ai mentionnée comme « légende invérifiable » dès 1967 : je n'ai rien à ajouter à cette appréciation, n'ayant pas cherché à vérifier et Raymond Molinier n'étant pas au centre de mes recherches. Je pense qu'il est suffisant de le rappeler. J'ajoute cependant, par égard pour Raymond Molinier, qu'il dément tout cela avec énergie.

Ceci précisé, il faut être clair. Nous publions les *Œuvres* de Trotsky, cette fresque étincelante sur le premier XX^e siècle, des écrits dans lesquels Jeanne et Raymond Molinier tiennent une place que certains lecteurs jugent excessive. Nous n'acceptons pas de leçon de morale parce que nous n'avons pas indiqué, à propos de l'affaire Klement, que Jeanne Molinier avait démenti la déclaration que lui avait attribuée la presse et contre laquelle Trotsky polémiqua. Parce que nous avons publié ce démenti dans les *Cahiers* n° 4. Parce que mentionner ce démenti nous obligeait à souligner qu'il ne comportait pas les déclarations que Jeanne disait avoir faites, mais seulement un résumé, et que Trotsky en avait fait si peu de cas qu'il avait retourné le tout déchiré en petits morceaux. Nous ne voyons pas l'intérêt qu'il y aurait à faire le procès de Jeanne Molinier. Encore moins, comme semblent le vouloir certains, celui de Trotsky.

Nous avons montré par des actes dans le passé que nous étions prêts à aider concrètement la recherche de ses amis sur Raymond Molinier. La réciproque n'est pas vraie puisque ce dernier a le privilège d'accéder à des archives de Trotsky et Sedov actuellement fermées aux historiens, et que ce n'est pas par lui que nous avons appris leur existence. Mais nous n'attendions pas de reconnaissance. Simple-ment, que chacun fasse son travail. Nous, c'est de l'œuvre de Trotsky que nous nous occupons.

Les départs

Jean Beaussier (1912-1984)

Jean Beaussier est mort à Londres, le 15 décembre 1984, d'une crise cardiaque. Il était né le 13 mai 1912 à Beauvais (Oise) dans une famille ouvrière pauvre. Il était pupille de la nation, son père ayant été tué pendant la guerre en 1915. Il entreprit des études secondaires au lycée de Beauvais, aidé par son grand-père. Il eut pour professeur d'histoire Charles-André Julien qui fit sur lui une grande impression et influença profondément sa formation intellectuelle. En juin 1926, il manifesta à ses côtés et lança des slogans anti-cléricaux, ce qui lui valu d'être renvoyé. Il poursuivit sa scolarité au collège de Clermont (Oise) et constitua avec son condisciple Jean van Heijenoort une cellule de la Jeunesse communiste. Il milita par la suite au rayon de Puteaux-Suresnes de la J.C. dont il fut exclu comme oppositionnel. C'est à l'automne 1930 qu'il prit contact avec la Ligue communiste. Etudiant en anglais, il milita à l'Union Fédérale des Etudiants (U.F.E.) et y rencontra Yvan Craipeau. Il entra en contact avec un groupe de jeunes militants de l'organisation sioniste Hachomer Hazair qu'il gagna à la Ligue. En mai 1933, en protestation contre la condamnation à mort de huit Indochinois, à Saïgon, la Ligue communiste organisa une opération contre le siège du gouvernement général d'Indochine, rue de La Boétie, à laquelle il participa avec cinq autres militants. Militant consciencieux, il fut désigné pour se rendre à Saint-Palais assurer la garde de la villa les Embruns et l'aspect extérieur de la sécurité. Il demeura à Saint-Palais du 13 au 30 août 1933. Il conserva jusque dans les derniers moments un vif souvenir des gardes matinales au cours desquelles il discutait avec un Trotsky enthousiaste des romans de Malraux et de Céline. C'est lui qui fut chargé d'accompagner Malraux, le soir du 8 août jusqu'à son hôtel de Royan. Au cours de son séjour, il posa timidement à Trotsky des questions concernant la rupture avec Rosmer auxquelles il n'obtint que des réponses évasives. Il se souvenait avec émotion de Trotsky entourant ses épaules et celles de Jean van Heijenoort et Jean Lastérade, s'écriant un peu solennellement : « Voilà le futur comité central des Jeunesses bolchevik-léninistes ! ». Mais dès cette époque, il nourrit de sérieuses réserves sur le régime intérieur de la Ligue qui l'amènèrent, quelques mois plus tard, à rejoindre le groupe juif et les 35 démissionnaires qui fondèrent l'Union Communiste. Il reprit contact vers la fin de 1936 en adhérant au P.O.I. N'ayant pas pris part à la lutte fractionnelle à l'intérieur du G.B.L. en 1935, il est tout désigné pour travailler, au début de 1937, aux côtés de Sedov à la contre-enquête sur le procès de Moscou. Erwin Wolf le présente à Trotsky comme étant le « mentor » du comité qui a été mis sur pied. Du 24 au 31 mars 1937, il effectua, avec Raymond Leprince, qui fut le chauffeur de Trotsky, un voyage pour reconstituer l'itinéraire de Trotsky entre Marseille et Saint-Palais en juillet 1933 et

accumuler les preuves matérielles qui servirent à démolir la déposition de Vladimir Romm au procès de Moscou au sujet de sa prétendue rencontre avec Trotsky au Bois de Boulogne. Après son service militaire, d'octobre 1937 à octobre 1938, il continua de militer au P.O.I., écrivant dans *La Lutte ouvrière* plusieurs articles sous le pseudonyme de Giral. Son brillant article, « Hitler et l'Ukraine », dans le numéro du 18 novembre 1938, attira l'attention de Trotsky qui s'enquit de l'identité de son auteur. Mobilisé le 23 août 1939, il rejoignit après sa libération Cahors puis Clermont-Ferrand où il séjourna d'août 1941 à mars 1942. Il participa pendant quelques mois à une cellule trotskyste clandestine animée par Gérard Bloch et Laurent Schwartz. En désaccord avec eux sur la façon d'envisager la clandestinité, il cessa tout contact. En avril 1942, il gagna Perpignan et décida d'entrer dans la Résistance. Son activité de directeur de l'orientation professionnelle lui servit de couverture à l'organisation d'un réseau de Résistance dont il découvrit plus tard qu'il relevait de l'Organisation de Résistance Armée (O.R.A.). Il édita un *bulletin d'orientation professionnelle* dont le dernier numéro, sorti le 6 août 1944, contenait un tract de la Résistance. Le 19 août, il est amené à occuper la fonction de préfet qu'il assumera jusqu'au 28 août. Nourri de son expérience militante trotskyste d'avant-guerre, de ses lectures de *La Révolution russe* de Trotsky, il avait rédigé dès la mi-juillet, le texte de décrets sur la saisie des biens des collaborateurs. Il prit la direction de la radio locale et anima jusqu'en 1946 une émission culturelle. En contact avec Marcel Valière, il participa le 30 août 1944 à la fondation du premier syndicat unique de l'enseignement. Délégué en 1945 au premier congrès de la Fédération de l'Education nationale, il devint membre de la C.A. de la F.E.N., appartenant jusqu'en 1953 en tant que non communiste à la tendance dite « cégétiste ». Il prit ses distances à partir de 1954 avec celle-ci et collabora au journal *France Observateur* et à sa rubrique éducation sous son pseudonyme de Giral. De 1946 à 1966, il fut directeur du centre d'orientation professionnelle de Versailles. Il occupa pendant plusieurs années le poste de président de l'association internationale de l'orientation scolaire et professionnelle. Il enseigna par la suite à Nanterre et fut en 1966 l'un des rapporteurs et organisateurs du colloque d'Amiens. Il avait encouragé, dès ses débuts, l'Institut Léon Trotsky et suivait avec sympathie et intérêt la publication des *Œuvres* et des *Cahiers* et des *Cahiers* dont il était un lecteur fidèle. Il avait apporté une aide précieuse à Gérard Roche dans ses recherches sur les procès de Moscou et avait noué avec lui une solide amitié. Doté d'une vaste culture, grand lecteur, passionné d'art, de littérature et d'histoire, il donnait avis et conseils, faisait des suggestions. Il ne ménageait ni ses forces, ni son temps pour chercher un renseignement, un article, un livre. Il adoptait dans les discussions un ton enjoué et d'amicale critique et frappait son entourage par sa vivacité et sa jeunesse. Dans les derniers temps, surmontant sa modestie et ses réticences, il avait envisagé d'écrire ses souvenirs. Sa mauvaise santé avait retardé la réalisation de ce projet et sa brutale disparition nous prive définitivement de la lecture du récit d'une vie riche et bien remplie. Il avait depuis longtemps rompu avec le mouvement trotskyste sans jamais abandonner toutefois un intérêt pour l'histoire de la IV^e Internationale qui se poursuit. Il se déclarait résolument marxiste et disait ne rien renier de son passé de militant trotskyste et de son engagement aux côtés de l'opposition de gauche dans les années trente. « Je ne vois pas, déclarait-il, il y a quelques mois encore à Gérard Roche, ce que j'aurais pu faire d'autre à ce moment là ».

Alfonso Leonetti (1895-1984)

Alfonso Leonetti est mort le soir de Noël dernier à l'hôpital des Gemelli, à Rome. Il avait été dans le P.C.I. Feroci, Ferri, Gennaro Schippa, Saraceno, et dans l'opposition internationale Souzo et Turino — pseudonymes attribués par Trotsky, mais aussi Féro, Akros, Martin et J.P. Martin, et quelques autres aussi sans doute. Il était né près de Bari à Andria le 13 septembre 1895, adhéra à la Jeunesse socialiste en 1913 et fit partie du noyau internationaliste. C'est dans cette période qu'il se lia à Antonio Gramsci et à Pia Carena, alors collaboratrice de ce dernier, qui devint la compagne de la vie de Leonetti. Rédacteur à l'*Avanti* de Serrati, puis au premier *Ordine Nuovo* fondé le 1er mai 1919, il fut du premier noyau des communistes italiens à Livourne et rédacteur en chef du premier quotidien communiste italien, l'*Ordine Nuovo*, puis du second, *Il Lavoratore*, et enfin de l'*Unità*. Inculpé en 1923 d'« organisation de bande armée » — ce qui ne manquait pas de sel sous un régime fasciste —, il fut acquitté, aussi le 1er novembre 1926 les fascistes l'enlevèrent et le lynchèrent littéralement : hospitalisé avec notamment une fracture du crâne, il réussit à s'évader de l'hôpital pour éviter une prison dont il avait peu de chances de ressortir. Délégué en 1924 au 5^e congrès de l'I.C. où il rencontra pour la première fois Trotsky et Ruth Fischer, il fut élu au C.C. du P.C.I. à son congrès clandestin de Lyon en 1926, en 1927 au « centre » illégal en Italie, qui, sur décision du parti en 1928, approuvée par l'I.C., fut transféré à Paris. Il émigra alors.

C'est à Paris qu'avec ses camarades Blasco — ancien bordiguiste — et Ravazzoli — ancien ordinoviste — il entra en opposition avec la ligne stalinienne de la « troisième période ». Durement sanctionnés par l'appareil, « les trois » se tournèrent vers l'Opposition de gauche et Leonetti rencontra Rosmer en avril 1930. En juin, les trois étaient exclus pour leur collaboration avec Trotsky entre autres. Leonetti allait demeurer dans l'Opposition de gauche de 1930 à 1937. Principal dirigeant du groupe italien émigré — la N.O.I., « nouvelle » opposition pour se distinguer de l'ancienne, la Fraction bordiguiste — il fut pendant presque tout ce temps un des principaux dirigeants du secrétariat international (1930-1931, 1933, 1934-1937) et surtout l'animateur de son *Bulletin international* — la tâche qui passionnait le plus cet ancien journaliste. Où le situer dans cette période ? Hostile à Molinier, il se défendait avec énergie de l'accusation de « navillisme » lancée dans l'entourage de Trotsky et, bien que personnellement lié d'amitié tant avec Daniel Lévine (Paul Le Pape), opposant de gauche en 1930, et Jean Rous, le « conciliateur », homme de Trotsky en 35-36, il semble avoir été plus proche politiquement des éléments issus de l'appareil comme Ruth Fischer, Maslow, Sneevliet. En 1935, avec les deux premiers, il critiqua la position de Trotsky sur le Front populaire, qu'il souhaitait combattre de l'intérieur, et il fut affecté profondément par le départ de ces militants en 1936. Les accusations lancées contre lui par les staliniens, reprises par ses propres camarades et la « perquisition » de ces derniers à son domicile (voir dans les *Cahiers Léon Trotsky* n° 9, l'article de Pietro Messina sur cette affaire) l'avaient profondément atteint. Plus que les violences des nerfs staliniens du service d'ordre de la Conférence de Pleyel, en 1933 aussi. Réélu au S.I. à la conférence de juillet 1936, convaincu que la IV^e Internationale s'installait dans une voie qui la conduisait à l'isolement, il cessa son travail politique pour entreprendre des études de grammaire et philologie en Sorbonne et collabora seulement avec Sedov dans la lutte contre les procès de Moscou jusqu'à la mort de ce dernier.

Quand l'exode jette sur les routes de France, en 1940, Leonetti et sa compagne, il n'a pas rompu formellement avec l'organisation mais a en fait déjà rompu politiquement. Pour lui, la lutte contre le fascisme, mal majeur, implique même l'union sacrée et c'est consciemment qu'entré dans la Résistance au Puy, il cherche à se rapprocher du P.C.F. où il est admis en 1945, puis rejeté à la demande du P.C.I. De retour à Paris, en 1946, il collabore à *Cité-soir*, à *La Pensée socialiste*, avec son ami Rous, finalement, jusqu'à la retraite, à *France-Soir* comme archiviste-documentaliste. En 1960, il décide de revenir en Italie où la loi lui permet de bénéficier d'une retraite et d'une pension de victime du fascisme. Il rencontre son vieux camarade Terracini, exclu pendant la guerre, puis réintégré, qui négocie pour lui un retour au P.C.I. qui lui donnerait une position de « vétéran historique » et au P.C.I. de Togliatti une physionomie de « rassembleur » des « communistes », finalement « déstalinisé ».

Le 17 février 1962, l'*Unità* publie une déclaration de lui que Pierre Broué a résumée en 1974 :

« Leonetti, qui se défend d'être un « miraculé » du XXII^e congrès », affirme que c'est à l'époque du Front populaire qu'a cheminé en lui « la conviction de la justesse des positions du parti communiste » et « mûri la critique du trotskysme ». Les XX^e et XXII^e congrès ont supprimé ses motifs d'opposition à la ligne générale du P.C.I. et l'action de Togliatti a fait le reste. Selon l'*Unità*, Leonetti ne renie pas les idées qui furent les siennes, mais dit que son erreur fut d'avoir poussé jusqu'à la rupture avec le P.C.I. son opposition et sa lutte politique « parce que les faits ont toujours démontré qu'un communiste n'a raison que dans le Parti et avec le Parti qui exprime les intérêts historiques du prolétariat ». La déclaration explique « la faillite historique du trotskysme » par le fait qu'il se serait « éloigné du courant révolutionnaire moderne réel dont la composante essentielle est donnée par les P.C. ».

La « concession » était de taille et il n'est pas extraordinaire que certains y aient vu un reniement, voire l'aveu d'un double jeu. Mais Leonetti n'est pas allé plus loin publiquement, au contraire. Il assurait encore en 1974 dans une interview le mérite de Trotsky et de ses camarades d'avoir continué à poser la question de l'Internationale. Il a activement aidé et personnellement participé à l'établissement de la vérité sur les crimes de Staline à l'égard des communistes italiens. Il a notamment multiplié sous des formes diverses les tentatives pour éclairer la tragique disparition de Blasco, un autre des « trois », détenu à la prison du Puy à l'époque où il s'y trouvait et vraisemblablement assassiné après son évasion et celle des autres détenus dans le cadre d'une opération dirigée par les F.T.P. de Théo Vial-Massat. Il avait beaucoup de tristesse que ses efforts aient été mal interprétés par la compagne de Blasco, Deborah, qui collabora pourtant avec lui dans cette recherche pendant des années. Il publia, en même temps que ses souvenirs et des *Notes sur Gramsci* (chez E.D.I.), seul ouvrage de lui traduit en français, une brochure sur les communistes italiens victimes de Staline. Il aida les *Cahiers Léon Trotsky*, moralement et matériellement, leur remettant, des années avant sa mort, des documents d'archives, notamment le dossier de la correspondance qu'il a entretenue sur l'affaire Blasco avec diverses personnalités et organismes (et dont l'I.L.T. a remis un double à R. Prager qui enquêtait sur cette disparition), des documents d'archives, des livres et un accueil toujours chaleureusement fraternel dans le petit appartement de la Via dei Giornalisti. Il était extrêmement fier, ces dernières semaines, d'avoir réussi à faire passer dans la page culturelle de l'*Unità* un article signé de son nom, compte-rendu élogieux et enthousiaste des deux numéros sur Rakovsky des *Cahiers Léon Trotsky*, et une interview d'une page entière rendant compte des travaux de l'I.L.T., car il disait que, malgré les efforts de la police, ces numéros-là pénétreraient en U.R.S.S. et que les soviétiques sauraient que l'Occident n'avait pas oublié Trotsky ni ses camarades. Deux cama-

-rades de l'I.L.T., invités en novembre à Rome à un colloque de l'Ecole française de Rome et logés chez lui sur ultimatum de lui, lui ont rendu visite à l'hôpital Gemelli et l'ont entendu redire sa foi dans le communisme et son dégoût de ceux qui s'en réclament, à la tête de partis qui n'ont rien de « communistes ». La veille de sa mort, il rappelait au camarade Antonio Moscato qu'il devait faire un article pour les *Cahiers Léon Trotsky* sur l'attitude de la N.O.I., « la seule révolutionnaire » face à la guerre d'Ethiopie commencée en 1935 par Mussolini.

L'historien Telloli, qui a consacré sa thèse à Leonetti, prépare pour le numéro des *Cahiers* consacré à l'Italie, un article sur lui en tant que dirigeant de l'Opposition de gauche et de la L.C.I. appuyé sur les P.V. du S.I. et sa correspondance. La discussion le concernant n'est ni close ni près de l'être, mais il faut le dire, même si cela peut heurter de bons amis et camarades : les camarades de l'I.L.T. qui ont connu Alfonso dans les dernières années de sa longue vie l'ont pleuré.

Testament politique de Leonetti

On peut vieillir et finir ses jours de façon différente selon la plus ou moins grande perte de lucidité due aux années et à la décomposition de notre système d'entendement.

Le vieil Edouard Herriot, maire radical-socialiste de Lyon, craignant que son ami, le cardinal Gerlier, ne lui joue un mauvais tour en faisant en sorte qu'il quitte ce bas monde avec sa bénédiction à un athée qui se serait converti in articulo mortis, notifia par testament qu'il mourrait athée et radical-socialiste quoi qu'il puisse dire ou faire d'autre à l'instant de sa mort.

Mon camarade et ami Ottavio Pastore (juillet 1887 - juin 1965) mourut en répétant dans un murmure « La liberté est le fusil à l'épaule de l'ouvrier », une devise de Lénine que lui et nous avons proclamée sur les places et dans les journaux ouvriers dans les années 19-20.

D'autres vieux camarades en revanche, tombant dans les pièges de journalistes charognards, ont effacé un demi-siècle de luttes, de sacrifices, de prisons, qu'ils avaient endurés avec dignité et courage, pour finir dans l'exaltation de Turati, c'est-à-dire de la social-démocratie contre Lénine et le léninisme. Un tel danger d'obscurcissement et de perte de l'esprit critique existant pour tout homme et à tout âge, moi, Alfonso Leonetti, sain d'esprit et libre de toute contrainte, déclare fermement être et rester un marxiste révolutionnaire conséquent, donc un internationaliste léniniste, sans rien renier des luttes menées contre le stalinisme sous le drapeau de Trotsky et de la IV^e Internationale, l'Utopie qui fera de cette société barbare et désagrégée la Cité communiste¹ de l'humanité libre.

Fait et écrit de ma main à Rome, le 24 février 1982.

Traduit de l'Italien.

Alfonso Leonetti

1. En français dans le texte.

Georges Paget (1904-1984)

Georges Paget est mort à Chavigny le 20 octobre 1984. Il était né à Nancy le 4 janvier 1904. Ce militant ouvrier fut l'un des pionniers du mouvement trotskyste en France.

La guerre l'obligea à quitter l'école à dix ans : il souffrit d'avoir ainsi appris très jeune encore combien la « politique » pesait sur le destin de chacun. Sympathisant

avec le mouvement *Clarté* qui réunissait les adversaires de la guerre, il travailla depuis son enfance et c'est tout naturellement qu'il adhéra en 1919 aux Jeunesses socialistes en tant qu'admirateur de la Révolution russe. Il fut au moment du congrès de Tours un ardent partisan de l'adhésion de la S.F.I.O. à la III^e Internationale. Organisateur des Jeunesses communistes, rédacteur de l'organe local *Le Jeune Bagnard du Sous-Sol*, le jeune mineur de fer Paget milita jusqu'en 1926 dans les J.C., participant à leur direction départementale. Son activité syndicale dans le syndicat des mineurs de la C.G.T.U. avait fait de lui en cette période un dirigeant de masses, à l'autorité reconnue par ses camarades de travail.

Le communiste Paget suivait avec attention les développements en U.R.S.S. et il prit position en 1927 en faveur de l'Opposition de gauche, ce qui lui valut d'être lui-même exclu. En 1929, l'Oppositionnel Paget rejoignit le groupe de militants qui, à l'appel de Trotsky, fondaient *La Vérité*. L'action du « trotskyste » Paget était dès lors inséparable de celle de ses camarades, le sidérurgiste Raymond Florence (1908-1981) et le peintre en bâtiment Paul Viey (1904-1968) qui conservèrent toujours une influence dans les travailleurs de leur région. C'est avec eux qu'il publia le périodique *Communistes quand même*, qui allait devenir plus tard *L'Etincelle de l'Est*.

Georges Paget fut ainsi l'un des fondateurs de la Ligue communiste — la section française de l'Opposition de gauche — et fut élu membre de sa section exécutive en janvier 1931. Il fit également partie de la délégation de la Ligue qui demanda au P.C. la réintégration des oppositionnels et la représenta le 29 mai 1932 à la conférence du rayon de Belfort du P.C. entré en opposition. Il fut également délégué à la conférence de Pleyel, en juillet 1933, par le Secours rouge international, dont il n'avait cessé d'être l'animateur à Chavigny. Le service d'ordre stalinien l'expulsa de la salle, avec d'autres... Dans le même temps, il participait à la création de l'Opposition unitaire, signant, parmi les premiers, son Manifeste, paru le 1^{er} mai 1930. Le P.C. tenta vainement de le chasser de la responsabilité de secrétaire-adjoint de son syndicat, que lui avaient confiée ses camarades, et envoya même à cet effet un membre du secrétariat, Marcel Gitton, connu pour sa brutalité à l'égard des oppositionnels. Cela n'empêcha pas Georges Paget d'être délégué des mineurs de fer de Chaligny-Neuves-Maisons au congrès de la 3^e Union régionale unitaire en 1932 et d'être élu à la direction régionale.

En 1934, comme d'autres militants français, il eut la possibilité de rencontrer Léon Trotsky à Saint-Palais. En 1982, il en gardait encore un souvenir très vif, disant à Robert Hirsch : « Il m'a fait une bonne impression, le gars qui écoute. Il cause très bien le français. Il ne t'interrompt jamais. Il posera des questions après. Il marque ». Trotsky lui pose en effet beaucoup de questions, sur le bulletin des trotskystes de Neuves-Maisons, sur le matériel d'impression qu'ils ont fabriqué, sur les conditions de vie des travailleurs. Avec les autres militants de la Ligue communiste, Paget entre en 1934 à la S.F.I.O. et y milite au G.B.L. Il inspire en novembre la création d'une section des J.S. à Neuves-Maisons, bientôt section des J.S.R. Il est élu en 1935 sur une liste S.F.I.O., conseiller municipal de Chavigny.

Exclu de la S.F.I.O. en mars 1936, Georges Paget avait, semble-t-il, déjà rejoint le groupe de militants trotskystes qui éditait *La Commune* et allait constituer, derrière Raymond Molinier et Pierre Franck, le parti communiste internationaliste (P.C.I.). Membre du C.C. du P.C.I., Georges Paget ne devait rejoindre la IV^e Internationale de façon formelle que beaucoup plus tard. Prisonnier en 1940, il ne put reprendre son activité militante qu'à son retour en 1945, dans le parti communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale, qui était le résultat de la réunification survenue pendant la guerre. Les premières années lui

avaient laissé un souvenir d'années fastes : la présence à Nancy d'un professeur d'université, le grand mathématicien Laurent Schwartz, le fait qu'il avait pu recruter sept militants à Neuves-Maisons et vendre une cinquantaine de numéros de *La Vérité* hebdomadaire, laissaient à Paget un grand souvenir de ces années. Mais ce furent bientôt les années de crise de la IV^e Internationale, les scissions du P.C.I. : en 1949, Paget et ses camarades se retirent.

Georges Paget, qui avait été candidat aux Législatives en 1946 pour le P.C.I., ne baisse pourtant pas les bras. Il continue à militer à la C.G.T., dans les rangs des anciens prisonniers de guerre. Il reste fidèle aux idées de sa jeunesse, accepte de rencontrer des jeunes qui se réclament du trotskysme, assiste même à des réunions. Il représente bien la génération de militants ouvriers qui a rompu avec le stalinisme et rejoint l'Opposition de gauche à la fin des années 20. Il est l'incarnation de la continuité du mouvement ouvrier. Les *Cahiers Léon Trotsky* rendent hommage à ce militant qui n'a jamais renoncé à ses idées et qui a considéré, comme nous l'écrivit notre ami Robert Hirsch, « quand il était minuit dans le siècle », que « le trotskysme était le meilleur moyen de défendre sa classe et de préparer l'avènement du socialisme ».

Yannis Theodoratos

L'ami Nikos Syringas qui nous a fait parvenir les éléments biographiques l'article ci-dessus, nous communique des remarques sur la biographie de Theodoratos publiée dans le n° 18, comme nous le souhaitions.

« 1. Yannis Theodoratos n'a pas été l'un des dirigeants de l'organisation née de la scission de K.O.M.L.E.A. en mars-avril 1934 et de la fidélité à l'Opposition de gauche internationale devenue O.M.L.E. (section officielle de l'Opposition de gauche internationale) du simple fait qu'il a été élu au C.C. Il n'est pas non plus des dirigeants du groupe « Neo Dromos » (cours nouveau) formé par la majorité des exclus lors de la scission de K.D.E.E. en mai 1936. Dans le premier cas, les principaux dirigeants étaient Georges Vitsoris, A. Stinas, Kostas Anastasiadis, (le secrétariat de l'organisation élu lors de la première conférence de l'O.M.L.E. en février 1935) et dans le deuxième cas : Alekos Sakkos, Kostas Anastasiadis, Dimosthénès Voursoukis, Christos Anastasiadis. Il faut surtout qualifier Theodoratos de dirigeant syndical et non de cadre ou dirigeant politique des organisations dont il a été membre.

2. Le texte de votre nécrologie attribue à Théodoratos le pseudonyme de M. Yannis. Je saisis cette occasion pour soulever le problème général de l'attribution à des militants de pseudonymes qu'ils n'ont jamais utilisés. Theodoratos n'a jamais été connu que sous un seul pseudonyme, celui de Mastroyannis. La première composante du nom signifie le « technicien », le « maître » au sens artisanal et ouvrier du terme, et Mastroyannis est en quelque sorte le Maître Jean. Dans ses différents ouvrages, le militant Loukas Karliaftis (Kostas Kastritis) désigne Theodoratos sous le nom de « M. Yannis » parce que ce dernier lui avait refusé la permission d'indiquer son véritable nom ou de la mentionner sous le pseudonyme sous lequel il était généralement connu. Pour des raisons compréhensibles, L. Karliaftis a étendu cette pratique à la majorité des militants à quelques rares exceptions près. Ce choix arbitraire pose un vrai problème de lecture à ceux qui se lancent dans les travaux de Karliaftis, car il est extrêmement difficile de découvrir l'identité réelle des militants qui sont dissimulés derrière des noms qui leur ont été attribués seulement pour la rédaction de ces ouvrages.

Spyros Zafiratos (1900-1984)

Spyros Zafiratos est né au village de Damoulianata en Céphalonie au début du siècle. Orphelin de père à 5 ans, il dut travailler à l'âge de 6 ans, réussit néanmoins à terminer l'école primaire. En 1917, il vient à Patra où il travaille comme ouvrier boulanger. Ses conditions de travail (12 à 13 heures par jour, plus les heures supplémentaires nécessaires pour vivre) lui permettent de prendre conscience de l'exploitation et il commence à s'organiser avec d'autres pour les libertés syndicales et l'amélioration des conditions de travail. De 1919 à 1922, il est soldat et boulanger à l'armée. En 1924 ou 1925, il entre en contact avec le groupe archio-marxiste, fraction du P.C. grec, et participe à ses « cycles d'éducation ». Son rôle au sein du syndicat des ouvriers boulangers « Education-Organisation » est si exemplaire qu'il réussit avec ses camarades du groupe d'Athènes (Aris Papalexatos, Kostas Fotiou, Thanassis Vlachos, Nikos Vlachos, Malamadiotis, Mitsos Soulas, etc.) en collaboration avec ceux qui formaient le groupe du Pirée (Yorgos Sklavounos, Yannis Papoutsakis, Christos Soulas, etc.) à gagner la direction de leur syndicat au printemps 1927. En novembre 1929, il rejoint le groupe dit des « fractionnistes » et suit leur évolution qui aboutit en mai 1932, lors de la dissolution du K.E.D. (Groupe communiste unitaire). En février 1932, lors de la dissolution du K.E.D., il rejoint Spartakos, que dirige notamment Pantelis Pouliopoulos. En août 1934, il participe à la conférence d'unification des groupes « Spartakos », « Union léniniste » et « Nouvelle Internationale » qui forment l'O.K.D.E. et, plus tard, en 1946, au K.D.K.E. Il était resté fidèle à cet engagement jusqu'à sa mort le 16 juillet 1984 à Athènes. Nous nous inclinons devant sa mémoire.

ŒUVRES DE LEON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres* de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes, qui reposaient sur les écrits publiés de Trotsky, la partie «ouverte» des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8 et jusqu'au volume 17 qui paraît en mai 1984, le travail pour lequel la R.C.P. 595 du C.N.R.S. est venue épauler l'I.L.T. repose dorénavant principalement sur la partie «fermée» des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication se terminera avec son 25^e volume en 1986. Nous publierons alors deux volumes de compléments, sur la base de la partie «fermée» pour les années 1934 et 1935. Nous commencerons ensuite la publication de la seconde série des *Œuvres* qui couvrira la période allant de 1928 (l'année de l'exil de Trotsky à Alma-Ata) à 1933 (date de l'appel à construire la IV^e Internationale).

On peut se procurer les volumes des *Œuvres* en s'adressant à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* (Joubert C.L.T., 2 rue Bayard, 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis (10^e) et de la Brèche, rue de Tunis.

Les volumes 1 à 12 sont disponibles à l'administration des Cahiers au prix de 20F, port en sus (15F).

D'APRÈS LES FILMS FOURNIS, CET OUVRAGE A ÉTÉ
ACHEVÉ D'IMPRIMER EN AVRIL 1985
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
LIENHART ET C^{ie} A  AUBENAS D'ARDÈCHE

N° 2621 - Imprimé en France

DÉPÔT LÉGAL : AVRIL 1985

N° ISSN 0181-0790

Prix : 50 F

Cahiers Léon Trotsky ☆ Diffusion La Pensée Sauvage

Photo de couverture: Colvin R. de Silva, Député de Ceylan.